Icon

Description automatically generated

**ANNONCE TYPE POUR UNE PUBLICATION LOCALE**

**D'APPEL D'OFFRES OUVERT LOCAL**

|  |  |
| --- | --- |
| **Programme de facilitation du commerce du COMESA dans le cadre du 11e FED**  **Nom du projet :- Construction d'un bâtiment à guichet unique au PK51**  **MTC/COMESA-EDF-11/TFP/001/2024** |  |

Le Secrétariat du COMESA a l'intention d'attribuer un contrat de construction d'un bâtiment à guichet unique au PK 51 à Djibouti avec l'assistance financière du Programme de facilitation du commerce du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) dans le cadre du 11e Fonds européen de développement (FED).

Le dossier d'appel d'offres sera publié sur le site : [www.comesa.int](http://www.comesa.int)

Les offres cryptées par mot de passe doivent être soumises au plus tard le 16 mai 2024, à 10h00, à l’adresse : [tenders@comesa.int](mailto:tenders@comesa.int) avec copie à [abyabato@comesa.int](mailto:abyabato@comesa.int) et [tfp@comesa.int](mailto:tfp@comesa.int). D'éventuelles informations complémentaires ou clarifications/questions seront publiées sur le site [www.comesa.int](http://www.comesa.int)

**AVIS DE MARCHÉ**

**APPEL D'OFFRES : INFORMATIONS GÉNÉRALES**  
**I.1) Nom et adresse de l’Autorité contractante**

Nom officiel : Marché commun de l'Afrique orientale et australe

Ben Bella Road, Lusaka   
Zambie

Site web: [www.comesa.int](http://www.comesa.int)

**II.1.1) Titre:**   
  
Construction d'un bâtiment à guichet unique au PK 51 à Djibouti

**II.1.2) Code CPV[[1]](#footnote-1) principal**

**II.1.3) Type de contrat**

Travaux de construction

**II.1.4) Brève description du contrat**

Le gouvernement de la République de Djibouti, par l'intermédiaire du COMESA, a l'intention d'attribuer un marché de construction d'un bâtiment à guichet unique au PK 51 à Djibouti, financé par le Programme de facilitation du commerce du COMESA dans le cadre du 11e Fonds européen de développement (FED).

**II.1.5) Valeur estimative totale**

La monnaie du contrat sera le dollar américain. Tous les montants indiqués doivent s'entendre hors TVA et autres droits et taxes.

**IV.1.1.) Type de procédure**

Appel d’offres ouvert local

**II.1.6) Informations sur les lots**

Ce contrat est subdivisé en lots: **NON**

**II.2.3) Lieu d’exécution**

Zone géographique bénéficiant de l’action : **PK 51, Djibouti**

**II.2.5) Critères d'attribution**

Les critères d'attribution sont basés sur le **prix.**

**I.2.14) Informations complémentaires**

Après le marché initial résultant de l'appel d'offres en cours, de nouveaux travaux consistant en la répétition de travaux similaires, jusqu'à un montant estimé à **100 000 USD**, peuvent être confiés à l'entrepreneur initial par procédure négociée sans publication préalable d'un avis de marché, à condition que les nouveaux travaux soient conformes au même projet de base.

**IV.2.2) Date et heure limites de dépôt des offres ou des demandes de participation**

Date: 16 mai 2024.  
Heure locale : 10:00hrs.

**IV.2.6) Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire doit maintenir l'offre**

Durée en mois : 90 jours

**IV.2.7) Conditions d'ouverture des offres**

Date: 16 mai 2024  
Heure locale: 10:30Email: [tenders@comesa.int](mailto:tenders@comesa.int); copie à [abyabato@comesa.int](mailto:abyabato@comesa.int), [tfp@comesa.int](mailto:tfp@comesa.int)

**Informations complémentaires sur l'avis de marché**

**Construction d'un bâtiment à guichet unique au PK 51, Djibouti   
Lieu d’exécution -PK 51 Djibouti**

1. **Nature du contrat**

Prix unitaire

1. **Titre du programme**

Construction d'un bâtiment à guichet unique au PK 51, Djibouti, avec l'aide financière du Programme de facilitation du commerce du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) dans le cadre du 11e Fonds européen de développement (FED).

1. **Financement**

Programme de facilitation du commerce dans le cadre du 11e FED

1. **Éligibilité et règles d'origine**

La participation à l'appel d'offres est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales (participant soit individuellement, soit en groupement - consortium - de candidats/soumissionnaires) établies dans l'un des États membres de l'Union européenne, dans les États ACP ou dans un pays ou territoire autorisé par l'Accord de partenariat ACP-CE au titre duquel le marché est financé (voir également la rubrique « Base juridique » ci-dessous). La participation est également ouverte aux organisations internationales.

Toutes les fournitures faisant l'objet du présent marché doivent être originaires d'un ou de plusieurs de ces pays. Toutefois, elles peuvent provenir de n'importe quel pays lorsque le montant des fournitures à acheter est inférieur à 100 000 EUR.

Pour les candidats ou soumissionnaires du Royaume-Uni : Veuillez noter qu'à la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord de retrait UE-Royaume-Uni\* le 1er février 2020, et en particulier les articles 127(6), 137 et 138, les références aux personnes physiques ou morales résidant ou établies dans un État membre de l'Union européenne et aux biens originaires d'un pays éligible, tel que défini par le règlement (UE) n° 236/2014\*\* et l'annexe IV de l'Accord de partenariat ACP-UE\*\*\*, doivent être comprises comme incluant les personnes physiques ou morales résidant ou établies au Royaume-Uni, et les biens originaires de ce pays \*\*\*\*. Ces personnes et ces biens sont donc éligibles dans le cadre du présent appel.

\* Accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

\*\* Règlement (UE) n° 236/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 établissant des règles et procédures communes pour la mise en œuvre des instruments de l'Union destinés au financement de l'action extérieure.

\*\*\* Annexe IV de l'Accord de partenariat ACP-UE, tel que révisé par la décision 1/2014 du Conseil des ministres ACP-UE (JO L196/40, 3.7.2014).

\*\*\*\* y compris les pays et territoires d'outre-mer entretenant des relations particulières avec le Royaume-Uni, conformément à la quatrième partie et à l'annexe II du TFUE].

1. **Soumission**

Toutes les personnes physiques et morales éligibles (conformément au point 4 ci-dessus) ou les groupements de ces personnes (consortiums) peuvent soumissionner.

Un consortium peut être un groupement permanent, légalement établi, ou un groupement constitué de manière informelle pour une procédure d'appel d'offres spécifique. Tous les partenaires d'un consortium (c'est-à-dire le chef de file et tous les autres partenaires) sont conjointement et solidairement responsables vis-à-vis de l’autorité contractante.

La participation d'une personne physique ou morale inéligible entraînera l'exclusion automatique de cette personne. En particulier, si cette personne inéligible appartient à un consortium, l'ensemble du consortium sera exclu.

1. **Nombre de soumissions ou d'offres**

Une personne physique ou morale ne peut présenter qu'une seule soumission ou offre, quelle que soit la forme de sa participation (en tant qu'entité juridique individuelle ou en tant que chef de file ou partenaire d'un consortium présentant une candidature/offre). Dans le cas où une personne physique ou morale soumet plus d'une soumission ou d'une offre, toutes les soumissions ou offres auxquelles cette personne a participé seront exclues.

1. **Garantie d'offre**

Aucune garantie d’offre n'est requise.

1. **Garantie de bonne exécution**

L'adjudicataire sera invité à fournir une garantie de bonne exécution de 10 % du montant du marché à la signature du contrat. Cette garantie doit être fournie en même temps que le retour du contrat contresigné, au plus tard 30 jours après que le soumissionnaire a reçu le contrat signé par l'autorité contractante. Si le soumissionnaire sélectionné ne fournit pas cette garantie dans ce délai, le contrat sera annulé et un nouveau contrat pourra être établi et envoyé au soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme la moins chère suivante.

1. **Réunion d'information et/ou visite du site**

Une visite obligatoire du site aura lieu le **18 avril 2024.**

1. **Validité de l'offre**

Les offres doivent rester valables pendant une période de 3 mois après la date limite de dépôt des offres. Dans des circonstances exceptionnelles, l’autorité contractante peut, avant l'expiration du délai de validité, demander aux soumissionnaires de prolonger la validité des offres pour une période déterminée.

1. **Les alliances de présélection sont interdites: NA**
2. **Motifs d'exclusion**

Les candidats ou soumissionnaires doivent présenter une déclaration signée, incluse dans le formulaire d'offre, attestant qu'ils ne se trouvent dans aucune des situations énumérées à la section 2.6.10.1 du **guide pratique (PRAG**). Lorsque le soumissionnaire a l'intention de s'appuyer sur des entités fournissant des capacités ou sur un (des) sous-traitant(s), il doit fournir la même déclaration signée par cette (ces) entité(s).

Les candidats ou soumissionnaires figurant sur les listes des mesures restrictives de l'UE (voir section 2.4. du PRAG) au moment de la décision d'attribution ne peuvent se voir attribuer le marché.

1. **Sous-traitance**

La sous-traitance est autorisée.

1. **Nombre de soumissionnaires à présélectionner: NA**
2. **Date provisoire de l'appel d'offres**

5 avril 2024

1. **Date provisoire du début d’exécution du contrat**

01 juillet 2024

1. **Période d’exécution des tâches**

180 jours (6 mois)

**CRITÈRES DE SÉLECTION ET D'ATTRIBUTION**

1. **Critères de sélection**

Les critères de sélection sont décrits au point 12.2 des **Instructions aux soumissionnaires.**

1. **Critères d'attribution**

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui est techniquement conforme et dont le prix est le plus bas.

**DEMANDE ET SOUMISSION**

1. **Comment obtenir le dossier d'appel d'offres**

Le dossier d'appel d'offres est disponible sur le site : [www.comesa.int](http://www.comesa.int)

Les offres doivent être présentées au moyen du formulaire type inclus dans le dossier d'appel d'offres, dont le format et les instructions doivent être strictement respectés.

Toute demande d'information complémentaire doit être faite par écrit par l'intermédiaire de l'autorité contractante au moins 21 jours avant la date limite de soumission des offres indiquée au point « **Date limite de dépôt des demandes ou des offres ».** Les réponses seront envoyées à tous les soumissionnaires au plus tard 7 jours avant la date limite de dépôt et il incombe au soumissionnaire de vérifier les mises à jour et les modifications pendant la période de soumission.

1. **Séance d'ouverture des offres**

16 mai 2024, 10h30

1. **Format des offres et détails à fournir: NA**
2. **Modalités d'introduction des offres**

Les offres cryptées par mot de passe doivent être soumises en anglais ou en français aux adresses suivantes: [tenders@comesa.int](mailto:tenders@comesa.int) avec copie à [abyabyato@comesa.int](mailto:abyabyato@comesa.int) et [tfp@comesa.int](mailto:tfp@comesa.int)

Les offres présentées par d'autres moyens ne seront pas prises en considération.

En soumettant une offre, les soumissionnaires acceptent de recevoir la notification du résultat de la procédure par voie électronique. Cette notification est réputée reçue à la date à laquelle l’autorité contractante l'envoie à l'adresse électronique mentionnée dans le formulaire d’offre.

1. **Date limite de dépôt des offres**

L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait qu'il existe deux systèmes différents d'envoi des offres : l'un par la poste ou par un service de courrier privé, l'autre par remise en main propre.

Dans le premier cas, l’offre doit être envoyée avant la date et l'heure limites de dépôt, le cachet de la poste ou le bordereau de dépôt faisant foi[[2]](#footnote-2), mais dans le second cas, c'est l'accusé de réception donné au moment de la remise de l’offre qui servira de preuve.

**La date limite de dépôt des offres est indiquée dans l'avis de marché au point IV.2.2.**

Toute offre envoyée à l’autorité contractante après cette date limite ne sera pas prise en considération.

L’autorité contractante peut, pour des raisons d'efficacité administrative, rejeter toute offre présentée dans les délais mais reçue, pour toute raison indépendante de la volonté de l’autorité contractante après la date effective d'approbation du rapport de liste restreinte, si l'acceptation d’offres présentées dans les délais mais parvenues tardivement retarderait considérablement la procédure d'évaluation ou mettrait en péril des décisions déjà prises et notifiées.

1. **Précisions sur l'avis de marché**

Toute demande de renseignements complémentaires doit être faite par écrit par l'intermédiaire de l'autorité contractante au plus tard 21 jours avant la date limite de présentation des demandes indiquée au **point IV.2.2)** **de l'avis de marché**.

Les clarifications seront communiquées par écrit au plus tard 7 jours avant la date limite de dépôt des offres et il incombe aux candidats de vérifier les mises à jour et les modifications au cours de la période de soumission.

1. **Modification ou retrait des offres**

Les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leur offre avant la date limite de dépôt des offres. Aucune offre ne peut être modifiée après cette date.

1. **Langue de la procédure**

Toutes les communications écrites relatives à la présente procédure d'appel d'offres et au présent contrat doivent être rédigées en anglais ou en français.

1. **Base juridique [[3]](#footnote-3)**

Annexe IV de l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, tel que modifié à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010. Il est fait référence à l'annexe IV telle que révisée par la décision 1/2014 du Conseil des ministres ACP-UE du 20 juin 2014.

1. **Informations complémentaires**

Les données financières à fournir par le soumissionnaire dans le formulaire d'offre doivent être exprimées en euros. Le cas échéant, lorsqu'un soumissionnaire se réfère à des montants exprimés à l'origine dans une monnaie différente, la conversion en EUR est effectuée conformément au taux de change InforEuro, qui peut être consulté à l’adresse: <http://ec.europa.eu/budget/graphs/inforeuro.html>.

**VOLUME 1**

**SECTION 1:**

**INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES**

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT A GUICHET UNIQUE AU PK 51 A DJIBOUTI**

**VOLUME 1 SECTION 1 – INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES**

RÉF. DE PUBLICATION.: MCT/COMESA-EDF-11/TFP/001/2024

En soumettant une offre, le soumissionnaire accepte intégralement et sans restriction les conditions particulières et générales régissant le contrat comme seule base de la présente procédure d'adjudication, quelles que soient ses propres conditions de vente, auxquelles il renonce par la présente. Les soumissionnaires sont tenus d'examiner attentivement et de respecter dans leur totalité les instructions, formulaires, dispositions contractuelles et spécifications contenus dans le présent dossier d'appel d'offres. La non-présentation d'une offre contenant toutes les informations et tous les documents requis dans les délais impartis entraînera le rejet de l'offre. Il ne peut être tenu compte d'aucune réserve formulée dans l'offre en ce qui concerne le dossier d'appel d'offres, ce qui peut entraîner le rejet immédiat de l'offre sans autre forme d'évaluation.

Les présentes instructions définissent les règles de soumission, de sélection et d'exécution des marchés financés dans le cadre du présent appel d'offres, conformément aux dispositions du guide pratique applicable au présent appel d'offres (disponible à l'adresse suivante: <https://wikis>.ec.europa.eu/display/ExactExternalWiki/Annexes

**CONTENU**

PARTIE GÉNÉRALE 1

1. INSTRUCTIONS GÉNÉRALES 1

2. FINANCEMENT 1

3. PARTICIPATION 1

4. UNE SEULE OFFRE PAR SOUMISSIONNAIRE 3

5. FRAIS D'APPEL D'OFFRES 3

6. VISITE DU SITE ET RÉUNION DE CLARIFICATION 3

7. CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES 3

8. EXPLICATIONS CONCERNANT LES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES 4

9. MODIFICATIONS DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES 4

PRÉPARATION DES OFFRES 4

10. LANGUE DES OFFRES 4

11. CONTENU ET PRÉSENTATION DE L'OFFRE 5

12. INFORMATIONS/DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE 5

13. PRIX SOUMISSIONNÉS 11

14. DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES 12

15. GARANTIE D'OFFRE 12

16. SOLUTIONS VARIANTES 12

SOUMISSION DES OFFRES 12

17. SCELLEMENT, MARQUAGE ET DÉPÔT DES OFFRES 12

18. PROLONGATION DU DÉLAI DE DÉPÔT DES OFFRES 14

19. OFFRES TARDIVES 14

20. MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES 14

OUVERTURE ET ÉVALUATION DES OFFRES 14

21. OUVERTURE DES OFFRES 14

22. ÉVALUATION DES OFFRES 15

23 CORRECTION DES ERREURS 16

ATTRIBUTION DU CONTRAT 17

24. CRITÈRES D'ATTRIBUTION 17

25. NOTIFICATION D'ATTRIBUTION, CLARIFICATIONS DU CONTRAT 17

26. SIGNATURE DU CONTRAT ET GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION 17

27. ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES 18

28. CLAUSES ÉTHIQUES ET CODE DE CONDUITE 18

29. APPELS 20

# PARTIE GÉNÉRALE

## INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### Les soumissionnaires doivent présenter une offre pour l'ensemble des travaux requis par le dossier. Les offres incomplètes ne seront pas acceptées.

### Calendrier

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **DATE** | **HEURE\*** |
| **Visite du site (obligatoire)** | 18 avril 2024 | 10h00 |
| **Délai pour demander des informations complémentaires à l’autorité contractante** | 25 avril 2024 | 16h00 |
| **Dernière date à laquelle des informations complémentaires sont émises par l’autorité contractante** | 09 mai 2024 | 16h00 |
| **Date limite de dépôt des offres** | 16 mai 2024 | 10h00 |
| **Séance d'ouverture des offres** | 16 mai 2024 | 10h30 |
| **Notification de l'attribution à l'adjudicataire** | 16 juin 2024\*\* | - |
| **Signature du contrat** | 01 juillet 2024\*\* | - |

**\* Toutes les heures sont exprimées dans le fuseau horaire du pays de l’autorité contractante à la date provisoire.**

\*\* **Ces dates sont provisoires et peuvent être modifiées.**

## FINANCEMENT

Le projet est financé par l'Union européenne, conformément aux dispositions de la convention de sous-délégation signée entre le COMESA et le Ministère du commerce et du tourisme dans le cadre du Programme de facilitation du commerce du 11e FED.

## PARTICIPATION

La participation à l'appel d'offres est ouverte, à égalité de conditions, aux personnes physiques et morales (participant individuellement ou en groupement (consortium) de soumissionnaires) établies dans l'un des Etats membres de l'Union européenne, dans les Etats ACP ou dans un pays ou territoire autorisé par l'Accord de partenariat ACP-CE au titre duquel le marché est financé. La participation est également ouverte aux organisations internationales. Toutes les fournitures et tous les matériaux utilisés dans le cadre du présent marché doivent provenir d'un ou de plusieurs de ces pays éligibles.

Pour les candidats ou soumissionnaires du Royaume-Uni : Veuillez noter qu'à la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord de retrait UE-Royaume-Uni\* le 1er février 2020, et en particulier des articles 127(6), 137 et 138, les références aux personnes physiques ou morales résidant ou établies dans un État membre de l'Union européenne et aux biens originaires d'un pays éligible, tel que défini par le règlement (UE) n° 236/2014\*\* et l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE\*\*\*, doivent être comprises comme incluant les personnes physiques ou morales résidant ou établies au Royaume-Uni, et les biens originaires de ce pays \*\*\*\*. Ces personnes et ces biens sont donc éligibles dans le cadre du présent appel.

\* Accord de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique.

\*\* Règlement (UE) n° 236/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 établissant des règles et procédures communes pour la mise en œuvre des instruments de l'Union destinés au financement de l'action extérieure.

\*\*\* Annexe IV de l'Accord de partenariat ACP-UE, tel que révisé par la décision 1/2014 du Conseil des ministres ACP-UE (JO L196/40, 3.7.2014).

\*\*\*\* y compris les pays et territoires d'outre-mer entretenant des relations particulières avec le Royaume-Uni, conformément à la quatrième partie et à l'annexe II du TFUE].

Toutefois, les fournitures pour cette construction peuvent provenir de n'importe quel pays lorsque la valeur des matériaux à acheter est inférieure à 100 000 EUR.

### Ces termes désignent tous les ressortissants des États précités et toutes les personnes morales, sociétés ou partenariats établis dans les États précités. Pour prouver le respect de cette règle, les soumissionnaires qui sont des personnes morales doivent présenter les documents exigés par la législation de ce pays.

### Les conditions d'éligibilité détaillées aux sous-paragraphes 3.1 et 3.2 s'appliquent à tous les membres d'un groupement et à tous les sous-traitants ainsi qu'à toutes les entités sur la capacité desquelles le soumissionnaire s'appuie pour les critères de sélection. Chaque soumissionnaire, membre d'un groupement ou d'une entreprise conjointe, chaque entité fournissant des capacités, chaque sous-traitant et chaque fournisseur doit certifier qu'il remplit ces conditions. Ils doivent prouver leur éligibilité par un document daté de moins d'un an à la date limite de dépôt des offres, établi conformément à leur législation ou pratique nationale, ou par des copies des documents originaux indiquant la constitution et/ou le statut juridique et le lieu d'enregistrement et/ou le siège statutaire et, s'il est différent, le lieu de l'administration centrale. L’autorité contractante peut accepter d'autres preuves satisfaisantes que ces conditions sont remplies.

### Les personnes physiques, les sociétés ou les entreprises qui se trouvent dans une situation décrite à la section 2.4 (mesures restrictives de l'UE), 2.6.10.1. (critères d'exclusion) ou 2.6.10.1.2. (rejet d'une procédure) du guide pratique, ne sont pas autorisées à participer à la présente procédure d'appel d'offres ni à se voir attribuer un marché. Dans ce cas, leur offre sera considérée comme inappropriée ou irrégulière. Les soumissionnaires doivent fournir des déclarations attestant qu'ils ne se trouvent dans aucune des situations d'exclusion énumérées au point 2.6.10.1 du guide pratique. Les déclarations doivent couvrir tous les membres d'une entreprise commune ou d'un consortium et doivent également être soumises par tout sous-traitant ou entité fournissant des capacités. Les soumissionnaires qui se rendent coupables de fausses déclarations s'exposent en outre à des sanctions financières pouvant aller jusqu'à 10 % de la valeur totale du marché et à l'exclusion, conformément au règlement financier en vigueur.

### La situation d'exclusion visée au sous-paragraphe 3.4 s'applique à tous les membres d'une entreprise commune ou d'un consortium, à tous les sous-traitants et à tous les fournisseurs des soumissionnaires ainsi qu'à toutes les entités sur la capacité desquelles le soumissionnaire s'appuie pour les critères de sélection.

### La sous-traitance est autorisée, mais l’entrepreneur reste entièrement responsable devant l’autorité contractante de l'exécution de l'ensemble du marché.

### Dans le choix des sous-traitants, l’entrepreneur doit donner la préférence aux personnes physiques, aux sociétés ou aux entreprises des États ACP capables d'exécuter les travaux demandés dans des conditions similaires.

### **UNE SEULE OFFRE PAR SOUMISSIONNAIRE**

### Une société ne peut soumissionner pour un marché donné à la fois individuellement et en tant que membre d'une entreprise commune ou d'un consortium. La participation d'un soumissionnaire à plus d'une offre pour un marché entraînera la disqualification de toutes les offres pour ce marché dans lesquelles la partie est impliquée. Une même entreprise ne peut participer en tant que sous-traitant à différents appels d'offres que si cela est justifié par la nature spécifique du marché et autorisé par l’autorité contractante.

## FRAIS D'APPEL D'OFFRES

### Le soumissionnaire supportera tous les coûts liés à la préparation et à la soumission de son offre. L’autorité contractante ne sera pas responsable de ces coûts, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure.

### L’autorité contractante ne sera pas responsable, ni ne couvrira, les dépenses ou les pertes encourues par le soumissionnaire lors des visites et des inspections du site ou de tout autre aspect de son offre.

## VISITE DU SITE ET RÉUNION DE CLARIFICATION

### Le soumissionnaire est tenu de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs afin d'évaluer, sous sa responsabilité, à ses frais et à ses risques, les éléments nécessaires à la préparation de son offre et à la signature du contrat d'entreprise (date, heure et lieu, voir les informations complémentaires relatives à l'avis de marché).

### Une réunion de clarification et/ou une visite de site sera organisée par l’autorité contractante au PK 51, Djibouti le 18 avril 2024 à 10h00.

### Le procès-verbal de la réunion de clarification sera publié sur le site: www.comesa.int . Comme preuve de leur participation, les soumissionnaires recevront un certificat de leur visite du site.

## CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

### Le dossier d'appel d'offres comprend les documents spécifiés dans la lettre d'invitation.

### Les soumissionnaires sont seuls responsables de l'examen approprié du dossier d'appel d'offres, y compris des documents de conception disponibles pour consultation et de toute modification du dossier d'appel d'offres émise pendant la période d'appel d'offres ainsi que de l'obtention d'informations fiables sur toutes les conditions et obligations susceptibles d'affecter de quelque manière que ce soit le montant ou la nature de l'offre ou l'exécution des travaux. Dans le cas où le soumissionnaire est retenu, aucune demande de modification du montant de l'offre ne sera acceptée en raison d'erreurs ou d'omissions dans les obligations du soumissionnaire décrites ci-dessus.

## EXPLICATIONS CONCERNANT LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

### Toute demande d'informations complémentaires doit être formulée par écrit à travers l'adresse électronique de l'Unité « Acquisitions »: [tenders@comesa.int](mailto:tenders@comesa.int) avec copie à [abyabato@comesa.int](mailto:abyabato@comesa.int) et [tfp@comesa.int](mailto:tfp@comesa.int). La demande d'informations complémentaires doit être faite au plus tard vingt et un (21) jours avant la date limite de dépôt des offres (indiquée au point IV.2.2) de l'avis de marché. L’autorité contractante n'est pas tenue de fournir des d'informations complémentaires après cette date.

L’autorité contractante doit répondre à toutes les questions des soumissionnaires au moins sept (07) jours avant la date limite de réception des offres.

### Les questions et réponses seront publiées sur le site [www.comesa.int](http://www.comesa.int). Le site sera mis à jour régulièrement et il incombe au soumissionnaire de vérifier les mises à jour et les modifications pendant la période de soumission.

### **MODIFICATIONS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

### L’autorité contractante peut modifier le dossier d'appel d'offres en publiant des modifications jusqu'à onze (11) jours avant la date limite de soumission des offres.

### Chaque modification publiée fera partie du dossier d'appel d'offres et sera publiée sur [www.comesa.int](http://www.comesa.int).

### L’autorité contractante peut, en cas de besoin et conformément à la clause 18, prolonger le délai de présentation des offres afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte des modifications lors de la préparation de leurs offres.

# PRÉPARATION DES OFFRES

## LANGUE DES OFFRES

### L'offre ainsi que toute la correspondance et tous les documents relatifs à l'offre échangés entre le soumissionnaire et l’autorité contractante doivent être rédigés dans la langue de la procédure à savoir : l'anglais ou le français. Toute la correspondance relative aux paiements, y compris les factures et les certificats de paiement intermédiaire et final, doit également être envoyée à l’autorité contractante en anglais.

### Si les documents justificatifs ne sont pas rédigés dans une des langues officielles de l'Union européenne, une traduction dans la langue de l'appel d'offres doit être jointe. Lorsque les documents sont rédigés dans une langue officielle de l'Union européenne autre que l'anglais, il est fortement recommandé de fournir une traduction dans la langue de l'appel d'offres, afin de faciliter l'évaluation des documents.

## CONTENU ET PRÉSENTATION DES OFFRES

### Les offres doivent remplir les conditions suivantes:

#### Les offres doivent comprendre les documents et informations mentionnés à la clause 12 ci-dessous.

#### L'offre doit être signée au nom du soumissionnaire/du groupement par une ou plusieurs personnes dûment habilitées à cet effet, munies d'une procuration présentée conformément au formulaire 4.3 du volume 1, section 4, du dossier d'appel d'offres.

#### Les pages correspondantes des documents spécifiés dans la clause 12 doivent être signées comme indiqué.

#### Le soumissionnaire doit fournir tous les documents requis par le dossier d'appel d'offres. Tous ces documents, sans exception, doivent être strictement conformes aux présentes conditions et dispositions et ne doivent contenir aucune modification apportée par le soumissionnaire. Les offres qui ne sont pas conformes aux exigences du dossier d'appel d'offres peuvent être rejetées.

### Les travaux ne sont pas subdivisés en lots. Les offres doivent porter sur la totalité des quantités indiquées.

## INFORMATIONS/DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE

### Toutes les offres doivent comporter les informations suivantes et être des documents dûment complétés:

#### Formulaire d'offre, accompagné de son annexe 1 « Déclaration sur l'honneur, sur les critères d'exclusion et sur les critères de sélection ».[[4]](#footnote-4)

#### Documentation requise dans le questionnaire du volume 1, section 4, y compris tous les formulaires joints.

#### Les formulaires fournis dans le volume 4:

pour les marchés à prix unitaires:

Volume 4.3.2 — Devis quantitatif

##### Les prix du volume (4) sont réputés avoir été fixés sur la base des conditions en vigueur trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres.

La ventilation détaillée des prix doit être utilisée si nécessaire pour toute finalité du marché, notamment pour fournir les coefficients d'application de la formule de révision des prix visée à l'article 48.2 du cahier spécial des charges. Le soumissionnaire doit fournir des calculs arithmétiques clairs pour les coefficients proposés. Il n'y aura pas de révision de prix dans le cadre du contrat.

#### Tableaux des flux de trésorerie dans le cadre du formulaire des états financiers (Formulaire 4.4).

#### Copies des documents les plus récents indiquant l'organigramme, le statut juridique et le lieu d'enregistrement du siège du soumissionnaire, une procuration habilitant la personne signant l'offre et tous les documents connexes. Ces documents doivent être conformes aux formulaires du volume 1, section 4 du dossier d'appel d'offres:

* Informations générales sur le soumissionnaire (Formulaire 4.1)
* Organigramme (Formulaire 4.2)
* Procuration (Formulaire 4.3)
* Certificat général pour l'année en cours;
* Licence pour l'année en cours;
* Registre du commerce;
* ODPIC.

#### Preuve que les liquidités et l'accès aux facilités de crédit sont adéquats pour le présent contrat, confirmée par les **états financiers vérifiés des trois dernières années**. Cette preuve doit être fournie au moyen du Formulaire 4.4, « État financier », figurant dans le volume 1, section 4, du dossier d'appel d'offres.

#### Formulaire d'identification financière (Formulaire 4.5a, volume 1) et fiche d'entité légale (Formulaire 4.5b, volume 1).

#### Si le soumissionnaire a déjà signé un autre contrat financé par l'Union européenne, il peut fournir, au lieu des formulaires et pièces justificatives susmentionnés, soit les numéros de dossier reçus, soit des copies des formulaires fournis à cette occasion, à moins qu'une modification ne soit intervenue dans l'intervalle.

#### Informations sur les qualifications techniques du soumissionnaire.

#### Ces informations doivent être conformes aux formulaires figurant au volume 1, section 4, du dossier d'appel d'offres et comprendre:

* une présentation de l'organisation du soumissionnaire, y compris le nombre total de personnes employées (Formulaire 4.6.1.1),
* une liste du personnel proposé pour l'exécution du contrat, avec les CV des personnes clés (Formulaires 4.6.1.2 et 4.6.1.3),
* un plan pour l'exécution proposée du contrat. Les descriptions doivent démontrer la capacité du soumissionnaire à réaliser les travaux et doivent comprendre, entre autres, les éléments suivants:

**Équipement pour l’exécution du contrat**

* Les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils disposent de l'équipement adéquat pour l'exécution du contrat. L'équipement suivant est le minimum requis pour l'exécution du contrat et les soumissionnaires doivent indiquer les quantités d'équipement à utiliser pour l'exécution du contrat:
* Le soumissionnaire doit présenter les certificats de propriété et les reçus.
* Pour la location de matériel, le soumissionnaire doit joindre des copies du contrat de location.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **No.** | **Type et caractéristiques de l'équipement** | **Nombre minimum requis** |
| 1 | Échafaudage | 1 |
| 2 | Lot de coffrage | 1 |
| 3 | Lot d'outils et de matériel de plomberie | 1 |
| 4 | Réservoir d'eau | 1 |
| 5 | Pick up | 1 |
| 6 | Bétonnière 5m3 | 1 |
| 7 | Matériel topographique | 1 |
| 8 | Ensemble d'outils de chantier | Plusieurs lots |
| 9 | Générateur 30 KVA | 2 |
| 10 | Chargeur | 1 |
| 11 | Niveleuse | 1 |
| 12 | Chargeuse-pelleteuse | 1 |
| 13 | Excavateur | 1 |

Le soumissionnaire doit indiquer si ce matériel lui appartient, s'il est loué ou s'il est utilisé par un sous-traitant. Les documents du fabricant décrivant entièrement l'équipement doivent être joints à l'offre (Formulaire 4.6.2).

* une liste des matériaux et des fournitures éventuelles destinés à être utilisés dans les œuvres, avec indication de leur origine;
* les soumissionnaires doivent produire un plan de travail avec une brève description des principales tâches (Formulaire 4.6.3), indiquant la séquence et le calendrier proposé pour l’exécution des tâches. En particulier, la proposition doit détailler les ouvrages temporaires et permanents à construire. Le soumissionnaire doit tenir compte des conditions météorologiques et de la nécessité d'élaborer des plans et d'obtenir des permis de construire avant d'exécuter les travaux de construction. Le soumissionnaire doit également présenter une déclaration de méthode complète, accompagnée de dessins si nécessaire, indiquant les méthodes par lesquelles il propose d'exécuter les travaux. En particulier, le soumissionnaire doit indiquer le nombre, le type et la capacité des installations, du matériel et du personnel qu'il se propose d'utiliser sur les principaux chantiers ainsi que les éléments suivants :
* un programme de travail à étapes critiques indiquant les horaires et les tâches attribuées aux employés pour le présent contrat (Formulaire 4.6.3);
* les données relatives aux sous-traitants et le pourcentage des travaux à sous-traiter (Formulaire 4.6.3);
* la preuve d'une expérience pertinente dans la réalisation de travaux de nature similaire, y compris la nature et la valeur des contrats, les travaux en cours et les projets contractuellement engagés (Formulaire 4.6.4). La preuve doit inclure une expérience réussie en tant que maître d'œuvre dans la construction d'au moins 3 projets de même nature et complexité comparables aux travaux concernés par l'appel d'offres au cours des trois (3) dernières années;
* les informations concernant le bureau du site principal proposé (Formulaire 4.6.3);
* un aperçu du (des) système(s) d'assurance qualité qui sera (seront) utilisé(s) (Formulaire 4.6.7).
* le cas échéant, informations sur les soumissionnaires impliqués dans une entreprise commune/un consortium (Formulaire 4.6.5);
* l'historique des litiges au cours des cinq dernières années (Formulaire 4.6.6);
* des précisions sur le logement et les installations qui seront mis à la disposition du superviseur (Formulaire 4.6.8);
* toute autre information (Formulaire 4.6.9).

#### Documents de preuve, déclarations et engagements conformément aux clauses 3.1-3.6 ci-dessus. Ces documents doivent couvrir tous les membres d'une entreprise commune ou d'un consortium et tous les sous-traitants, comme spécifié.

#### Sauf disposition contraire dans le contrat, tous les biens achetés dans le cadre du contrat doivent être originaires d'un État membre de l'Union européenne ou d'un pays ou territoire des régions couvertes et/ou autorisées par les instruments spécifiques applicables au programme spécifié à la clause 3.1 ci-dessus. Toutefois, ils peuvent être originaires de n'importe quel pays lorsque le montant des fournitures et matériaux à acheter est inférieur à 100 000 EUR. À ces fins, on entend par « origine » le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et/ou à partir duquel les services sont fournis. L'origine des marchandises doit être déterminée conformément aux accords internationaux pertinents (notamment les accords de l'OMC), qui sont reflétés dans la législation de l'UE sur les règles d'origine à des fins douanières : le code des douanes (règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil), en particulier ses articles 22 à 26, et les dispositions d'application du code (règlement (CEE) n° 2454/93 de la Commission).

Les biens originaires de l'UE comprennent les biens originaires des pays et territoires d'outre-mer.

Dans leur formulaire de soumission, les soumissionnaires doivent fournir un engagement signé par leur représentant certifiant le respect de cette exigence. Le soumissionnaire est tenu de vérifier l'exactitude des informations fournies. Dans le cas contraire, le soumissionnaire risque d'être exclu en raison d'une déclaration inexacte faite par négligence. Pour plus de détails, voir la section 2.3.5. du guide pratique.

#### [NA]

### Certificat de visite du site

### Pour pouvoir prétendre à l'attribution du marché, les soumissionnaires doivent apporter la preuve qu'ils satisfont aux critères de sélection. Ces preuves doivent être fournies par les soumissionnaires à l'aide des formulaires décrits au point 12.1 ci-dessus et de tout autre formulaire supplémentaire que les soumissionnaires souhaiteraient utiliser.

Si une offre est soumise par un consortium, les critères de sélection s'appliquent, sauf indication contraire, à l'ensemble du consortium.

**Critères de sélection des soumissionnaires** Les critères de sélection pour chaque soumissionnaire sont les suivants:

1. ***Critères économiques et financiers***
2. ***Critères techniques***
3. ***Critères professionnels***

***Capacité économique et financière du soumissionnaire :***

* Preuve de la disponibilité d'un fonds de roulement approprié pour ce contrat, par exemple, preuve de l'accès à une ligne de crédit ; au moins 40 000 000 Fd.
* Chiffre d'affaires annuel exprimé en volume total des travaux de construction/réhabilitation réalisés au cours de chacune des cinq dernières années, en particulier les (03) dernières années ; au moins 100.000.000 Fd.
* Autorisation d'obtenir des références auprès des banquiers du soumissionnaire.

***Critères techniques :***

* Une liste de références concernant des travaux de même nature que ceux de l’entrepreneur et le volume de chaque type de travaux exécutés au cours de chacune des **trois dernières années** pour un montant d'au moins 80 000 000 Fd et des informations détaillées sur les travaux en cours et les engagements contractuels ; les clients qui peuvent être contactés. Ces références et informations doivent être accompagnées des attestations/certificats correspondants ;
* Expérience spécifique : Participation en tant qu'entrepreneur, assembleur ou sous-traitant, au cours des cinq (5) dernières années, aux activités suivantes :
  + Construction d'un bâtiment administratif ;
  + Construction d'un bâtiment commercial.
* Propositions de sous-traitance d'une partie des travaux pour un montant supérieur à 10 % du montant du contrat.

**Critères professionnels**

Le soumissionnaire doit démontrer qu'il dispose de personnel pour les postes clés suivants :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***No.*** | ***Poste*** | ***Expérience globale en construction***  ***(années)*** | ***Expérience en travaux similaires (années)*** |
| *1* | *1 Chef du projet* | *10* | *5* |
| *2* | *1 Superviseur des travaux de construction* | *5* | *5* |
| *3* | *1 Ingénieur électricien* | *5* | *5* |
| *4* | *1 Responsable de la santé et de la sécurité environnementales* | *5* | *3* |

#### Entités fournissant des capacités :

Un opérateur économique peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui et ces entités. Si le soumissionnaire s'appuie sur d'autres entités, il doit prouver à l’autorité contractante qu'il disposera des moyens nécessaires à l'exécution du marché en produisant l'engagement de ces entités de mettre des moyens à sa disposition. Ces entités, par exemple la société mère de l'opérateur économique, doivent respecter les mêmes règles d'éligibilité, notamment de nationalité, que l'opérateur économique qui les engage et doivent se conformer aux critères de sélection que doit remplir l'opérateur économique. En outre, l'offre doit inclure un document séparé fournissant des données sur cette entité tierce pour le critère de sélection concerné. La preuve de la capacité doit être fournie à la demande de l’autorité contractante.

En ce qui concerne les critères techniques et professionnels, un soumissionnaire ne peut s'appuyer sur les capacités d'autres entités que si ces dernières effectuent les travaux pour lesquels ces capacités sont requises.

En ce qui concerne les critères économiques et financiers, les entités sur la capacité desquelles le soumissionnaire s'appuie deviennent conjointement et solidairement responsables de l'exécution du contrat.

### Les offres présentées par des sociétés en partenariat formant une entreprise commune/un consortium doivent également remplir les conditions suivantes :

* L'offre doit comprendre toutes les informations requises au point 12.1 ci-dessus pour chaque membre du groupement et les données récapitulatives relatives à l'exécution des travaux par le soumissionnaire.
* L'offre doit être signée de manière à engager légalement tous les membres. Un membre doit être désigné comme chef de file et cette désignation doit être confirmée par la présentation de procurations signées par des signataires légalement habilités représentant tous les membres. Voir le Formulaire 4.6.5 dans le volume 1 et le formulaire d'appel d'offres.
* Tous les membres du groupement sont tenus de rester dans le groupement pendant toute la durée d'exécution du contrat. Voir la déclaration dans le formulaire d'appel d'offres.

## PRIX D'OFFRE

### La monnaie d'offres est **le dollar des États-Unis** **(USD)**

### Le soumissionnaire doit fournir pour les marchés à prix unitaires : un devis quantitatif en **dollars des États-Unis** **(USD).** Le prix de l'offre doit couvrir tous les travaux décrits dans le dossier d'appel d'offres. Tous les montants figurant dans le devis quantitatif, le questionnaire et les autres documents doivent également être exprimés dans cette monnaie, à l'exception des originaux des états financiers bancaires et annuels.

### Le soumissionnaire est tenu de chiffrer tous les éléments du marché à prix unitaires : le devis quantitatif. Aucun paiement ne sera effectué pour les éléments qui n'ont pas été chiffrés ; ces éléments seront considérés comme étant couverts par d'autres éléments du devis quantitatif.

### Si le soumissionnaire offre un rabais, celui-ci doit être clairement spécifié dans les marchés à prix unitaires : le devis quantitatif, volume 4, et indiqué dans le formulaire d'offre, volume 1, section 1.2. Le rabais doit être indiqué pour tous les travaux.

### Si le soumissionnaire offre un rabais, celui-ci doit figurer sur chaque certificat de paiement intermédiaire et être calculé sur la même base que dans l'offre.

## DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

### Les offres doivent rester valables pendant une période de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres indiquée dans l'avis de marché, l'invitation à soumissionner ou telle que modifiée conformément aux clauses 9 et/ou 18.

### Dans des circonstances exceptionnelles, l’autorité contractante peut, avant l'expiration du délai de validité, demander aux soumissionnaires de prolonger la validité des offres pour une période déterminée qui ne peut excéder quarante (40) jours. Ces demandes et les réponses qui y sont apportées doivent être faites par écrit. Le soumissionnaire peut refuser de donner suite à une telle demande sans perdre la garantie de son offre. Si le soumissionnaire décide d'accepter la demande, il ne peut pas modifier son offre et il est tenu de prolonger la validité de sa garantie d'offre pour la période de validité révisée de l'offre. Dans le cas où l’autorité contractante est tenue d'obtenir la recommandation du panel visé au point 2.6.10.1.1. du guide pratique, l’autorité contractante peut demander une prolongation de la validité des offres jusqu'à l'adoption de cette recommandation.

### L'adjudicataire doit maintenir son offre pendant trente (30) jours supplémentaires. Ce délai s'ajoute au délai de validité, quelle que soit la date de notification.

## GARANTIE D'OFFRE

Aucune garantie de soumission n'est requise.

## SOLUTIONS VARIANTES

Les solutions variantes ne seront pas prises en considération pour l'ensemble de l'appel d'offres.

# SOUMISSION DES OFFRES

## 17. SCELLEMENT, MARQUAGE ET DÉPÔT DES OFFRES

### 17.1 L'offre complète doit être soumise aux adresses suivantes: [tenders@comesa.int](mailto:tenders@comesa.int) avec copie a [abyabato@comesa.int](mailto:abyabato@comesa.int), et [tfp@comesa.int](mailto:tfp@comesa.int).

### 17.2 Les offres techniques et financières doivent figurer dans le même fichier et être cryptées par un mot de passe. Le soumissionnaire fournira les mots de passe lors de la réunion d'ouverture des offres.

### 17.3 Toutes les offres doivent être envoyées à l'adresse mentionnée au point 17.1 avant la date limite fixée dans l'avis de marché.

## 18. PROLONGATION DU DÉLAI DE DÉPÔT DES OFFRES

L’autorité contractante peut, à sa discrétion, prolonger le délai de dépôt des offres en émettant un avenant conformément à la clause 9. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l’autorité contractante et du soumissionnaire concernant la date initiale spécifiée dans l'avis de marché sont soumis à la nouvelle date.

## 19. SOUMISSIONNAIRES TARDIFS

### 19.1 Toutes les offres soumises après la date limite de dépôt indiquée dans l'avis de marché ou dans les présentes instructions ne seront pas acceptées par l’autorité contractante.

### 19.2 Aucune responsabilité ne peut être acceptée en cas de retard dans le dépôt des offres. Les offres tardives seront rejetées et ne seront pas évaluées.

## 20. MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES

### 20.1 Les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leur offre avant la date limite susmentionnée. Aucune offre ne peut être modifiée après la date limite de dépôt. Les retraits doivent être inconditionnels et mettent fin à toute participation à la procédure d'appel d'offres.

### 20.2 Le retrait d'une offre entre la date limite de dépôt et la date d'expiration de la validité de l'offre entraîne la perte de la garantie de l'offre.

# OUVERTURE ET ÉVALUATION DES OFFRES

## 21. OUVERTURE DES OFFRES

### 21.1 L'ouverture et l'examen des offres ont pour but de vérifier si les offres sont complètes, si les garanties de soumission requises ont été fournies, si les documents requis sont inclus et si les offres sont généralement en ordre.

### 21.2 L'ouverture des offres se fait en séance publique à la date et au lieu indiqués dans l'avis de marché par le comité désigné. Le comité établit un procès-verbal de la réunion qui doit être mis à la disposition des soumissionnaires sur demande.

Si, à la date de la séance d'ouverture, certaines offres n'ont pas été remises à l’autorité contractante mais que leurs représentants peuvent prouver qu'elles ont été envoyées à temps, l’autorité contractante leur permettra de participer à la première séance d'ouverture et informera tous les représentants des soumissionnaires qu'une deuxième séance d'ouverture sera organisée.

### 21.3 Lors de la séance d'ouverture des offres, les noms des soumissionnaires, les prix des offres, les rabais offerts, les notifications écrites de modification et de retrait, la présence de la garantie d'offre (si requise) et toute autre information que l’autorité contractante juge appropriée peuvent être annoncés.

### 21.4 Après l'ouverture publique des offres, aucune information relative à l'examen, à la clarification, à l'évaluation ou à la comparaison des offres ou aux recommandations concernant l'attribution du marché ne peut être divulguée tant que le marché n'a pas été attribué.

Toute tentative d'un soumissionnaire d'influencer le comité d'évaluation dans le processus d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres, d'obtenir des informations sur le déroulement de la procédure ou d'influencer l’autorité contractante dans sa décision concernant l'attribution du marché entraînera le rejet immédiat de son offre.

## 22. ÉVALUATION DES OFFRES

L’autorité contractante se réserve le droit de demander à un soumissionnaire de clarifier toute partie de son offre que le comité d'évaluation juge nécessaire pour l'évaluer. Ces demandes et les réponses qui y sont apportées doivent être faites par écrit. Elles ne peuvent en aucun cas modifier ou tenter de modifier le prix ou le contenu de l'offre, sauf pour corriger des erreurs arithmétiques découvertes par le comité d'évaluation lors de l'analyse des offres.

L’autorité contractante se réserve le droit de vérifier les informations soumises par le soumissionnaire si le comité d'évaluation le juge nécessaire.

### 22.1 Examen de la conformité administrative des appels d'offres

L'objectif de cette étape est de vérifier que les offres sont conformes aux exigences du dossier d'appel d'offres. Une offre est considérée comme conforme si elle satisfait à toutes les conditions, procédures et spécifications du dossier d'appel d'offres sans s'en écarter de manière substantielle ni y apporter de restrictions.

Les entorses ou restrictions substantielles sont celles qui affectent l'étendue, la qualité ou l'exécution du marché, s'écartent largement des termes du dossier d'appel d'offres, limitent les droits de l’autorité contractante ou les obligations du soumissionnaire dans le cadre du marché ou faussent la concurrence pour les soumissionnaires dont les offres sont conformes. Les décisions de non-conformité administrative d'une offre doivent être dûment justifiées dans le procès-verbal d'évaluation.

Le comité d'évaluation vérifiera que chaque offre :

* a été correctement signée;
* inclut une garantie d'offre correcte (si nécessaire);
* satisfait aux exigences de la grille de conformité administrative;
* dispose d'une documentation et d'informations complètes;
* est en grande partie conforme aux exigences du présent dossier d’appel d’offres.

Si une offre ne répond pas aux exigences de la grille de conformité administrative, elle peut être rejetée par le comité d'évaluation lors de la vérification de la recevabilité.

### 22.2 Évaluation technique

Le comité d'évaluation ne doit évaluer que les offres jugées substantiellement conformes à la clause 22.1.

A ce stade de la procédure d'évaluation, le comité analysera la conformité technique des offres par rapport aux spécifications techniques, en les classant techniquement conformes ou non conformes.

Ensuite, le comité évaluera les offres techniquement conformes à la grille d'évaluation technique (définissant les critères techniques, les sous-critères et les pondérations) jointe au dossier d'appel d'offres.

### 22.3 Évaluation financière

Une fois l'évaluation technique terminée, le comité d'évaluation vérifie que les offres financières ne contiennent pas d'erreurs arithmétiques. Si l'appel d'offres comporte plusieurs offres, les offres financières sont comparées pour chaque offre. L'évaluation financière devra identifier la meilleure offre financière pour chaque offre, en tenant compte des rabais offerts.

Lors de l'analyse de l'offre, le comité d'évaluation calculera le prix final de l'offre après l'avoir ajusté sur la base de la clause 23.

## 23 CORRECTION DES ERREURS

### 23.1 Les erreurs éventuelles dans l'offre financière seront corrigées par le comité d'évaluation comme suit :

* en cas de divergence entre les montants en chiffres et en lettres, c'est le montant en lettres qui prévaut;
* sauf pour les contrats à prix forfaitaire, en cas de divergence entre un prix unitaire et le montant total résultant de la multiplication du prix unitaire et de la quantité, le prix unitaire tel qu'il est indiqué prévaut.

### 23.2 Le montant indiqué dans l'offre sera ajusté par le comité d'évaluation en cas d'erreur et le soumissionnaire sera lié par ce montant ajusté. Si le soumissionnaire n'accepte pas l'ajustement, son offre est rejetée et sa garantie d'offre est perdue.

# ATTRIBUTION DU CONTRAT

## 24. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui est techniquement conforme et dont le prix est le plus bas.

Pour favoriser la plus large participation des personnes physiques ou morales des Etats ACP à l'exécution des marchés, des mesures particulières de préférence doivent être prises afin de permettre l'optimisation des ressources physiques et humaines de ces Etats. Voir section 2.6.9. du guide pratique.

## 25. NOTIFICATION D'ATTRIBUTION, CLARIFICATIONS DU CONTRAT

Avant l'expiration du délai de validité des offres, l’autorité contractante notifie par écrit à l'adjudicataire que son offre a été retenue et attire son attention sur les erreurs arithmétiques éventuellement corrigées au cours du processus d'évaluation. Cette notification peut prendre la forme d'une invitation à clarifier certaines questions contractuelles qui y sont soulevées et auxquelles le soumissionnaire doit être prêt à répondre. Cette clarification sera limitée aux questions qui n'ont pas eu d'incidence directe sur le choix de l'offre retenue. Le résultat de cette clarification sera consigné dans un mémorandum de clarification, qui sera signé par les deux parties et intégré au contrat.

Des preuves de la capacité financière, économique, technique et professionnelle conformément aux critères de sélection spécifiés au point 12.2 ci-dessus seront demandées, à moins que des documents satisfaisants ne soient déjà inclus dans l'offre.

Si l'adjudicataire ne fournit pas cette preuve documentaire ou cette déclaration dans les quinze (15) jours civils suivant la notification de l'adjudication ou s'il s'avère que l'adjudicataire a fourni de fausses informations, l'adjudication sera considérée comme nulle et non avenue. Dans ce cas, l’autorité contractante peut attribuer l'offre au soumissionnaire suivant le moins disant ou annuler la procédure d'appel d'offres.

L’autorité contractante informera tous les soumissionnaires simultanément et individuellement de la décision d'attribution. La garantie d'offre des soumissionnaires non retenus sera libérée dès la signature du contrat.

En soumettant une offre, chaque soumissionnaire accepte de recevoir la notification du résultat de la procédure par voie électronique. Cette notification est réputée reçue à la date à laquelle l’autorité contractante l'envoie à l'adresse électronique mentionnée dans l'offre.

## 26. SIGNATURE DU CONTRAT ET GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION

### 26.1 Dans les trente (30) jours suivant la réception du contrat déjà signé par l’autorité contractante, le soumissionnaire sélectionné doit signer et dater le contrat et le renvoyer, accompagné de la garantie de bonne exécution (le cas échéant), à l’autorité contractante. Dès la signature du contrat, l'adjudicataire deviendra le maître d’œuvre et le contrat prendra effet.

### 26.2 S'il ne signe pas et ne renvoie pas le contrat et toute garantie financière requise dans les trente (30) jours suivant la réception de la notification, l’autorité contractante peut considérer que l'acceptation de l'offre est annulée, sans préjudice du droit du pouvoir adjudicateur d'invoquer la garantie, de demander une indemnisation ou d'exercer tout autre recours en raison de ce manquement, et l'adjudicataire ne pourra faire valoir aucun droit auprès de l’autorité contractante.

### 26.3 La garantie de bonne exécution mentionnée dans les conditions générales est fixée à 10 % de la valeur totale du marché, du montant du marché et doit être présentée sous la forme spécifiée dans l'annexe au dossier d'appel d'offres, sauf si elle prend la forme d'un chèque certifié ou d'un dépôt en espèces. Elle sera libérée conformément aux conditions particulières.

## 27. ANNULATION DE PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES

En cas d'annulation d'une procédure d'appel d'offres, les soumissionnaires en sont informés par l'autorité contractante. Si la procédure d'appel d'offres est annulée avant la séance d'ouverture des offres, les enveloppes scellées seront renvoyées aux soumissionnaires sans avoir été ouvertes.

L'annulation peut intervenir, par exemple, dans les cas suivants :

* la procédure d'appel d'offres est restée infructueuse, c'est-à-dire qu'aucune offre valable sur le plan qualitatif ou financier n'a été reçue ou qu'il n'y a pas eu de réponse valable du tout;
* les paramètres économiques ou techniques du projet ont été fondamentalement modifiés;
* des circonstances exceptionnelles ou de force majeure rendent impossible l'exécution normale du projet;
* toutes les offres techniquement conformes dépassent les ressources financières disponibles;
* des irrégularités ont été constatées dans la procédure, notamment lorsqu'elles ont empêché une concurrence loyale;
* l'attribution n'est pas conforme à la bonne gestion financière, c'est-à-dire qu'elle ne respecte pas les principes d'économie, d'efficience et d'efficacité (par exemple, le prix proposé par le soumissionnaire auquel le marché doit être attribué est objectivement disproportionné par rapport aux prix du marché).

***En aucun cas, l’autorité contractante ne sera responsable des dommages subis, quels qu'ils soient, y compris, mais sans s'y limiter, les dommages pour manque à gagner, liés de quelque manière que ce soit à l'annulation d'une procédure d'appel d'offres, même si l’autorité contractante a été informée de la possibilité d'un dommage. La publication d'un avis de marché n'engage pas l’autorité contractante à mettre en œuvre le programme ou le projet annoncé.***

## 28. CLAUSES DÉONTOLOGIQUES ET CODE DE CONDUITE

### 28.1 Absence de conflit d’intérêts

Le soumissionnaire doit éviter les conflits d’intérêts et ne doivent pas avoir de relations équivalentes avec d’autres soumissionnaires ou personnes impliquées dans le projet. Si un soumissionnaire tente d’obtenir des informations confidentielles, de conclure un contrat illégal avec un concurrent ou d’influencer le comité d’évaluation ou l’autorité contractante au cours du processus d’examen, de clarification, d’évaluation et de comparaison des offres, son offre sera rejetée et pourra faire l’objet d’une action administrative conformément au Règlement financier en vigueur.

### 28.2 Respect des droits de l’homme, de la législation environnementale et des normes fondamentales du travail

Le soumissionnaire et son personnel doivent se conformer aux droits de l’homme et aux règles en vigueur en matière de protection des données. Plus précisément, et en accord avec l’acte de base en vigueur, les soumissionnaires et les candidats qui ont reçu des marchés doivent se conformer à la législation environnementale, y compris les accords multilatéraux sur l’environnement, ainsi qu’aux normes fondamentales du travail applicables et définies dans les conventions pertinentes de l’Organisation internationale du travail (telles que les conventions sur la liberté d’association et la négociation collective, l’élimination du travail forcé et obligatoire, ainsi que l’abolition du travail des enfants).

**Tolérance zéro pour l’exploitation, les abus et le harcèlement sexuels :**

La Commission européenne a mis en place une politique de « tolérance zéro » à l’égard de tout comportement illicite qui peut compromettre la crédibilité professionnelle du soumissionnaire.

Les abus ou punitions physiques, ou les menaces d’abus physiques, d’abus ou d’exploitation sexuels, de harcèlement et d’abus verbaux, ainsi que d’autres formes d’intimidation sont interdits.

### 28.3 Lutte contre la corruption et les pots-de-vin

Le soumissionnaire se conforme à toutes les lois, réglementations et codes applicables en matière de lutte contre les pots-de-vin et la corruption. La Commission européenne se réserve le droit de suspendre ou d’annuler le financement d’un projet si des pratiques de corruption de quelque nature que ce soit sont découvertes à un stade quelconque de la procédure d’appel d’offres ou au cours de l’exécution d’un marché et si l’autorité contractante ne prend pas toutes les mesures appropriées pour remédier à la situation. Aux fins de la présente disposition, on entend par « pratiques de corruption » l’offre d’un pot-de-vin, d’un cadeau, d’une gratification ou d’une commission à toute personne pour l’inciter à accomplir ou à s’abstenir d’accomplir un acte relatif à la passation d’un marché ou à l’exécution d’un marché déjà conclu avec l’autorité contractante.

### 28.4 Dépenses commerciales inhabituelles

S’il apparaît que des frais commerciaux inhabituels ont été encourus lors de la conclusion ou de l’exécution du marché, l’offre sera rejetée et le marché résilié. Ces frais commerciaux inhabituels sont des commissions qui ne sont pas mentionnées dans le marché principal ou qui ne découlent pas d’un marché dûment conclu faisant référence au marché principal, des commissions qui ne sont pas payées en contrepartie de services réels et légitimes, des commissions versées à des paradis fiscaux, des commissions payées à des bénéficiaires qui ne sont pas clairement identifiés, ou des commissions versées à des sociétés qui semblent être des sociétés de façade.

En fonction de la gravité des allégations, les entrepreneurs convaincus d’avoir effectué des dépenses commerciales inhabituelles dans le cadre de projets financés par l’UE risquent de voir leur contrat résilié ou d’être exclus définitivement du bénéfice des fonds de l’UE.

### 28.5 Manquement aux obligations, irrégularités ou fraude

L’autorité contractante se réserve le droit de suspendre ou d’annuler la procédure, lorsqu’il s’avère que la procédure d’appel d’offres a fait l’objet de manquements, d’irrégularités ou de fraudes. Si des manquements, des irrégularités ou des fraudes sont découverts après l’attribution du marché, l’autorité contractante peut s’abstenir de conclure le marché.

## 29. RECOURS

Les soumissionnaires qui s’estiment lésés par une erreur ou une irrégularité au cours de la procédure d’appel d’offres peuvent déposer une plainte. Voir la section 2.12. du guide pratique.

## 30. PROTECTION DES DONNÉES

Le traitement des données personnelles par l’autorité contractante dans le cadre de cette procédure d’appel d’offres est effectué conformément à la législation nationale du pays de l’autorité contractante et aux dispositions de la convention de financement correspondante.

Le marché et la procédure d’appel d’offres sont associés à une initiative externe financée par l’Union européenne, représentée par la Commission européenne. Si votre réponse à l’appel d’offres nécessite le transfert de données personnelles (comme les noms, les coordonnées et les CV) à la Commission européenne, elles seront traitées exclusivement pour le suivi de la procédure d’appel d’offres et de l’exécution du marché par celle-ci. Cela permettra à la Commission de respecter les obligations qui lui incombent en vertu du cadre législatif en vigueur et de la convention de financement conclue entre l’UE et le pays partenaire, sans compromettre la transmission aux organes chargés des tâches de suivi ou d’inspection conformément au droit de l’Union européenne. La partie des informations transmises par l’autorité contractante à la Commission européenne est gérée par le contrôleur du traitement des données personnelles au sein de la Commission.

## 31. SYSTÈME DE DÉTECTION RAPIDE ET D’EXCLUSION

Les soumissionnaires et, dans le cas des personnes morales, les personnes ayant des droits de représentation, de décision ou de contrôle, sont informés qu’en cas de situation de détection rapide ou d’exclusion, leurs données personnelles (nom et prénom dans le cas des personnes physiques, adresse, forme juridique, nom et prénom de la personne ayant des droits de représentation, de décision ou de contrôle dans le cas des personnes morales) peuvent être enregistrées dans le système de détection rapide et d’exclusion (EDES). et, dans le cas des personnes morales, la forme juridique, le nom et le prénom de la personne ayant des droits de représentation, de décision ou de gestion) peuvent être enregistrés dans le système de détection rapide et d’exclusion (EDES) et les personnes et organisations concernées peuvent être informées par l’attribution ou l’exécution d’un marché public.

\* \* \*

VOLUME 1

# 

# SECTION 2

# 

# FORMULAIRE D’APPEL D’OFFRES

**FORMULAIRE D’OFFRE POUR UN MARCHÉ DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION**

Référence de publication : MCT/COMESA-EDF-11/TFP/001/2024

Titre du marché : Construction d’un bâtiment à guichet unique au PK51, Djibouti

**<Lieu et date>**

**Nom et adresse de l’autorité contractante**

Secrétariat du COMESA

Ben Bella Road

Lusaka, Zambie

**Un** formulaire **signé** doit être présenté (pour chaque offre, lorsque l’appel d’offres est réparti en lots), ainsi que le nombre d’exemplaires spécifié dans les instructions aux soumissionnaires**.** Ce formulaire doit comprendre une déclaration signée, selon le format joint en annexe, de chaque personne morale soumissionnaire. **Toutes les données figurant dans ce formulaire doivent se rapporter exclusivement à la personne morale ou à l’organisation soumissionnaire.** Les pièces jointes au présent formulaire (comme les déclarations, les attestations et les pièces justificatives) peuvent être des originaux ou des copies. En cas de soumission de copies, les originaux devront être envoyés à l’autorité contractante sur demande. En raison de considérations d’ordre économique et écologique, il est fortement recommandé de soumettre vos dossiers sur papier (pas de chemise ou d’intercalaire en plastique). Il est également recommandé d’utiliser autant que possible l’impression recto-verso.

Toute autre documentation (brochures, lettres, etc.) envoyée avec le formulaire ne sera pas prise en compte. Les offres présentées par un **consortium** (qu’il s’agisse d’un groupement permanent légalement constitué ou d’un groupement constitué de manière informelle pour une procédure d’appel d’offres spécifique) doivent suivre les instructions applicables au consortium et à ses membres.

**1 PRÉSENTÉ PAR**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Nom(s) du/des soumissionnaire(s)** | **Nationalité[[5]](#footnote-5)** |
| **Chef de file[[6]](#footnote-6)** |  |  |
| **Membre 2\*** |  |  |
| **Etc.** |  |  |

**2 PERSONNE DE CONTACT (pour cet appel d’offres)**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom** |  |
| **Adresse** |  |
| **Téléphone** |  |
| **Fax** |  |
| **E-mail** |  |

**3 DÉCLARATION(S) DU SOUMISSIONNAIRE**

**Dans le cadre de son offre, chaque personne morale identifiée au point 1 du présent formulaire, y compris chaque membre du consortium (toutes les sections), ainsi que chaque entité fournissant des capacités (uniquement les sections 1 et 2, ainsi que les sections 7 à 14) et chaque sous-traitant (uniquement les sections 1, 2 et 7, ainsi que les sections 9 à 15), doit soumettre une déclaration signée en utilisant ce format, ainsi que la déclaration sur l’honneur relative aux critères d’exclusion et de sélection (annexe 1) (insérer le formulaire a.14).**

En réponse à votre lettre d’invitation à soumissionner pour le marché susmentionné,

nous, soussignés, déclarons par la présente que :

1. Nous avons examiné et acceptons dans son intégralité le contenu du dossier d’appel d’offres n° [.....................................] du [.../.../...]. Nous en acceptons les dispositions dans leur intégralité, sans réserve ni restriction.
2. Nous proposons d’exécuter, conformément aux conditions du dossier d’appel d’offres et aux conditions et délais fixés, sans réserve ni restriction, les travaux suivants :

Appel d’offres n° 1 : [*description des travaux*] [pour les sous-traitants : *description de la partie couverte par le marché de sous-traitance].*

Appel d’offres n° 2 : [*description des travaux*] [pour les sous-traitants : *description de la partie couverte par le marché de sous-traitance].*

Etc.

1. Le prix de notre offre [à *l’exclusion des remises décrites au point 4*] est le suivant :

Appel d’offres n° 1 : [.....................................................]

Appel d’offres n° 2 : [.....................................................]

Etc.

1. Nous accorderons un rabais de [%], ou de [..............] [*dans le cas où le marché nous est attribué pour l’appel d’offres n° ...et l’appel d’offres n°* .........].
2. Cette offre est valable pour une période de 90 jours à compter de la date limite de soumission des offres.
3. [Pour les marchés dont la valeur est inférieure ou égale à 345 000 euros, l’autorité contractante peut décider de ne pas exiger une telle garantie en se basant sur des critères objectifs tels que la nature et la valeur du marché : Dans le cas où notre offre serait acceptée, nous nous engageons à fournir une garantie de bonne exécution, conformément à l’article 15 du cahier spécial des charges].
4. Notre entrepreneur [*et nos sous-traitants*] a/ont la nationalité suivante :

<.........................................................>

1. Nous soumettons cette offre [en tant qu’individu / en tant que membre d’un consortium dirigé par <nom du chef de file/de nous-mêmes>]. Nous confirmons que nous ne soumissionnons pas pour le même marché sous une autre forme. [Nous confirmons qu’en tant que membre du consortium, tous les membres sont conjointement et solidairement responsables de toutes les obligations découlant du marché, y compris toutes les sommes recouvrables ; que le membre chef de file est autorisé à engager chaque membre et à recevoir des instructions en son nom et pour son compte ; que l’exécution du marché, y compris les paiements, incombe au chef de file; et que tous les membre de l’entreprise commune/du consortium sont tenus de rester dans l’entreprise commune/le consortium pendant toute la durée de l’exécution du marché]. [Nous confirmons qu’en tant que fournisseurs de capacités, nous sommes conjointement et solidairement liés par les obligations découlant du marché, y compris pour tout montant recouvrable].
2. Dans le cas où notre offre serait retenue, nous nous engageons à fournir, si nécessaire, les pièces justificatives habituelles, en vertu de la législation du pays dans lequel nous sommes effectivement établis, que nous ne tombons pas dans les circonstances exclues Les pièces justificatives ou documents fournis ne doivent pas dater de plus d’un an avant la date de soumission de l’offre et, en outre, nous fournirons une déclaration sous serment attestant que notre situation n’a pas changé depuis que les pièces justificatives en question ont été produites. Nous comprenons également que lorsque ces pièces justificatives ne sont pas soumises dans les 15 jours civils suivant la réception de la notification de passation de marchés, ou lorsque les informations fournies s’avèrent fausses, l’attribution peut être considérée comme nulle et non avenue.
3. Nous nous engageons de respecter les règles de déontologie énoncées dans la clause 28 des instructions aux soumissionnaires, notamment en évitant tout conflit d’intérêts professionnels et/ou de relation équivalente avec d’autres soumissionnaires ou parties impliquées dans la procédure d’appel d’offres, ainsi que tout comportement susceptible de fausser la concurrence lors de la soumission de la présente offre, conformément à la section 2.5.4. du guide pratique. Nous ne sommes en aucun cas intéressés par une autre offre dans le cadre de cette procédure.

Nous tenons à vous informer que nous, ainsi que tous les membres du consortium, le cas échéant, et les sous-traitants, ne sommes pas inclus dans les listes des mesures restrictives de l’UE (www.sanctionsmap.eu) et que notre offre peut être rejetée si le contraire est démontré.

1. Nous informerons immédiatement l’autorité contractante de tout changement des circonstances susmentionnées à tout moment au cours de la mise en œuvre du marché. Nous sommes conscients et pleinement d’accord que toute information erronée ou incomplète fournie délibérément dans la présente demande peut entraîner notre exclusion de ce marché et d’autres marchés financés par l’UE/le FED.
2. Il convient de souligner que l’autorité contractante n’est pas tenue de donner suite à cette offre et qu’elle peut se réserver le droit de n’attribuer qu’une partie du marché. Dans ce cas, l’autorité contractante n'encourt aucune responsabilité à notre égard.
3. Nous sommes conscients et pleinement d'accord que si les personnes susmentionnées participent alors qu'elles se trouvent dans l'une des situations énumérées au point 2.6.10.1.1. du guide pratique ou que les déclarations ou informations fournies sont erronées, elles peuvent être exclues de cette procédure et faire l’objet de sanctions administratives telles qu'une exclusion et des sanctions financières pouvant aller jusqu'à 10 % de la valeur totale estimée du marché attribué. Ces informations peuvent être publiées sur le site internet de la Commission, conformément au Règlement financier en vigueur.
4. Nous sommes conscients que, dans le cadre de la sauvegarde des intérêts financiers de l’UE, nos données personnelles peuvent être transférées aux services d’audit interne, au système de détection rapide et d’exclusion, à la Cour des comptes européenne, à l’Instance spécialisée en matière d’irrégularités financières ou à l’Office européen de lutte antifraude.
5. Nous certifions que les articles achetés dans le cadre du marché sont conformes aux règles d’origine définies pour cet appel d’offres.

[\* Biffer les mentions inutiles]

Nom et prénom : [...........................................................................]

Dûment autorisé à signer cette offre au nom de :

[................................................................................................ .**..]**

Lieu et date : [...................................................................................]

Cachet de l’entrepreneur:

Cette offre comprend les annexes suivantes :

[*Liste numérotée des annexes avec titres*]

**ANNEXE 1 - DÉCLARATION SUR L’HONNEUR CONCERNANT LES CRITÈRES D’EXCLUSION ET DE SÉLECTION**

**Déclaration sur l’honneur concernant les   
critères d’exclusion et de sélection**

Le soussigné [*insérer le nom du signataire du présent formulaire*], représentant :

|  |  |
| --- | --- |
| (*uniquement pour les personnes physiques*) lui-même ou elle-même | (*uniquement pour les personnes morales*) la personne morale suivante : |
| Numéro de carte d’identité ou de passeport :  (« la personne concernée ) | Nom officiel complet :  Forme juridique officielle :  Numéro d’enregistrement statutaire **:**  Adresse officielle complète :  Numéro d’enregistrement de la TVA :  (« la personne concernée») |

La personne concernée n’est pas tenue de présenter la déclaration relative aux critères d’exclusion lorsque la même déclaration a déjà été présentée aux fins d’une autre procédure d’appel d’offres de la même autorité contractante, pour autant que la situation n’ait pas changé et que le délai écoulé depuis la date d’émission de la déclaration n’excède pas un an.

Dans ce cas, le signataire déclare que la personne concernée a déjà fourni la même déclaration sur les critères d’exclusion pour une procédure antérieure et confirme que sa situation n’a pas changé :

|  |  |
| --- | --- |
| **Date de la déclaration** | **Référence complète à la procédure précédente** |
|  |  |

**I - Situations d’exclusion concernant la personne concernée**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1. déclare que la personne susmentionnée se trouve dans l’une des situations suivantes : | OUI | NON |
| 1. Elle est en faillite, fait l’objet d’une procédure d’insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou par un tribunal, elle est en concordat préventif, ses activités commerciales sont suspendues ou elle se trouve dans toute situation analogue résultant d’une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations de l’Union ou nationales ; |  |  |
| 1. Il a été établi par une décision exécutoire ou une décision administrative définitive que la personne concernée n’a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément à la législation applicable ; |  |  |
| 1. Il a été établi par une décision exécutoire ou une décision administrative définitive que la personne concernée a commis une faute professionnelle grave en violant les dispositions législatives ou réglementaires applicables ou les normes déontologiques de la profession à laquelle elle appartient, ou en adoptant un comportement fautif ayant une incidence sur son crédit professionnel, lorsque ce comportement dénote une intention délictueuse ou une négligence grave, y compris, notamment, l’un des éléments suivants : |  | |
| (i) présentation frauduleuse ou inexacte, par négligence, d’informations nécessaires à la vérification de l’absence de motifs d’exclusion ou du respect des critères d’éligibilité ou de sélection, ou à l’exécution d’un marché ou d’une convention ; |  |  |
| (ii) conclure des accords avec d’autres personnes dans le but de fausser la concurrence ; |  |  |
| (iii) violation des droits de propriété intellectuelle ; |  |  |
| (iv) tenter d’influencer le processus décisionnel de l’autorité contractante au cours de la procédure d’appel d’offres; |  |  |
| (v) tenter d’obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui conférer des avantages indus dans la procédure d’appel d’offres ***;*** |  |  |
| 1. Il a été établi par une décision exécutoire que la personne concernée est coupable de l’une des infractions suivantes : |  | |
| (i) fraude, au sens de l’article 3 de la Directive (UE) 2017/1371 et de l’article 1er de la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l’acte du Conseil du 26 juillet 1995 ; |  |  |
| (ii) corruption, telle que définie à l’article 4 (2), de la Directive (UE) 2017/1371 ou la corruption active au sens de l’article 3 de la Convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l’Union européenne, établie par l’acte du Conseil du 26 mai 1997, ou les comportements visés à l’article 2 (1), de la Décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil, ainsi que la corruption telle que définie dans d’autres lois applicables ; |  |  |
| (iii) comportement lié à une organisation criminelle, tel que visé à l’article 2 de la Décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil ; |  |  |
| (iv) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme, au sens de l’article 1er, (3), (4) et (5), de la Directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil ; |  |  |
| (v) infractions terroristes ou infractions liées à des activités terroristes, telles que définies respectivement aux articles 1 et 3 de la Décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil, ou l’incitation, la complicité, ou la tentative de commettre de telles infractions, telles que visées à l’article 4 de ladite décision ; |  |  |
| (vi) travail des enfants ou autres infractions relatives à la traite des êtres humains telles que visées à l’article 2 de la Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil ; |  |  |
| 1. Elle a montré des lacunes importantes dans le respect des principales obligations relatives à l’exécution d’un marché ou d’une convention financés par le budget de l’Union, qui ont conduit à sa résiliation anticipée ou à l’application de dommages-intérêts prévus ou d’autres pénalités contractuelles, ou qui ont été découvertes à la suite de contrôles, d’audits ou d’enquêtes effectués par une autorité contractante, l’Office européen de lutte antifraude (OLAF) ou la Cour des comptes ; |  |  |
| 1. Il a été établi par une décision exécutoire ou une décision administrative définitive que cette personne a commis une irrégularité au sens de l’article 1(2), du Règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil ; |  |  |
| 1. Il a été établi par une décision exécutoire ou une décision administrative définitive que la personne concernée a créé une entité relevant d’une juridiction différente dans l’intention de se soustraire aux obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale dans la juridiction de son siège social, de son administration centrale ou de son principal établissement. |  |  |
| 1. (*uniquement pour les personnes morales*) Il a été établi par une décision exécutoire ou une décision administrative définitive que la personne concernée a été créée dans l’intention prévue au point g). |  |  |
| 1. Pour les situations visées aux points c) à h) ci-dessus, la personne concernée est soumise aux points suivants : 2. Faits établis dans le cadre des audits ou enquêtes effectués par le Parquet européen après sa création, la Cour des comptes, l’Office européen de lutte antifraude (OLAF) ou l’auditeur interne, ou tout autre vérification, audit ou contrôle effectué sous la responsabilité d’un ordonnateur d’une institution de l’UE, d’un office européen ou d’une agence ou d’un organe de l’UE ; 3. Décisions non définitives ou décisions administratives non définitives qui peuvent inclure des mesures disciplinaires prises par l’organe de contrôle compétent chargé de vérifier l’application des normes d’éthique professionnelle ; 4. Faits mentionnés dans les décisions des entités ou des personnes chargées des tâches d’exécution du budget de l’UE ; 5. Informations transmises par les États membres qui mettent en œuvre les fonds de l’Union ; 6. Décisions de la Commission relatives à la violation du droit de la concurrence de l’Union ou d’une autorité nationale compétente relatives à la violation du droit de la concurrence de l’Union ou national ; 7. Décisions d’exclusion prises par un ordonnateur d’une institution de l’UE, d’un office européen ou d’une agence ou d’un organe de l’UE. |  |  |

**II - Situations d’exclusion concernant les personnes physiques ou morales ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur la personne morale et les ayants droits**

***Non applicable aux personnes physiques, aux États membres et aux autorités locales***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 1. Déclare qu’une personne physique ou morale membre de l’organe d’administration, de gestion ou de surveillance de la personne morale susmentionnée, ou qui dispose d’un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle à l’égard de la personne morale susmentionnée (cela couvre par exemple les directeurs de société, les membres des organes de gestion ou de surveillance, et les cas où une personne physique ou morale détient la majorité des actions), ou un ayant droit de la personne concernée (tel que visé au point 6 de l’article 3 de la Directive (UE) n° 2015/849), se trouve dans l’une des situations suivantes : | OUI | NON | N/A |
| Situation (c) ci-dessus (faute professionnelle grave) |  |  |  |
| Situation (d) ci-dessus (fraude, corruption ou autre infraction pénale) |  |  |  |
| Situation (e) ci-dessus (manquements importants dans l’exécution d’un marché) |  |  |  |
| Situation (f) ci-dessus (irrégularité) |  |  |  |
| Situation (g) ci-dessus (création d’une entité dans l’intention de contourner les obligations légales) |  |  |  |
| Situation (h) ci-dessus (personne créée dans l’intention de contourner les obligations légales) |  |  |  |
| Situation (i) ci-dessus |  |  |  |

**III - Situations d’exclusion concernant les personnes physiques ou morales assumant une responsabilité illimitée pour les dettes de la personne morale**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 1. déclare qu’une personne physique ou morale qui assume une responsabilité illimitée pour les dettes de la personne morale susmentionnée se trouve dans l’une des situations suivantes [Dans l***’affirmative, indiquer en annexe à la présente déclaration quelle est cette situation et le(s) nom(s) de la (des) personne(s) concernée(s) avec une brève explication***] : | OUI | NON | N/A |
| Situation (a) ci-dessus (faillite) |  |  |  |
| Situation (b) ci-dessus (manquement au paiement d’impôts ou de cotisations de sécurité sociale) |  |  |  |

**IV - Motifs de rejet de cette procédure**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1. déclare que la personne susmentionnée : | OUI | NON |
| A été précédemment impliqué dans la préparation des documents d’acquisition utilisés dans cette procédure d’appel d’offres, ce qui a entraîné une violation du principe d’égalité de traitement, y compris une distorsion de la concurrence, qui ne peut être corrigée d’une autre manière. |  |  |

**V - Mesures correctives**

Lorsqu’elle déclare l’une des situations d’exclusion susmentionnées, la personne concernée doit indiquer les mesures prises pour remédier à la situation d’exclusion et démontrer ainsi sa crédibilité. Il peut s’agir, par exemple, de mesures techniques, organisationnelles et de personnel visant à éviter que la situation ne se reproduise, de la réparation de dommages ou du paiement d’amendes, de taxes ou de cotisations de sécurité sociale. Les documents pertinents attestant des mesures correctives prises doivent être joints en annexe à la déclaration. Cette disposition ne s’applique pas aux situations visées au point d) de la présente déclaration.

**VI – Pièces justificatives sur demande**

Sur demande et dans le délai fixé par l’autorité contractante, la personne concernée fournit des informations sur les personnes physiques et morales qui sont membres de l’organe d’administration, de gestion ou de contrôle ou qui ont un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, y compris les personnes physiques et morales qui font partie de la structure de propriété et de contrôle ainsi que les ayants droits.

Il est également nécessaire qu’elle présente les pièces justificatives suivantes concernant elle-même, les personnes physiques ou morales sur lesquelles elle compte s’appuyer, ainsi que le sous-traitant et les personnes physiques ou morales qui assument une responsabilité illimitée pour les dettes du donneur d’ordre.

Dans les cas (a), (c), (d), (f), (g) et (h), un extrait récent du casier judiciaire doit être présenté ou, s’il n’est pas disponible, un document équivalent récemment délivré par l’autorité judiciaire ou administrative du pays de résidence de la personne concernée, attestant que ces conditions sont remplies.

Dans le cas b), un certificat à jour délivré par l’autorité compétente du pays concerné doit être présenté. Ces certificats doivent attester de tous les impôts et cotisations de sécurité sociale dont la personne est redevable, par exemple la TVA, l’impôt sur le revenu (pour les personnes physiques uniquement), l’impôt sur les sociétés (pour les personnes morales uniquement) et les cotisations de sécurité sociale. Lorsque les documents susmentionnés ne sont pas délivrés dans le pays concerné, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment devant une autorité judiciaire ou un notaire ou, en cas d’impossibilité, par une déclaration solennelle sous serment devant l’autorité administrative ou un organisme professionnel qualifié du pays d’établissement.

La personne concernée n’est pas tenue de soumettre des pièces justificatives lorsque celles-ci ont déjà été soumises dans le cadre d’une autre procédure d’appel d’offres de la même autorité contractante. Les pièces justificatives doivent avoir été présentées par l’autorité contractante au moins un an avant la date à laquelle elles sont exigées par l’autorité contractante et être encore valables à cette date.

Le signataire affirme que la personne avait déjà présenté les pièces justificatives lors d’une procédure d’appel d’offres précédente et confirme que sa situation n’a pas changé :

|  |  |
| --- | --- |
| **Document** | **Référence complète à la procédure précédente** |
| *Insérer autant de lignes que nécessaire.* |  |

**VII - *Critères de* sélection**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 1. Déclare que la personne susmentionnée satisfait aux critères de sélection qui lui sont individuellement applicables, tels qu’ils figurent dans le dossier d’appel d’offres : | OUI | NON | N/A |
| 1. Elle possède les qualifications légales et réglementaires requises pour exercer l’activité professionnelle nécessaire à l’exécution du marché, conformément à la section [*insérer*] de l’avis de marché/des instructions aux soumissionnaires ; |  |  |  |
| 1. Elle remplit les critères économiques et financiers applicables indiqués à la section [*insérer*] de l’avis de marché/des instructions aux soumissionnaires ; |  |  |  |
| 1. Elle répond aux critères techniques et professionnels applicables indiqués à la section [*insérer*] de l’avis de marché/des instructions aux soumissionnaires. |  |  |  |

***Adapter le tableau ci-dessus aux critères indiqués dans le dossier d’appel d’offres (c’est-à-dire insérer des lignes supplémentaires pour chaque critère ou supprimer les lignes qui ne sont pas nécessaires).***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 1. Lorsque la personne susmentionnée est l’**unique soumissionnaire** ou le **chef de file en cas de consortium**, déclare que | OUI | NON | N/A |
| 1. le soumissionnaire, y compris tous les membres du groupe en cas de consortium et les sous-traitants le cas échéant, satisfait à tous les critères de sélection qui feront l’objet d’une évaluation consolidée, comme indiqué dans le dossier d’appel d’offres. |  |  |  |

**VIII – Pièces justificatives pour la sélection**

Le signataire déclare que la personne susmentionnée peut, sur demande, fournir sans délai les pièces justificatives nécessaires, qui sont énumérées dans les parties correspondantes du dossier d’appel d’offres et ne sont pas disponibles par voie électronique.

La personne concernée n’est pas tenue de soumettre des pièces justificatives lorsque celles-ci ont déjà été soumises dans le cadre d’une autre procédure d’appel d’offres de la même autorité contractante. Les pièces justificatives doivent avoir été présentées par l’autorité contractante au moins un an avant la date à laquelle elles sont exigées par l’autorité contractante et être encore valables à cette date.

Le signataire affirme que la personne avait déjà présenté les pièces justificatives lors d’une procédure d’appel d’offres précédente et confirme que sa situation n’a pas changé :

|  |  |
| --- | --- |
| **Document** | **Référence complète à la procédure précédente** |
| *Insérer autant de lignes que nécessaire.* |  |

***La personne susmentionnée doit informer immédiatement l’autorité contractante de tout changement des situations déclarées.***

***La personne susmentionnée peut être exclue de cette procédure et faire l’objet de sanctions administratives (exclusion ou sanction financière) lorsque l’une des déclarations ou informations fournies comme condition de participation à cette procédure s’avère fausse.***

Nom complet Date Signature

VOLUME 1

# SECTION 3 FORMULAIRE DE GARANTIE DE L’APPEL D’OFFRES

**FORMULAIRE DE GARANTIE DE L’OFFRE**

**Marché pour les travaux de construction**

(À remplir sur papier à en-tête de l’institution financière)

À l’attention de :

Secrétaire générale

Marché commun de l’Afrique orientale et australe

Ben Bella Road, Lusaka

P.O. Box 30051

ci-après dénommée « autorité contractante »

Titre du marché : **Construction d’un bâtiment à guichet unique au PK51, Djibouti** : Référence de publication : **MCT/COMESA-EDF-11/TFP/001/2024**

Nous, soussignés, [nom et adresse de l’institution financière], déclarons irrévocablement par la présente que nous garantissons, en tant que débiteur principal, et non pas simplement en tant que caution pour le compte de <nom et adresse du soumissionnaire>, le paiement à l’autorité contractante de <montant de la garantie de l’offre>, ce montant représentant la garantie visée à [si procédure ouverte : article 11 de l’avis de marché] [si procédure restreinte : article 15 des instructions aux soumissionnaires].

Le paiement sera effectué sans objection ni procédure judiciaire de quelque nature que ce soit, dès réception de votre première réclamation écrite (envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception) si le soumissionnaire ne remplit pas toutes les obligations énoncées dans son offre. Nous ne retarderons pas le paiement et ne nous y opposerons pas pour quelque raison que ce soit. Nous ne pouvons en aucun cas bénéficier des garanties de la caution. Nous vous informerons par écrit dès que le paiement aura été effectué.

Nous notons que la garantie sera libérée au plus tard dans les 45 jours suivant l’expiration de la période de validité des offres, y compris les éventuelles prolongations, conformément à l’article 15 des instructions aux soumissionnaires [et en tout état de cause au plus tard le (un an après la date limite de soumission des offres)]. [[7]](#footnote-7)

La loi applicable à cette garantie est celle de [si l’autorité contractante est l’Union européenne et que l’institution financière émettrice de la garantie est établie en dehors de l’UE : Belgique] [(i) si l’autorité contractante est l’Union européenne et que l’institution financière émettrice de la garantie est établie à l’intérieur de l’UE ; OU (ii) si l’autorité contractante est une autorité du pays partenaire : <le pays dans lequel l’institution financière émettrice de la garantie est établie>]. Tout litige découlant de la présente garantie ou en rapport avec celle-ci sera soumis aux tribunaux de [si l’autorité contractante est l’Union européenne et que l’institution financière émettrice de la garantie est établie en dehors de l’UE : Belgique] [(i) si l’autorité contractante est l’Union européenne et que l’institution financière émettrice de la garantie est établie à l’intérieur de l’UE ; OU (ii) si l’autorité contractante est une autorité du pays partenaire : <le pays dans lequel l’institution financière émettrice de la garantie est établie>].

La garantie entrera en vigueur et prendra effet à compter de la date limite de soumission de l’offre.

Fait à .............., ../../...

Nom et prénom : ................................. Au nom de : .....................

Signature : .................

**VOLUME 1**

# SECTION 4

# 

# QUESTIONNAIRE

VOLUME 1

SECTION 4

CONTENU DU QUESTIONNAIRE

Avis supplémentaire aux soumissionnaires

Formulaire 4. 1 Informations générales relatives au soumissionnaire

Formulaire 4. 2 Organigramme

Formulaire 4. 3 Procuration

Formulaire 4. 4 États financiers

Formulaire 4.5 a) Fiche d’identification financière  
 b) Dossier de la personne morale

Formulaire 4.6 - Qualifications techniques

4.6.1 Personnel

4.6. 2 Installations

4.6.3 Plan de travail et programme

4.6.4 Expérience en tant qu’entrepreneur

4.6.5 Informations sur les entreprises communes

4.6.6 Historique des litiges

4.6. 7 Système(s) d’assurance qualité

4.6.8 Logement du superviseur

4.6.9 Autres informations

**Ces documents peuvent être adaptés en fonction des besoins du projet.**

VOLUME 1

**SECTION 4**

# AVIS SUPPLÉMENTAIRE AUX SOUMISSIONNAIRES

1. Les soumissionnaires doivent répondre à toutes les questions contenues dans les formulaires.
2. Des feuilles supplémentaires peuvent être ajoutées si nécessaire.
3. Lorsqu’une question ne concerne pas le soumissionnaire, la mention « N/A » doit être indiquée, accompagnée d’une brève explication.
4. Chaque page de chaque formulaire doit être numérotée consécutivement dans le coin inférieur droit.
5. Les données financières et les déclarations soumises par le soumissionnaire doivent être exprimées en dollars des États-Unis ou en monnaie nationale. Les originaux des relevés bancaires peuvent également être joints à titre de référence.
6. Lorsque les documents justificatifs/certificats demandés ne sont pas rédigés dans une des langues officielles de l’Union européenne, une traduction dans la langue de l’appel d’offres doit être jointe. Lorsque les documents sont rédigés dans une langue officielle de l’Union européenne, autre que la langue de procédure, il est fortement recommandé de fournir une traduction dans la langue de l’appel d’offres afin de faciliter l’évaluation des documents.
7. Chaque membre d’une entreprise commune ou d’un consortium doit remplir et soumettre séparément les formulaires suivants : 4.1, 4.2, 4.3, 4.4, 4.5b, 4.6.1.1, 4.6.4, 4.6.6. Tous les autres formulaires doivent être remplis et soumis conjointement.
8. Les entreprises qui se présentent sous la forme d’une entreprise commune ou d’un consortium doivent également remplir le formulaire 4.6.5 concernant les entreprises communes ou les consortiums.
9. La personne qui signe ce questionnaire garantit la véracité et l’exactitude de toutes les déclarations faites.

L’exactitude des réponses au questionnaire, leur exhaustivité et les pièces justificatives jointes seront prises en compte lors de l’évaluation de l’offre. Noter que l’absence de données peut entraîner leur non-conformité au point correspondant.

VOLUME 1

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.1

# INFORMATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU SOUMISSIONNAIRE

1. Nom de l’entreprise ............................................................................................................................................................................................................................................................
2. Adresse du siège social ............................................................................................................................................................................................................................................................Téléphone .............................. Fax................................. E-mail : ..............................................................
3. Noms et nationalités des directeurs, administrateurs et associés ....................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................
4. Type d’entreprise (personne physique, société de personnes, société de capitaux, etc.) .................................... ............................................................................................................
5. Description de l’entreprise (par exemple, entreprise générale de génie civil)
6. Nationalité de l’entreprise ...........................................................
7. Nombre d’années d’expérience en tant qu’entrepreneur   
   - dans son propre pays.......................  
   - au niveau international......................
8. Détails de l’enregistrement .........................................................................................................................................................  
   Joindre une copie du certificat d’enregistrement
9. Participation dans l’entreprise   
   Actions (%) ............................................................................................................   
   ............................................................................................................
10. Nom(s) et adresse(s) des entreprises impliquées dans le projet et indication de leur qualité de société mère/filiale/sous-traitant/autre : ..............................................................................................................................................................................................................................................................................................................................
11. Si l’entreprise est une filiale, quelle sera la participation éventuelle de la société mère au projet ?

...............................................................................................

1. Les entreprises étrangères doivent indiquer si elles sont établies dans l’État de l’autorité contractante conformément à la réglementation en vigueur (à titre d’information uniquement).

Signature : ..................................................................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date : .....................

VOLUME 1

**SECTION 4**

# FORMULAIRE 4.2

# ORGANIGRAMME

Donner les détails ci-dessous de l’organigramme de votre entreprise, en indiquant les postes de directeurs, du personnel clé et leurs fonctions.

Signature...........................................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date...........................................

VOLUME 1

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.3

# PROCURATION

Joindre ici la procuration habilitant le signataire de l’appel d’offres et tous les documents y afférents.

Signature : ..................................................................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date : .....................

VOLUME 1

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.4

# ÉTATS FINANCIERS

Fournir toutes les informations requises en dollars des États-Unis ou en monnaie nationale équivalente.

4.4.1 Capital de base

|  |  |
| --- | --- |
| Montant.................................... | Dollars des États-Unis ou monnaie nationale |
| Monnaie.................................. | Dollars des États-Unis ou monnaie nationale |
| Autorisé............................... | Dollars des États-Unis ou monnaie nationale |
| Émis...................................... | Dollars américains  ou monnaie nationale | |

4.4.2 [Valeur annuelle des travaux de construction entrepris] [Chiffre d’affaires annuel] pour chacune des trois dernières années et prévisions pour les deux années suivantes.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Dollars des États-Unis ou monnaie nationale** | **Année 3** | **Année 2** | **Année précédente** | **Année en cours** | **Année+1** | **Année+2** |
| Au niveau national |  |  |  |  |  |  |
| À l’étranger |  |  |  |  |  |  |
| Total |  |  |  |  |  |  |

4.4. 3 Valeur approximative des travaux de construction en cours (en Belgique et à l’étranger)

............................................ (dollars américains ou monnaie nationale)

4.4.4[[8]](#footnote-8) Joindre les copies des relevés de compte certifiés de l’entreprise pour les trois dernières années, à partir desquels les données de base suivantes seront extraites. Fournir des estimations des mêmes informations pour les deux prochaines années.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Dollars des États-Unis ou monnaie nationale** | **Année 2** | **Année 1** | **Année précédente** | **Année en cours** | **Année+1** | **Année+2** |
| 1. Total de l’actif  2. Total du passif  *Valeur nette (1 moins 2)* | ....................  .................... | ....................  .................... | ....................  .................... | ....................  .................... | ....................  .................... | ....................  .................... |
| 3. Valeurs disponibles  4. Dettes à court terme  *Fonds de roulement (3 moins 4)* | ....................  .................... | ....................  .................... | ....................  .................... | ....................  .................... | ....................  .................... | ....................  .................... |
| 5. Bénéfices avant impôt  6. Pertes | .................................................................... | .................................................... | .................................................... | ................................................................ | ...................................................................... | ........................................................................ |

4.4.5 Nom et adresse des banques (principal/autres) :

.............................................................................................................................................................................................................................................................................................................................................

4.4.6 Joindre une référence/un certificat concernant la situation financière de l’entreprise et son accès à des facilités de crédit (le montant maximum de la facilité de crédit doit être indiqué en dollars des États-Unis ou en monnaie nationale équivalente).

Signature : ..................................................................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date : .....................

**VOLUME 1**

**SECTION 4**

# FORMULAIRES 4.6.1 À 9

# QUALIFICATIONS TECHNIQUES

VOLUME 1

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.6.1.1 APERÇU DU PERSONNEL DU SOUMISSIONNAIRE

i - Aperçu de la quantité

a Administrateurs et direction ........................

b - Personnel administratif ........................

c - Personnel technique

- Ingénieurs ........................

- Géomètres

- Contremaîtres ........................

- Mécaniciens

- Techniciens ........................

- Opérateurs de machines

- Conducteurs ........................

- Autre personnel qualifié

- Manœuvres et personnel non qualifié ........................

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Total ===========

ii - Personnel de chantier qui sera employé dans le cadre du marché (le cas échéant)

a - Gestion du site ........................

b - Personnel administratif ........................

c - Personnel technique

- Ingénieurs ........................

- Géomètres

- Contremaîtres ........................

- Mécanique

- Techniciens ........................

- Opérateurs de machines

- Conducteurs ........................

- Autre personnel qualifié

- Manœuvres et personnel non qualifié ........................

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Total===========

Signature ....................................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date ............................................

VOLUME 1

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.6.1.2

# PERSONNEL QUI SERA EMPLOYÉ DANS LE CADRE DU MARCHÉ

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Poste/Nom** | **Nationalité** | **L’âge** | **Études faites** | **Années d’expérience (dans l’entreprise/la construction)** | **Grands travaux de construction pour lesquels vous êtes responsable (projet/valeur)** | **Employé par (en cas d’offre conjointe, indiquer le nom du membre du consortium qui emploie le personnel)** |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Contrôle de la qualité .........................................** |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Autres responsables pour .........................................** |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **Autres responsables pour .........................................**  **.........................................** |  |  |  | / |  |  |

Signature ......................................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date.........................................

VOLUME 1

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.6.1.3

# EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DU PERSONNEL CLÉ

# CURRICULUM VITAE

(maximum 3 pages + 3 pages d’annexes)

Poste proposé dans le marché :

1. Nom:

2. Prénom:

3. Date et lieu de naissance :

4. Nationalité :

5. État civil :

Adresse (téléphone/fax/e-mail) :

6. Études faites:

|  |  |
| --- | --- |
| **Institutions :** |  |
| **Date :**  **Du (mois/année)**  **Au (mois/année)** |  |
| **Diplôme ou qualification :** |  |

Indiquer sur une échelle de A1 à C2 (de A1 (débutant) à C2 (compétent))**[[9]](#footnote-9)** :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Langue** | **Niveau** | **Passif** | **Parlé** | **Écrit** |
|  | **Langue maternelle** |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

8. Adhésion à des organismes professionnels :

9. Autres compétences (par exemple, connaissances en informatique) :

10. Poste actuel:

11. Années d’expérience professionnelle :

12. Qualifications clés :

13. Expérience spécifique dans les pays en développement :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Pays** | **Date : du (mois/année) au (mois/année)** | **Nom et brève description du projet** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

14. Expérience professionnelle :

|  |  |
| --- | --- |
| **Date : du (mois/année) au (mois/année)** |  |
| **Lieu** |  |
| **Entreprise/organisation** |  |
| Poste |  |
| Description de l’emploi |  |

15 . Autres :

15a. Publications et séminaires :

15b. Références :

Signature ............................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date...........................

VOLUME 1

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.6.2

# INSTALLATIONS

Installations proposées et disponibles pour l’exécution du marché[[10]](#footnote-10)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **DESCRIPTION (type/marque/modèle)** | **Puissance/ capacité** | **Nombre d’unités** | **Âge (années)** | **Propriété (O) ou location (H)/ et pourcentage de propriété** | **Origine (pays)** | **Valeur actuelle approximative en dollars des États-Unis ou en monnaie nationale** | **Proposé par (en cas d’appel d’offres conjoint, indiquer le nom du membre du consortium qui propose les installations)** |
| ***A)*** | **CONSTRUCTION DES INSTALLATIONS** |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | DESCRIPTION (type/marque/modèle) | Puissance/ capacité | Nombre d’unités | Âge (années) | Propriété (O) ou location (H)/ et pourcentage de propriété | Origine (pays) | Valeur actuelle approximative en dollars des États-Unis ou en monnaie nationale |
| ***B)*** | **VÉHICULES ET CAMIONS** |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
| ***C)*** | **AUTRES INSTALLATIONS** |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |
|  |  |  |  |  | / |  |  |

Signature ...........................................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date................................................

VOLUME 1

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.6.3

# PLAN DE TRAVAIL ET PROGRAMME

4.6.3.1 Indiquer l’emplacement prévu pour votre bureau principal sur le site, les stations (structures en acier/béton/asphalte), les entrepôts, les laboratoires, les logements, etc.

4.6.3.2 Donner un bref aperçu de votre programme d’achèvement des travaux de construction conformément à la méthode de construction requise et à la date d’achèvement indiquée.

4.6.3.3 Joindre un diagramme à barres des étapes critiques (calendrier d’exécution) représentant le programme de construction et détaillant les activités pertinentes, les dates, l’affectation des ressources en main-d’œuvre et en matériel, etc.

4.6.3.4 Lorsque le soumissionnaire prévoit de sous-traiter une partie des travaux de construction, il doit fournir les informations suivantes :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Travaux de construction destinés à être sous-traités** | **Nom et coordonnées des sous-traitants** | **Valeur de la sous-traitance en pourcentage du coût total du projet** | **Expérience dans un travail similaire (détails à préciser)** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Signature .......................................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date .....................................

VOLUME 1

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.6.4

# EXPÉRIENCE EN TANT QU’Entrepreneur

**4.6.4.1**  Liste des marchés de nature et d’ampleur similaires exécutés au cours des <nombre> dernières années

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du projet/type de travaux** | **Valeur totale des travaux dont l’entrepreneur était responsable2** | **Durée du marché** | **Date de début** | **Pourcentage des travaux réalisés** | **Autorité contractante et lieu** | **Entrepreneur principal (P) ou sous-traitant (S)** | **L’acceptation finale a-t-elle été délivrée ? -  Oui  - Pas encore (marchés en cours)  - Non** |
| **A) Dans le pays d’origine** |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du projet/type de travaux** | **Valeur totale des travaux dont l’entrepreneur était responsable[[11]](#footnote-11)** | **Durée du marché** | **Date de début** | **Pourcentage des travaux réalisés** | **Autorité contractante et lieu** | **Entrepreneur principal (P) ou sous-traitant (S)** | **L’acceptation finale a-t-elle été délivrée ? -  Oui  - Pas encore (marchés en cours)  - Non** |
| **B) A l’étranger** |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

**4.6.4.2[[12]](#footnote-12)** Joindre ici les références et certificats disponibles des autorités contractantes concernées

Signature.......................................................................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date..................

VOLUME 1

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.6.5

# DONNÉES SUR LES ENTREPRISES COMMUNES

|  |
| --- |
| **4.6.5.1** Nom ...................................................................................... |
| **4.6.5.2 Adresse du Conseil de gestion**..................................................  ..................................................................................................  Télex ..........................................................  Téléphone .........................Fax..................................E-mail…. |
| **4.6.5.3**  **Agence** dans l’État de l’autorité contractante, le cas échéant (pour les entreprises communes/consortiums avec un chef de file étranger)  Adresse du bureau ...........................................................................  ..................................................................................................  Télex ..........................................................  Téléphone ..............................Fax......................................... |
| **4.6.5.4** Noms des membres  i )..............................................................................................  ii ) ..............................................................................................  iii ) ..............................................................................................  Etc............................................................................................. |
| **4.6.5.5** Nom du membre principal  ..................................................................................................  .................................................................................................. |
| **4.6.5.6** Accord régissant la formation de l’entreprise commune/du consortium  i) Date de signature : ................................................................  ii) Lieu : ...................................................................................  iii) Pièce jointe - Accord d’entreprise commune /consortium |
| **4.6.5.7** Proposition de répartition des responsabilités entre les membres (en %) avec indication du type de travail à effectuer par chacun.  ..................................................................................................  ..................................................................................................  ..................................................................................................  ..................................................................................................  .................................................................................................. |
|  |

Signature : ..................................................................................authorizes*) autorisé à signer au nom du soumissionnaire*)

Date : .....................

VOLUME 1

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.6.6

# HISTORIQUE DES LITIGES

Fournir des informations sur tout litige ou arbitrage résultant de marchés exécutés, que ce soit en tant qu’entrepreneur principal ou membre d’un consortium, au cours des <nombre> dernières années ou en cours d’exécution.

Une feuille séparée doit être utilisée pour chaque partenaire d’une entreprise commune ou d’un consortium.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Décision POUR ou CONTRE le soumissionnaire** | **Nom du client, cause du litige et objet du litige** | **Montant contesté (valeur actuelle en dollars des États-Unis ou en monnaie nationale)** |
|  |  |  |  |

Signature ......................................................................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date ..................

**VOLUME 1**

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.6.7

# SYSTÈME(S) D’ASSURANCE QUALITÉ

Fournir des détails sur le(s) système(s) d’assurance qualité que vous proposez d’utiliser pour garantir la bonne exécution des travaux de construction.

Signature .................................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date ..................

VOLUME 1

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.6.8

# LOGEMENT DU SUPERVISEUR

Joindre les croquis et les données détaillant le logement et les installations que le soumissionnaire est censé fournir au titre des éléments pertinents du devis quantitatif/de la répartition du prix global.

Signature .................................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date ..................

VOLUME 1

SECTION 4

# FORMULAIRE 4.6.9

# autres INFORMATIONS

Les soumissionnaires peuvent ajouter ici toute information supplémentaire qu’ils jugent utile pour l’évaluation de leurs offres.

Signature ............................................

(*personne(s) autorisée(s) à signer au nom du soumissionnaire*)

Date .................

VOLUME 1

# SECTION 5

GRILLE D’ÉVALUATION

## GRILLE D’ÉVALUATION

(à adapter en fonction du projet. Les critères indiqués seront utilisés par le comité d’évaluation).

## Cette grille doit être complétée par chaque évaluateur.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Titre du marché :** | | **CONSTRUCTION D’UN BATIMENT A GUICHET UNIQUE AU PK51,** DJIBOUTI | | | | | | | | **Référence de publication :** | | MCT/COMESA-EDF-11/TFP/001/2024 | |
| **Enveloppe de l’appel d’offres n°.** | **Nom du soumissionnaire** | | **Règles d’origine respectées ?**  **(Oui/Non)** | **Capacité économique et financière ? (OK/a/b/...)** | **Capacité professionnelle ? (OK/a/b/...)** | **Capacité technique ? (OK/a/b/...)** | **Conformité aux spécifications techniques ? (OK/a/b/...) Personnel, équipement** | **Services auxiliaires nécessaires (OK/a/b/.../NA)** | **Nationalités des sous-traitants éligibles ?**  **(Oui/Non)** | **Autres exigences techniques dans le dossier d’appel d’offres ?**  **(Oui/Non/Non applicable)** | **Conformité technique ? (Oui/Non)** | | **Observations** | |
|  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  | |
|  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  | |
|  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  | |
|  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  | |
|  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  | |
|  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  | |
|  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  | |
|  |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom de l’évaluateur** |  |
| **Signature de l’évaluateur** |  |
| **Date** |  |

[Ce n’est qu’à titre très exceptionnel, sous réserve de dérogation[[13]](#footnote-13) , que les offres de travaux de construction qui respectent les niveaux de qualité minimaux doivent être techniquement notées.

Dans l’affirmative, ajouter une grille d’évaluation technique[[14]](#footnote-14) (précisant les critères techniques, les sous-critères et les pondérations) :

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Maximum** |
| **Critères** |  |
|  |  |
| ... |  |
| ... |  |
| ... |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
| **Score total global** | **100** |

|  |  |
| --- | --- |
| **Points forts** |  |
| **Faiblesses** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom de l’évaluateur** |  |
| **Signature de l’évaluateur** |  |
| **Date** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Titre du marché :** | **CONSTRUCTION D’UN BATIMENT A GUICHET UNIQUE AU PK51,** DJIBOUTI | **Référence de publication :** | MCT/COMESA-EDF-11/TFP/001/2024 |

| Numéro de l’enveloppe de l’offre | Nom du soumissionnaire | Formulaire de soumission dûment complété ?  (Oui/Non) | Autres (certificat de site) | Déclaration du soumissionnaire (signée par chaque membre du consortium, le cas échéant) ?  (Oui/Non) | La langue comme il se doit ? | Déclaration de sous-traitance acceptable ?  (Oui/Non/Sans objet) | Nationalité des sous-traitants éligibles ?  (Oui/Non) | Décision globale ?  (Accepter / Rejeter) |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 6 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 7 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 8 |  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du président** |  |
| **Signature du président** |  |
| **Date** |  |

# 

# VOLUME 2

# SECTION 1

# FORMULAIRE DE MARCHÉ

MARCHÉ DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION POUR LES ACTIONS EXTÉRIEURES DE L’UNION EUROPÉENNE

**FINANCÉ PAR LE FED**

Entre

Le Marché commun de l’Afrique orientale et australe (COMESA)

Ben Bella Road,

P.O. Box 30051, Lusaka

Zambie

(« L’autorité contractante »),

d’une part,

et

<Nom officiel complet de l’entrepreneur >

[<Statut juridique/titre>][[15]](#footnote-15)

[<Numéro d’enregistrement officiel>][[16]](#footnote-16)

<Adresse officielle complète>

[<Numéro de TVA>][[17]](#footnote-17) ,

(« l’entrepreneur »), d’autre part ,

sont convenus de ce qui suit :

**PROJET :** PROGRAMME DE FACILITATION DU COMMERCE DE LA COMESA

**TITRE DU MARCHÉ : CONSTRUCTION D’UN BATIMENT À GUICHET UNIQUE AU PK51, DJIBOUTI**

**Référence de publication : MCT/COMESA-EDF-11/TFP/001/2024**

Selon l’autorité contractante, l’entrepreneur doit réaliser les travaux suivants :

**Construction d’un bâtiment à guichet unique au PK51** et a accepté une offre de l’entrepreneur pour l’exécution et l’achèvement de ces travaux et la réparation des défauts éventuels.

**Il est convenu de ce qui suit :**

**(1)**  Dans le présent marché, les mots et expressions ont la signification qui leur est attribuée dans les conditions contractuelles ci-dessous.

**(2)** Lesdocuments suivants font partie intégrante du présent marché et doivent être lus et interprétés comme tels, dans l’ordre de préséance suivant :

1. le marché,
2. le cahier spécial des charges,
3. les conditions générales,
4. le devis quantitatif (après corrections arithmétiques) et la ventilation détaillée des prix
5. les spécifications techniques et/ou de performance,
6. la documentation de conception (dessins),
7. tout autre document faisant partie du marché.

Les différents documents composant le marché s’expliquent mutuellement ; en cas d’ambiguïté ou de divergence, ils prévalent dans l’ordre dans lequel ils figurent ci-dessus. Les addenda ont l’ordre de préséance du document qu’ils modifient.

**(3)**  En contrepartie des paiements à effectuer par l’autorité contractante à l’entrepreneur conformément aux dispositions ci-après, l’entrepreneur s’engage à exécuter et à achever les travaux de construction et à remédier aux défauts qui s’y trouvent en pleine conformité avec les dispositions du marché.

**(4)**  L’autorité contractante s’engage à verser à l’entrepreneur, en contrepartie de l’exécution et de l’achèvement des travaux de construction et de la réparation des défauts, la somme de :

- **Prix du marché (hors TVA/autres taxes)** Dollars des Etats-Unis <montant>

**ou toute autre somme exigible en vertu des dispositions du marché, aux dates et de la manière prévues par le marché. La TVA sera payée conformément aux réglementations contraignantes, à la législation nationale et aux accords internationaux concernant l’exécution du projet. La TVA et les autres taxes ne seront pas payées sur les fonds provenant des fonds de l’UE.**

(**5)**  Autres conditions spécifiques applicables au marché

Aux fins de l’article 72 des conditions générales, pour la partie des données transférées par l’autorité compétente à la Commission européenne :

(a) le responsable du traitement des données personnelles effectué au sein de la Commission est le chef de l’unité des affaires juridiques de la DG Coopération internationale et développement.

En foi de quoi, les parties ont signé le présent marché. Le présent marché prend effet à la date de sa signature par la dernière partie, à savoir l’entrepreneur.

Rédigé en anglais en cinq exemplaires originaux, dont trois pour l’autorité contractante, un pour le COMESA et un pour l’entrepreneur.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Pour l’entrepreneur** | | **Pour l’autorité contractante** | |
| Nom : |  | Nom : | Mme Chileshe Mpundu Kapwepwe |
| Titre : |  | Titre : | Secrétaire générale |
| Signature : |  | Signature : |  |
| Date : |  | Date : |  |

**VOLUME 2**

**SECTION 3**

**CONDITIONS PARTICULIÈRES**

**TABLE DES MATIÈRES**

Ces conditions détaillent et complètent les conditions générales régissant le marché. À moins que les conditions particulières n'en disposent autrement, les conditions générales restent pleinement applicables. La numérotation des articles des conditions particulières n'est pas consécutive mais suit celle des conditions générales. Les autres conditions particulières doivent être indiquées à la suite.

**Article 2 Langue du marché**

2.1 La langue utilisée est l'anglais.

**Article 4 Communication**

4.1 Les adresses pour les avis et les communications écrites entre l'autorité contractante, le maître d’œuvre, le représentant du maître d’œuvre et l'entrepreneur sont les suivantes :

**(a) Dans le cas de l'autorité contractante**

Secrétariat du COMESA

Ben Bella Road

P.O. Box 30051

Lusaka, Zambie

**(b) Dans le cas du maître d’œuvre**

(À communiquer)

4.2 Un système électronique sera utilisé par l'autorité contractante et l'entrepreneur à tous les stades de la mise en œuvre, y compris, entre autres, la gestion du marché (amendements et ordres administratifs), les rapports (y compris les rapports sur les résultats) et les paiements. L'entrepreneur sera tenu de s'inscrire au système d'échange électronique approprié et de l'utiliser pour permettre la gestion électronique du marché.

La gestion électronique du marché par le biais du système susmentionné peut commencer à la date de début d'exécution du marché telle que décrite à l'article 33 des Conditions générales du marché, ou à une date ultérieure. Dans ce dernier cas, l'autorité contractante informe par écrit l'entrepreneur qu'il sera tenu d'utiliser le système électronique pour toutes les communications dans un délai maximum de 3 mois.

**Article 5 Le maître d'œuvre et son représentant**

5.2 Les moyens à mettre à la disposition du maître d'œuvre et de son représentant sont inclus dans le marché de travaux et décrits dans le Volume 3 (Spécifications) et le Volume 4 (Détail estimatif) du dossier d'appel d'offres :

5.3 Les pouvoirs du maître d'œuvre sont ceux prévus dans le présent marché. Les responsabilités et les limites d'autorité du représentant du maître d'œuvre sont définies dans son marché. Ce document et d'autres informations complémentaires seront mis à la disposition de l'entrepreneur lors de la signature du marché.

5.4 Les instructions données par le maître d’œuvre le sont par écrit sous forme d'ordres administratifs, étant entendu que si, pour une raison quelconque, celui-ci estime nécessaire de donner ces instructions oralement, l'entrepreneur doit s'y conformer. Si le maître d’œuvre reçoit une confirmation écrite de l'instruction de la part de l'entrepreneur, dans un délai de deux jours ouvrables après avoir donné l'instruction, et s'il ne répond pas en émettant un refus et/ou une instruction par écrit dans un délai de deux jours ouvrables après avoir reçu la confirmation, celle-ci constituera alors l'instruction écrite du maître d’œuvre. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent également aux instructions données par le représentant du maître d'œuvre.

Les ordres administratifs sont remis en mains propres en quatre (4) exemplaires originaux à l’entrepreneur par le maître d’œuvre au bureau principal de l'entrepreneur , à une personne travaillant à plein temps dans le bureau et désignée par l’entrepreneur. Le personnel de l'entrepreneur chargé de recevoir la décision administrative appose son cachet, la date et sa signature sur un double de la décision présentée par le maître d'œuvre. Ce document tamponné, daté et signé constitue la preuve de la réception de l'injonction administrative par l’entrepreneur. Sur les quatre (4) documents originaux, un restera chez l’entrepreneur, trois chez le maître d'œuvre qui devra en envoyer officiellement un à l'autorité contractante et un à la délégation de l'Union européenne en Ouganda. Le maître d'œuvre enverra une copie à son représentant.

**Article 7 Sous-traitance**

7.3 Lors de la sélection des sous-traitants, l'entrepreneur donne la préférence aux personnes physiques, aux sociétés ou aux entreprises des États ACP capables d'exécuter les tâches requises dans des conditions similaires.

**Article 8 Documents à fournir**

8.1 Au plus tard à la date fixée pour le début de l'exécution, le maître d'œuvre remet gratuitement à l'entrepreneur deux exemplaires sur papier du projet de conception détaillée approuvé par le marché, y compris les annexes et appendices pertinents, accompagnés de tous les dessins, de l'évaluation d'impacts environnementaux et sociaux, et du Plan de gestion sociale.

L'entrepreneur est responsable de l'élaboration de ses propres plans de construction conformément à l'article 19 des Conditions générales et des Conditions particulières du présent marché.

Le maître d'œuvre remettra à l'entrepreneur une copie des directives et des textes réglementaires et légaux régissant l'environnement en République de Djibouti.

**Article 9 Accès au chantier**

9.1 L'entrepreneur est tenu de laisser au Secrétariat du COMESA le libre accès à ses sites, usines, ateliers, etc. et, d'une manière générale, d'assister le chef de délégation, comme le maître d'œuvre, dans l'exercice de ses fonctions. Les mêmes dispositions s'appliquent également aux représentants désignés du chef de délégation.

Toute correspondance entre l'entrepreneur et l'autorité contractante ou le maître d'œuvre doit être envoyée à l'adresse officielle suivante :

COMESA Secretariat

COMESA Center, Ben Bella Road

P.O. Box 30051

Lusaka, Zambie

Email : tfp@comesa.int; abyabato@comesa.int

**Article 12 Obligations générales**

12.9 Un plan de communication et de visibilité basé sur le Manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'UE publié par la Commission européenne est élaboré par l'entrepreneur et soumis à l'approbation de l'autorité contractante dans un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de commencement. Le manuel inclut les intérêts du COMESA et du gouvernement de la République de Djibouti en matière de visibilité.

**Article 15 Garantie de bonne exécution**

15.1 Le montant de la garantie bancaire de bonne exécution est de 10 % du montant du marché et de ses avenants.

15.8 Dans les 60 jours suivant la délivrance du certificat de réception provisoire conformément à l'article 60.1 et l'achèvement de tous les travaux ou réservations en suspens, 100 % du montant de la garantie de bonne exécution peut être libéré.

**Article 16 Responsabilités et assurances**

16.1 a) Par dérogation à l'article 16.1, a) paragraphe 2, des conditions générales, l'indemnisation des dommages aux ouvrages résultant de la responsabilité de l'entrepreneur à l'égard de l'autorité contractante est plafonnée à un montant égal à la valeur du marché.

16.1 b) Par dérogation à l'article 16.1 b), paragraphe 2, des conditions générales, la réparation des dommages résultant de la responsabilité de l'entrepreneur à l'égard du pouvoir adjudicateur est plafonnée à un montant égal à la valeur du marché.

16.2 a) Par dérogation à l'article 16.2 a), premier alinéa, des Conditions générales, lors du retour du marché contresigné et du début de l'exécution des tâches, l'entrepreneur veille à ce que lui-même, son personnel, ses sous-traitants et toute personne dont il répond soient convenablement assurés auprès de compagnies d'assurance reconnues sur le marché international de l'assurance, à moins que l'autorité contractante n'ait donné son accord exprès et écrit sur une compagnie d'assurance spécifique.

16.2 b) Par dérogation à l'article 16.2 a), paragraphe 2, des Conditions générales, c'est au moment de la restitution du marché contresigné et du début de l'exécution des tâches que l'entrepreneur fournit à l'autorité contractante et au maître d'œuvre toutes les notes de couverture et/ou les certificats d'assurance montrant que les obligations de l'entrepreneur en matière d'assurance sont pleinement respectées.

**Article 17 Programme d'exécution des tâches**

17.1. Nonobstant tout programme de travail présenté dans le cadre de son offre, l'entrepreneur fournit au maître d'œuvre un programme d'exécution des tâches, ventilé par activité et par mois, dans un délai de 30 jours à compter de la signature du marché. Ce programme comprend au moins les informations suivantes :

a) l'ordre et les délais dans lesquels l'entrepreneur se propose d'exécuter les travaux,

b) les délais dans lesquels les plans doivent être soumis et approuvés,

c) un organigramme contenant les noms, la qualification et le CV du personnel responsable du chantier,

d) une description générale de la méthode, y compris l'ordre, par mois et par nature, dans lequel l'entrepreneur propose d'exécuter les travaux ;

e) un plan de mise en place et d'organisation du chantier, et

f) tout autre détail et information que le maître d'œuvre peut raisonnablement exiger.

17.2. Le maître d'œuvre renvoie ces documents à l'entrepreneur avec son approbation ou toute remarque pertinente dans les dix jours suivant leur réception, sauf s'il notifie à l'entrepreneur, dans ces dix jours, son souhait d'organiser une réunion afin de discuter des documents soumis.

7.3. Si le maître d'œuvre ne notifie pas sa décision ou ses remarques ou son souhait de tenir une réunion dans ces dix jours, le programme soumis est réputé approuvé.

17.4. L'approbation du programme par le maître d'œuvre ne dégage l'entrepreneur d'aucune des obligations qui lui incombent en vertu du marché.

17.5. Aucune modification importante ne peut être apportée au programme sans l'approbation du maître d'œuvre. Toutefois, si l'avancement des travaux n'est pas conforme au programme, le maître d'œuvre peut inviter l'entrepreneur à présenter un programme révisé selon la procédure prévue à l'article 17.

**Article 19 Plans et études d'exécution de l’entrepreneur**

L'entrepreneur prépare et soumet à l'approbation du maître d'œuvre, en trois exemplaires, tous les dessins, calculs, notes techniques et tous autres éléments qu'il doit soumettre à l'approbation du maître d'œuvre au moins un mois avant le début de la construction des ouvrages en question.

Au cours de l'exécution du marché, l'entrepreneur établit et soumet à l'approbation du représentant du maître d'œuvre les documents suivants :

**(a) un mois avant l'installation du chantier, les zones d'excavation et de stockage :**

* La localisation des parcelles à utiliser,
* Une liste des accords avec les propriétaires et les utilisateurs actuels du site et la preuve que ces utilisateurs ont pu trouver un site similaire pour poursuivre leurs activités,
* Une description détaillée du site,
* Une carte générale montrant la zone du site, l'aménagement prévu et une description des développements prévus,
* Un plan de protection de l'environnement pour le site destiné à accueillir le camp de construction avant le début des travaux. Ce plan comprendra toutes les mesures appropriées pour l'élimination des eaux usées et des déchets solides afin de prévenir toute pollution et tout danger pour la santé humaine et animale.
* L'entrepreneur prendra toutes les précautions raisonnables pour éviter les fuites et les déversements accidentels de produits susceptibles de provoquer une pollution de l'eau ou du sol. Il précisera les mesures qu'il envisage de prendre dans le plan de protection de l'environnement du chantier.

**(b) Tous les deux mois :**

* en fonction de l'avancement des travaux, un plan de replantation des déblais et remblais,
* pour le site, un plan de réaménagement du site si ce réaménagement diffère de celui du plan d'ensemble ;

**(c) Tous les mois :**

* une mise à jour du niveau de sécurité du site et des mesures prises pour maintenir un niveau élevé de sécurité ;

**(d) À l'achèvement des travaux :**

* Le schéma de l'itinéraire complété par les travaux entrepris et une indication des améliorations environnementales réalisées.

L'entrepreneur doit insérer dans les documents, règles et propositions soumis au représentant du maître d'œuvre les corrections ou notes découlant des observations de ce dernier à leur sujet dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification de ces observations. Les documents sont soumis de nouveau à l'approbation du représentant du maître d'œuvre selon la même procédure.

L'approbation du représentant du maître d'œuvre ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur.

**Article 20 Suffisance des prix de l'offre**

Le soumissionnaire indique les taux et les prix pour tous les éléments des travaux décrits dans les devis quantitatifs.

Les taux et les prix indiqués par le soumissionnaire sont fixés pour la durée du marché et ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un ajustement.

L'entrepreneur est réputé avoir procédé à une inspection détaillée du site avant la présentation de son offre et avoir identifié tous les risques, toutes les éventualités et toutes les autres circonstances qui influencent ou affectent son offre.

**Article 21 Risques exceptionnels**

Les conditions météorologiques ayant un effet exceptionnellement défavorable sur l'exécution du marché sont les mauvaises conditions météorologiques qui se produisent pendant un mois civil ou plus et qui sont en moyenne moins fréquentes qu'une fois tous les dix ans. L'entrepreneur prouve à l'autorité contractante que ces intempéries se sont produites et qu'elles sont à l'origine de l'effet négatif qui n'a pas pu être atténué par des mesures d'atténuation.

**Article 24 Entrave à la circulation**

24.1 L'entrepreneur est tenu de maintenir la fluidité de la circulation et l'accès des riverains à tout moment pendant les travaux.

24.2 Les véhicules de l'entrepreneur et la circulation des équipements doivent être conformes au Code de la route applicable à Djibouti, et notamment aux lois et règles relatives à la limitation de vitesse du poids des véhicules en charge.

**Article 27 Matériaux démolis**

**27.1.** Lorsque le marché comporte des travaux de démolition, les matériaux et objets obtenus à partir de ceux-ci deviennent, sauf dispositions contraires des Conditions particulières et/ou de la loi du pays dans lequel les travaux sont exécutés et sous réserve des dispositions de l'article 28, la propriété du ministère du Commerce et du Tourisme ou de tout autre organisme gouvernemental jugé approprié par la loi du pays.

27.2. Si les Conditions particulières réservent à l'autorité contractante le droit de propriété sur les matériaux ou sur tout ou partie des objets provenant des travaux de démolition, l'entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer la conservation de ceux-ci. Il est responsable de la destruction ou de la détérioration de ces matériaux ou objets causée par lui ou par ses agents.

27.4. Sauf dispositions contraires des Conditions particulières, l'entrepreneur enlève progressivement, à ses frais, les gravats et autres matériaux de démolition, les ordures et les débris du chantier.

**Article 29 Travaux temporaires**

29.2 Lorsque la conception de travaux temporaires particuliers est spécifiée dans les Conditions particulières comme relevant de la responsabilité de l'autorité contractante, le maître d'œuvre fournit à l'entrepreneur, dans un délai raisonnable, tous les plans nécessaires pour permettre à l'entrepreneur d'exécuter les travaux temporaires conformément à son programme. Dans ce cas, l'autorité contractante est seule responsable de la sécurité et de l'adéquation de la conception. « Toutefois, l'entrepreneur est responsable de la bonne exécution des travaux.

**Article 30 Études des sols**

30.1. N

**Article 34 Période d'exécution des tâches**

34.1 La période d'exécution des tâches est de six (6) mois.

**Article 36 Retards dans l’exécution des tâches**

36.1 Le taux des dommages-intérêts forfaitaires pour retard dans l'achèvement des travaux est de 0,1 % du prix du marché pour chaque jour ou partie de jour écoulé entre la fin de la période d'exécution des tâches et la date effective d'achèvement, jusqu'à un montant maximum de 10 % du prix du marché ou, si le marché est divisé en phases, de 10 % du prix de la phase concernée.

**Article 39 Registre des travaux**

39.1 Le format du registre des travaux est déterminé par le maître d'œuvre après la présentation par l'entrepreneur du programme détaillé d'exécution des travaux. Le maître d'œuvre peut réviser le format de temps à autre. Le registre des travaux contient contenir au moins les informations sur les sujets spécifiés à l'article 39.1 des Conditions générales.

L'entrepreneur tient des livres de salaires et des feuilles de temps appropriés indiquant les salaires payés aux travailleurs engagés dans l'exécution du marché et le temps de travail effectué par ces derniers, et il est tenu, sur demande, de présenter ces livres de salaires et ces feuilles de temps à l'inspection d'un fonctionnaire autorisé du gouvernement et/ou du maître d'œuvre.

Le registre de travail comprend également tous les manquements ou incidents ayant entraîné un impact significatif sur l'environnement ou un accident ou un incident avec la communauté locale, ainsi que les mesures correctives prises. Un registre de travail doit être tenu pour chaque site d'exploitation.

39.2 Les déclarations relatives aux travaux doivent toujours comparer les travaux réalisés avec les travaux prévus afin de fournir un outil permettant d'évaluer l'avancement global du projet. Elles doivent également fournir des preuves que les travaux ont été exécutés conformément aux spécifications techniques. Les déclarations concernant les travaux achevés doivent inclure toutes les conclusions des inspections internes et/ou externes effectuées en rapport avec ces travaux. Les déclarations relatives aux matériaux doivent mentionner toutes les caractéristiques essentielles de ces derniers et les comparer aux caractéristiques fournies dans les spécifications techniques.

**Article 40 Origine et qualité des travaux et des matériaux**

## 40.1 Tous les biens achetés dans le cadre du marché doivent provenir d'un pays source éligible tel que défini dans le Programme de facilitation du commerce du COMESA. Toutefois, les biens à acheter peuvent provenir de n'importe quel pays, dès lors que le prix total de la quantité estimée de ces biens, tel qu'il apparaît dans un poste distinct du Détail estimatif (Volume 4.3.2), est égal ou supérieur au prix total de la quantité estimée.]

## Une catégorie de biens similaires à acheter ne doit pas être ventilée sur plus d'un poste du Détail estimatif (Volume 4.3.2)].

## À ces fins, on entend par « origine » le lieu où les marchandises sont extraites, cultivées, produites ou fabriquées et/ou à partir duquel les services sont fournis. L'origine des marchandises doit être déterminée conformément au Code des douanes de l'UE ou à l'accord international applicable.

## Les marchandises originaires de l'UE comprennent les marchandises originaires des pays et territoires d'outre-mer.

## Lors de l'importation de marchandises, toute modification de l'origine indiquée doit être signalée au maître d'œuvre et approuvée par lui.

40.2 Les travaux et les objets, appareils, équipements ou matériaux utilisés pour leur construction doivent être conformes aux spécifications, dessins, relevés, modèles, échantillons, patrons et autres prescriptions du marché qui sont tenus à la disposition de l'autorité contractante ou du maître d'œuvre à des fins d'identification pendant toute la durée de l'exécution.

40.3 Toute réception technique préliminaire prévue dans les Conditions particulières fait l'objet d'une demande adressée par l'entrepreneur au maître d'œuvre. La demande indique la référence au marché, le numéro de l'appel d'offres et le lieu où cette réception doit avoir lieu, le cas échéant. Les composants et matériaux spécifiés dans la demande doivent être certifiés par le maître d'œuvre comme répondant aux exigences de cette réception avant d'être incorporés dans les travaux.

**Article 41 Inspection et essais**

Les composants et matériaux seront en général testés sur le(s) chantier(s) et dans les laboratoires mis à disposition par l’entrepreneur. Le maître d'œuvre doit être informé à temps afin de pouvoir participer au processus, compte tenu notamment de l'éloignement du (des) chantier(s). Si le maître d'œuvre estime que les essais et la documentation et/ou les certificats fournis pour les matériaux essentiels ne sont pas satisfaisants, des essais peuvent être effectués par une autorité compétente.

**Article 43 Propriété des installations et des matériaux**

43.2 Le matériel, les structures temporaires, les installations et les matériaux se trouvant sur le chantier sont, pendant la durée de l'exécution des travaux, dévolus à l'autorité contractante.

**Article 44 : Principes généraux de paiement**

44.1 Les paiements sont effectués en dollars des États-Unis (USD).

44.3 Par dérogation, le préfinancement versé à l'entrepreneur au titre de l'avance forfaitaire est effectué dans un délai de 30 jours. Les autres préfinancements versés à l'entrepreneur sont effectués dans un délai de 30 jours. Les paiements intermédiaires à l'entrepreneur des montants dus au titre de chacun des certificats de paiement intermédiaires approuvés par le maître d'œuvre sont effectués dans un délai de 30 jours, et le paiement final à l'entrepreneur des montants dus après le décompte final émis par le maître d'œuvre est effectué dans un délai de 60 jours.

**Article 46 Préfinancement**

46.1 La seule avance de préfinancement accordée à l'entrepreneur est l'avance forfaitaire visée à l'article 46.1, point a), des Conditions générales.

46.2 L'avance forfaitaire visée à l'article 46.1(a) s'élève au maximum à 20 % du montant initial du marché contre constitution d'une garantie.

46.3(c) Sans objet

46.8 Le remboursement du préfinancement prend la forme de déductions basées sur des créances mensuelles.

1. Le préfinancement forfaitaire (maximum de 10 %) est remboursé au moyen de retenues sur les acomptes et, le cas échéant, sur le solde dû à l'entrepreneur. Ce remboursement commence avec la première tranche et s'achève au plus tard au moment du paiement de 80 % du montant du marché.

Le remboursement est effectué dans la même monnaie que le préfinancement.

Le montant à déduire de chaque versement est calculé selon la formule suivante :



où :

R = le montant à rembourser

Va = le montant total du préfinancement

Vt = le montant initial du marché

D = le montant de la tranche.

Le résultat est arrondi à la deuxième décimale.

1. Le préfinancement des installations, machines et outillages - ainsi que le préfinancement d'autres dépenses préalables importantes (20 % au maximum) - est remboursé par des retenues sur les acomptes et, le cas échéant, sur le solde dû à l'entrepreneur. Ce remboursement commence avec la première tranche et s'achève au plus tard au moment du paiement de 90 % du montant du marché.

Le montant à déduire de chaque versement est calculé selon la formule suivante :



où :

R = le montant à rembourser

Va = le montant total du préfinancement

Vt = le montant initial du marché

D = le montant de la tranche.

**Article 47 Retenue de garantie**

La somme retenue pour garantir l'exécution des obligations de l'entrepreneur pendant la période de garantie contre les défauts est de 10 % du montant du marché.

**Article 48 Révision des prix**

**SANS OBJET**

**Article 49 Mesurage**

49.1 Le présent marché est un marché à prix unitaire.

Le paiement ne portera que sur les travaux exécutés.

La fréquence des paiements intermédiaires est d'une fois par mois.

L'entrepreneur prépare le certificat de paiement des travaux exécutés qui est approuvé par le maître d'œuvre.

**Article 50 Paiements intermédiaires**

50.1 Les paiements intermédiaires sont effectués conformément à l'article 49.1 des présentes Conditions particulières.

**Article 51 Décompte final**

51.1 L'entrepreneur soumet au maître d'œuvre un projet de décompte final lorsqu'il demande le certificat de réception définitive. Afin de permettre au maître d'œuvre d'établir le décompte final, le projet de décompte final est soumis avec les pièces justificatives indiquant en détail la valeur des travaux effectués conformément au marché et toutes les autres sommes que l'entrepreneur estime lui être dues en vertu du marché.

51.2 Dans un délai de 30 jours à compter de la délivrance du certificat de réception définitive visé à l'article 62, le maître d'œuvre établit et signe le décompte final.

**Article 53 Retard de paiement**

53.1 Par dérogation à l'article 53.1 des Conditions générales, à l'expiration du délai visé à l'article 44.3, l'entrepreneur a droit à des intérêts de retard au taux et pour la durée mentionnés dans les Conditions générales.

**Article 60 Réception provisoire**

60.1 La réception provisoire est effectuée conformément à l'article 60.1 des conditions générales.

**Article 61 Garantie en cas de défaut**

61.1 La période de garantie contre les défauts est définie comme la période commençant à la date de la réception provisoire, au cours de laquelle l'entrepreneur est tenu de remédier à tout défaut ou dommage à une partie de l'ouvrage qui apparaîtrait ou se produirait pendant cette période, selon l'avis du maître d'œuvre ou de l'autorité contractante. Les droits et obligations des parties concernant ce délai de garantie sont définis à l'article 61 des Conditions générales.

61.7 La durée du délai de garantie est de 365 jours calendaires.

**Article 68 Règlement des litiges**

68.4 Tout litige découlant du présent marché ou s'y rapportant, qui ne peut être réglé autrement, est réglé comme suit :

(a) s'il s'agit d'un marché national, est réglé conformément à la législation nationale de l'État de l'autorité contractante ; et

(b) s'il s'agit d'un marché transnational, soit

(i) si les parties au marché en conviennent, conformément à la législation nationale de l'État de l'autorité contractante ou à ses pratiques internationales établies ; ou

(ii) soit par voie d'arbitrage conformément aux règles de procédure relatives à la conciliation et à l'arbitrage des marchés financés par le Fonds européen de développement, adoptées par la Décision n° 3/90 du Conseil des ministres ACP-CEE du 29 mars 1990 (Journal officiel n° L 382 du 31.12.1990, annexe A12 du Guide pratique).

**Article 72 Protection des données**

1. Le traitement des données à caractère personnel liées à l'exécution du marché par l'autorité contractante a lieu conformément à la législation nationale de l'État de l'autorité contractante et aux dispositions de la convention de financement respective.

2. Dans la mesure où le marché couvre une action financée par l'Union européenne, l'autorité contractante peut partager, avec la Commission européenne, des communications liées à la mise en œuvre du marché. Ces échanges sont effectués à destination de la Commission, dans le seul but de permettre à cette dernière d'exercer ses droits et obligations en vertu du cadre législatif applicable et de la convention de financement avec le pays partenaire - autorité contractante. Les échanges peuvent impliquer des transferts de données à caractère personnel (telles que les noms, les coordonnées, les signatures et les CV) des personnes physiques participant à la mise en œuvre du marché (telles que les entrepreneurs, le personnel, les experts, les stagiaires, les sous-traitants, les assureurs, les garants, les auditeurs et les conseillers juridiques). Lorsque l'entrepreneur traite des données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du marché, il informe en conséquence les personnes concernées de la transmission éventuelle de leurs données à la Commission. Lorsque des données à caractère personnel sont transmises à la Commission, cette dernière les traite conformément au Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le Règlement (CE) n° 45/2001 et la Décision n° 1247/2002/CE, [[18]](#footnote-18)et comme détaillé dans la déclaration spécifique de confidentialité publiée sur ePRAG.

**Article 73 Clauses additionnelles**

**73.1 SANS OBJET**

VOLUME 2

# GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION[[19]](#footnote-19)

(À compléter sur papier à en-tête de l'institution financière)

À l'attention de

<nom et adresse de l'autorité contractante>

ci-après dénommée « autorité contractante »

Objet : Garantie n° ...

Garantie de bonne exécution du marché <numéro et titre du marché> (veuillez indiquer le numéro et le titre dans toute correspondance)

Nous, soussignés, <nom, et adresse de l'institution financière>, déclarons irrévocablement par la présente que nous garantissons, en tant que débiteur principal, et non en tant que simple caution pour le compte de <nom et adresse de l’entrepreneur>, ci-après dénommé « l’entrepreneur, le paiement à l'autorité contractante de <montant de la garantie de bonne exécution>, représentant la garantie de bonne exécution mentionnée à l'article 15 des Conditions particulières du marché <numéro et titre du marché> conclu entre l'entrepreneur et l'autorité contractante, ci-après dénommé « le marché ».

Le paiement sera effectué sans objection ni procédure judiciaire d'aucune sorte, dès réception de votre première réclamation écrite (envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception) indiquant que l'entrepreneur n'a pas rempli pleinement et correctement ses obligations contractuelles. Nous ne retarderons pas le paiement et ne nous y opposerons pas pour quelque raison que ce soit. Nous ne bénéficierons en aucun cas des moyens de défense de la garantie. Nous vous informerons par écrit dès que le paiement aura été effectué.

Nous acceptons qu'aucune modification des termes du marché ne puisse nous libérer de notre obligation au titre de la présente garantie. Nous renonçons au droit d'être informés de tout changement, ajout ou modification du marché.

Nous prenons acte que la garantie sera libérée conformément à l'article 15.8 des Conditions générales du marché [et au plus tard le <à l'expiration d'une période de 18 mois après la période d'exécution du marché>].[[20]](#footnote-20)

[L'ensemble du paragraphe doit être supprimé lorsque l'autorité contractante est l'Union européenne ou le pays bénéficiaire en gestion indirecte dans le cadre de l'IAP :

Toute demande de paiement au titre de la garantie doit être contresignée par le chef de délégation de l'Union européenne dans le pays de l'autorité contractante ou par son adjoint habilité désigné conformément aux règles applicables de la Commission. En cas de substitution temporaire de l'autorité contractante par la Commission, toute demande de paiement ne sera signée que par le représentant de la Commission, à savoir le chef de délégation, son adjoint habilité désigné ou la personne autorisée au niveau du siège].

La loi applicable à cette garantie sera celle de [si l'autorité contractante est l'Union européenne et que l'institution financière émettrice de la garantie est établie en dehors de l'UE : Belgique] [(i) si l'autorité contractante est l'Union européenne et que l'institution financière émettrice de la garantie est établie à l'intérieur de l'UE ; OU (ii) si l'autorité contractante est une autorité du pays partenaire : <le pays dans lequel l'institution financière émettrice de la garantie est établie>]. Tout litige découlant de ou en rapport avec cette garantie sera soumis aux tribunaux de [si l'autorité contractante est l'Union européenne et que l'institution financière émettrice de la garantie est établie en dehors de l'UE : Belgique] [(i) si l'autorité contractante est l'Union européenne et que l'institution financière émettrice de la garantie est établie à l'intérieur de l'UE ; OU (ii) si l'autorité contractante est une autorité du pays partenaire : <le pays dans lequel l'institution financière émettrice de la garantie est établie>].

La garantie entrera en vigueur et prendra effet dès sa signature.

Fait à [*insérer le lieu*], le [*insérer la date*]

|  |  |
| --- | --- |
| *[Signature]*  *[Fonction au sein de l'institution financière/la banque]* | *[Signature]*  *[Fonction au sein de l'institution financière/la banque]* |

*Cachet de l'organisme fournissant la garantie*

VOLUME 2

# SECTION 5 GARANTIE DE PRÉFINANCEMENT[[21]](#footnote-21)

(À compléter sur papier à en-tête de l'institution financière)

À l'attention de

<nom et adresse de l'autorité contractante>

ci-après dénommée « autorité contractante »

Objet : Garantie n° ...

Garantie de financement pour le remboursement du préfinancement dû au titre du marché <numéro et titre du marché> (veuillez indiquer le numéro et le titre dans toute correspondance)

Nous soussignés, <nom et adresse de l'institution financière>, déclarons irrévocablement par la présente que nous garantissons en tant que débiteur principal, et non en tant que simple caution pour le compte de <nom et adresse de l’entrepreneur>, ci-après dénommé « l’entrepreneur », le paiement à l'autorité contractante d’ <indiquer le montant du préfinancement>, correspondant au préfinancement mentionné à l'article 46 des Conditions particulières du marché <numéro et titre du marché> conclu entre l'entrepreneur et l'autorité contractante, ci-après dénommé « le marché ».

Le paiement est effectué sans objection ni procédure judiciaire d'aucune sorte, dès réception de votre première réclamation écrite (envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception) indiquant que l'entrepreneur n'a pas remboursé le préfinancement sur demande ou que le marché a été résilié. Nous ne retarderons pas le paiement et ne nous y opposerons pas pour quelque raison que ce soit. Nous ne bénéficierons en aucun cas des moyens de défense de la garantie. Nous vous informerons par écrit dès que le paiement aura été effectué.

Nous acceptons qu'aucune modification des termes du marché ne puisse nous libérer de notre obligation au titre de la présente garantie. Nous renonçons au droit d'être informés de tout changement, ajout ou modification du marché.

Nous notons que la garantie sera libérée conformément à l'article 46.7 des Conditions générales. [et en tout état de cause au plus tard le (à l'expiration d'une période de 18 mois après la période d'exécution du marché) ][[22]](#footnote-22).

[L'ensemble du paragraphe doit être supprimé lorsque l'autorité contractante est l'Union européenne ou le pays bénéficiaire en gestion indirecte dans le cadre de l'IAP :

Toute demande de paiement au titre de la garantie doit être contresignée par le chef de délégation de l'Union européenne dans le pays de l'autorité contractante ou par son adjoint habilité désigné conformément aux règles applicables de la Commission. En cas de substitution temporaire de l'autorité contractante par la Commission, toute demande de paiement ne sera signée que par le représentant de la Commission, à savoir le chef de délégation, son adjoint habilité désigné ou la personne autorisée au niveau du siège].

La loi applicable à cette garantie sera celle de [si l'autorité contractante est l'Union européenne et que l'institution financière émettrice de la garantie est établie en dehors de l'UE : Belgique] [(i) si l'autorité contractante est l'Union européenne et que l'institution financière émettrice de la garantie est établie à l'intérieur de l'UE ; OU (ii) si l'autorité contractante est une autorité du pays partenaire : <le pays dans lequel l'institution financière émettrice de la garantie est établie>]. Tout litige découlant de ou en rapport avec cette garantie est soumis aux tribunaux de [si l'autorité contractante est l'Union européenne et que l'institution financière émettrice de la garantie est établie en dehors de l'UE : Belgique] [(i) si l'autorité contractante est l'Union européenne et que l'institution financière émettrice de la garantie est établie à l'intérieur de l'UE ; OU (ii) si l'autorité contractante est une autorité du pays partenaire : <le pays dans lequel l'institution financière émettrice de la garantie est établie>].

La garantie entrera en vigueur et prendra effet au moment du versement du préfinancement à l'entrepreneur.

Fait à [*insérer le lieu*], le [*insérer la date*]

|  |  |
| --- | --- |
| *[Signature]*  *[Fonction au sein de l'institution financière/la banque]* | *[Signature]*  *[Fonction au sein de l'institution financière/la banque]* |

*Cachet de l'organisme fournissant la garantie*

VOLUME 2

# SECTION 6 GARANTIE POUR RETENUES[[23]](#footnote-23)

(À compléter sur papier à en-tête de l'institution financière)

À l'attention de

<nom et adresse de l'autorité contractante>

ci-après dénommée « autorité contractante »

Objet : Garantie n° <…>

Garantie pour retenues pour le marché <numéro et titre du marché> (veuillez indiquer le numéro et le titre dans toute correspondance)

Nous, soussignés, <nom, et adresse de l'institution financière>, déclarons irrévocablement par la présente que nous garantissons, en tant que débiteur principal, et non en tant que simple caution pour le compte de <nom et adresse de l’entrepreneur>, ci-après dénommé « l’entrepreneur, le paiement à l'autorité contractante de <montant de la garantie de bonne exécution>, représentant la garantie de bonne exécution mentionnée à l'article 47 des Conditions particulières du marché <numéro et titre du marché> conclu entre l'entrepreneur et l'autorité contractante, ci-après dénommé « le marché ».

Le paiement sera effectué sans objection ni procédure judiciaire d'aucune sorte, dès réception de votre première réclamation écrite (envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception) indiquant que l'entrepreneur n'a pas rempli pleinement et correctement ses obligations contractuelles. Nous ne retarderons pas le paiement et ne nous y opposerons pas pour quelque raison que ce soit. Nous ne bénéficierons en aucun cas des moyens de défense de la garantie. Nous vous informerons par écrit dès que le paiement aura été effectué.

Nous acceptons qu'aucune modification des termes du marché ne puisse nous libérer de notre obligation au titre de la présente garantie. Nous renonçons au droit d'être informés de tout changement, ajout ou modification du marché.

Nous prenons acte que la garantie sera libérée conformément à l'article 47.3 des Conditions générales du marché [et au plus tard le <à l'expiration d'une période de 18 mois après la période d'exécution du marché>].[[24]](#footnote-24)

[L'ensemble du paragraphe doit être supprimé lorsque l'autorité contractante est l'Union européenne ou le pays bénéficiaire en gestion indirecte dans le cadre de l'IAP :

Toute demande de paiement au titre de la garantie doit être contresignée par le chef de délégation de l'Union européenne dans le pays de l'autorité contractante ou par son adjoint habilité désigné conformément aux règles applicables de la Commission. En cas de substitution temporaire de l'autorité contractante par la Commission, toute demande de paiement ne sera signée que par le représentant de la Commission, à savoir le chef de délégation, son adjoint habilité désigné ou la personne autorisée au niveau du siège].

La loi applicable à cette garantie sera celle de [si l'autorité contractante est l'Union européenne et que l'institution financière émettrice de la garantie est établie en dehors de l'UE : Belgique] [(i) si l'autorité contractante est l'Union européenne et que l'institution financière émettrice de la garantie est établie à l'intérieur de l'UE ; OU (ii) si l'autorité contractante est une autorité du pays partenaire : <le pays dans lequel l'institution financière émettrice de la garantie est établie>]. Tout litige découlant de ou en rapport avec cette garantie sera soumis aux tribunaux de [si l'autorité contractante est l'Union européenne et que l'institution financière émettrice de la garantie est établie en dehors de l'UE : Belgique] [(i) si l'autorité contractante est l'Union européenne et que l'institution financière émettrice de la garantie est établie à l'intérieur de l'UE ; OU (ii) si l'autorité contractante est une autorité du pays partenaire : <le pays dans lequel l'institution financière émettrice de la garantie est établie>].

La garantie entrera en vigueur et prendra effet dès sa signature.

Fait à [*insérer le lieu*], le [*insérer la date*]

|  |  |
| --- | --- |
| *[Signature]*  *[Fonction au sein de l'institution financière/la banque]* | *[Signature]*  *[Fonction au sein de l'institution financière/la banque]* |

*Cachet de l'organisme fournissant la garantie*

**FED uniquement**

***Régime fiscal et douanier***

***Article 31 de l'annexe IV de l'Accord de Cotonou***

1. Les États ACP appliquent aux marchés financés par la Communauté un régime fiscal et douanier non moins favorable que celui qu'ils appliquent aux États les plus favorisés ou aux organisations internationales de développement avec lesquels ils entretiennent des relations. Pour la détermination du traitement de la nation la plus favorisée (NPF), il n'est pas tenu compte des régimes appliqués par l'État ACP concerné à d'autres États ACP ou à d'autres pays en développement.
2. Sous réserve des dispositions ci-dessus, les dispositions suivantes s'appliquent aux marchés financés par la Communauté :
3. le marché n'est pas soumis dans l'État ACP bénéficiaire à des droits de timbre ou d'enregistrement ou à des taxes fiscales d'effet équivalent, que ces taxes existent déjà ou qu'elles soient instituées à l'avenir ; toutefois, ces marchés sont enregistrés conformément à la législation en vigueur dans l'État ACP et une redevance correspondant au service rendu peut être perçue à ce titre ;
4. les bénéfices et/ou revenus provenant de l'exécution des marchés sont imposables selon le régime fiscal interne de l'État ACP concerné, à condition que les personnes physiques ou morales qui réalisent ces bénéfices et/ou revenus aient un siège permanent dans cet État, ou que l'exécution du marché dure plus de six mois ;
5. les entreprises qui doivent importer du matériel professionnel pour l'exécution de marchés de travaux bénéficient, si elles en font la demande, du régime d'admission temporaire prévu par la législation nationale de l'État ACP bénéficiaire pour ce matériel ;
6. les équipements professionnels nécessaires à l'exécution de tâches définies dans un marché de services sont admis temporairement dans le ou les États ACP bénéficiaires, conformément à leur législation nationale, en franchise de droits fiscaux, de droits d'importation et de droits de douane et d'autres taxes d'effet équivalent, lorsque ces droits et taxes ne constituent pas la rémunération de services rendus ;
7. les importations effectuées dans le cadre des marchés d'approvisionnement sont admises dans l'État ACP bénéficiaire sans droits de douane, droits à l'importation, taxes ou impositions fiscales d'effet équivalent. Le marché d'approvisionnement originaire de l'État ACP concerné est conclu sur la base du prix départ usine des fournitures, auquel peuvent s'ajouter les charges fiscales internes applicables à celles-ci dans l'État ACP ;
8. les carburants, lubrifiants et liants hydrocarbonés et, en général, tous les matériaux utilisés dans l'exécution des marchés de travaux sont réputés avoir été achetés sur le marché local et sont soumis aux règles fiscales applicables en vertu de la législation nationale en vigueur dans l'État ACP bénéficiaire ; et
9. les effets personnels et domestiques importés pour être utilisés par les personnes physiques, autres que celles recrutées localement, engagées dans l'exécution de tâches définies dans un marché de services et les membres de leur famille, sont exonérés de droits de douane ou d'importation, de taxes et d'autres charges fiscales d'effet équivalent, dans la limite de la législation nationale en vigueur dans l'État ACP bénéficiaire.
10. Toute question non couverte par les dispositions ci-dessus relatives au régime fiscal et douanier reste soumise à la législation nationale de l'État ACP concerné.

# 

# VOLUME 3

# SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Poste | Spécification |  |
| Guichet unique | Construction d'un bâtiment à guichet unique mesurant 32m x 9m |  |

**DÉTAIL ESTIMATIF**

**BÂTIMENT À GUICHET UNIQUE AU PK51**

**VOLUME 4.1**

**MODÈLES D'OFFRES FINANCIÈRES**

**NOTES INTERPRÉTATIVES**

Le marché peut être :

a) à forfait,

b) à prix unitaires,

c) mixte.

1. Le marché à forfait est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l’ensemble des travaux qui font l’objet du marché. Ce prix forfaitaire est calculé, s’il y a lieu, sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire. Dans ce cas, chacun des postes de la décomposition est affecté d’un prix forfaitaire. Le montant global est calculé par addition des différents prix forfaitaires indiqués pour chacun des postes. Dans le cas où les postes sont affectés de quantités, il s’agit de quantités fermes établies par le pouvoir adjudicateur. Une quantité ferme est la quantité pour laquelle le titulaire a présenté un prix forfaitaire, qui lui est payé quelle que soit la quantité réellement fournie.
2. Le marché à prix unitaires est celui dans lequel, sur la base d’un détail estimatif établi par l'autorité contractante, les travaux sont décomposés en différents postes. Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.
3. Le marché mixte est celui dont les prix sont fixés et les travaux payés selon deux au moins des modes prévus aux paragraphes 1 et 2. Lorsque le marché est mixte, le dossier d’appel d’offres indique les modalités de fixation des prix.
4. Chaque dossier d’appel d’offres doit déterminer le type exact de marché utilisé. Le détail estimatif et le bordereau de prix (pour des marchés à prix unitaires) ou la décomposition du prix global et forfaitaire (pour des marchés à forfait) doivent donner une information suffisante sur les quantités de travaux à réaliser pour permettre la préparation des offres et, une fois le marché en vigueur, fournir une base chiffrée à l’évaluation des travaux réalisés. Afin d’atteindre ces objectifs, les travaux doivent faire l’objet d’une analyse dans le détail estimatif et le bordereau de prix (pour des marchés à prix unitaires)/la décomposition du prix global et forfaitaire afin de différencier les différents types de travaux, les travaux de même nature effectués à différents endroits ou selon tout autre critère susceptible d’entraîner une variation des coûts. Leur présentation et leur contenu doivent être aussi brefs et simples que possible, tout en restant cohérents avec les exigences susmentionnées.

**Travaux en régie**

L'insertion dans le marché de la faculté de travaux en régie se justifie pour des travaux imprévus, non couverts par le détail estimatif ou par la décomposition du prix global et forfaitaire. Le tableau des travaux en régie doit comprendre une liste des différents types de main œuvre, de matériaux et d’installation de construction pour lesquels les prix horaires sont indiqués par les soumissionnaires, joint d’une déclaration concernant les conditions de paiement du titulaire pour les travaux exécutés. Le tableau des travaux en régie doit également comporter les quantités estimées pour chaque rubrique.

Une provision générale pour de tels travaux imprévus payés en régie peut être prévue en incluant un montant provisoire.

**Ces notes relatives à la préparation de l’offre financière sont seulement destinées à l’information du pouvoir adjudicateur ou de la personne préparant les documents de l’appel d’offres. Elles ne doivent pas figurer dans le document final. Sont joints des exemples de modèles d'offre financière pour des marchés à forfait et des marchés à prix unitaires. Ces modèles n’ont qu’une valeur indicative et peuvent être modifiés/combinés selon les besoins du projet.**

VOLUME 4.3

MODÈLES D’OFFRES FINANCIÈRES

**MARCHÉS À PRIX UNITAIRE**

**Contenu**

**4.3.1 — Introduction**

**4.3.2 — DÉTAIL ESTIMATIF**

**VOLUME 4.3.1 — INTRODUCTION**

**1. Généralités**

1.1 Le détail estimatif (Volume 4.3.2) est le document comportant une ventilation par poste des travaux à exécuter dans le cadre d'un marché à prix unitaires, et indiquant pour chaque poste une quantité et le prix unitaire correspondant. Les quantités fixées dans le Détail estimatif sont des quantités estimées. Chaque prix de chaque poste du Détail estimatif est précisé davantage dans le Bordereau des prix (Volume 4.3.3).

Les montants dus sont fixés par la détermination par des métrés de la masse réelle des travaux exécutés et par l'application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées pour les postes correspondants.

1.2 La décomposition détaillée des prix (Volume 4.3.5) est la liste contenant les coûts de base, les coûts nets et les majorations dont résulte chaque prix figurant sur le Détail estimatif et le Bordereau des prix ainsi que sur le Tableau des travaux en régie.

La décomposition détaillée des prix fournit les coefficients pour l'application de la formule de révision des prix visée à l'article 48.2 des Conditions particulières et peut servir de base à l'évaluation des travaux supplémentaires commandés visés à l'article 37.5 des Conditions générales.

1.3 Les sommes provisionnelles à utiliser lorsque les travaux doivent être exécutés sur une base journalière (Volume 4.3.4) ne peuvent être exécutées que sur ordre administratif du maître d'œuvre conformément aux termes du marché.

**2. Spécifique aux volumes 4.3.2, 4.3.3 et 4.3.4**

2.1 Les prix indiqués dans le Détail estimatif et le Bordereau des prix couvrent la totalité de la valeur des travaux décrits dans les postes, y compris tous les coûts et dépenses requis pour la réalisation des travaux, de même que les travaux temporaires et équipements nécessaires et tous les risques généraux, responsabilités et obligations expressément ou implicitement prévus dans les documents sur lesquels l’offre se base. Les charges d’établissement, profits et indemnités de toutes les obligations sont également réparties uniformément sur l’ensemble des prix unitaires.

2.2 Sauf mention spécifique et claire dans les spécifications techniques ou le Bordereau des prix et le Détail estimatif, seuls les travaux permanents sont évalués.

2.3 Aucune somme ne sera prévue pour la perte de matériaux ou de volume durant le transport ou le compactage.

2.4 Les prix du Détail estimatif, du Bordereau des prix et du Tableau des travaux en régie sont forfaitaires et incluent toute taxe ou tout droit fiscal non exonéré.

2.5 Les prix unitaires des volumes 4.3.2 et 4.3.4 sont obtenus en multipliant le coût net du Volume 4.3.5 - Tableau D, d'une part, par le coefficient K, d'autre part.

Le coefficient K représente les proportions entre les coûts du site (Fc) du Volume 4.3.5 - Tableau E et les coûts totaux nets (Ps) et entre les coûts généraux (Fg) du Volume 4.3.5 - Tableau F et le prix du marché (Pv) : K = (1+A)/(1-B) où

A= Fc/Ps

B =Fg/Pv

2.5 Les unités de calcul utilisées dans la documentation technique jointe sont celles du Système International (SI). Aucune autre ne sera utilisée pour l’évaluation, la fixation des prix, les détails des plans, etc. (Toute unité non mentionnée dans la documentation technique doit aussi être exprimée conformément aux termes du SI). Les abréviations utilisées dans le bordereau s’interprètent de la manière suivante :

mm = millimètre

m = mètre

mm² = millimètre carré

m² = mètre carré

m³ = mètre cube

kg = kilogramme

to = tonne (1000 kg)

pcs = pièces

h = heure

L.s. = somme forfaitaire

km = kilomètre

l = litre

% = pour cent

N.d = diamètre nominal

m/m = mois-homme

m/d = jour-homme

**VOLUME 4.3.2 — DÉTAIL ESTIMATIF**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N° PRIX** | **TITRE** | **UNITÉ** | **PRIX UNITAIRE** | **QUANTITÉS**  **ESTIMÉES** | **MONTANT** |
| (a) | (b) | (c) | (d) | (e) | (f = d \* e) |
| 000 | <par exemple : installation du site> |  |  |  |  |
| 001 |  |  |  |  |  |
| … |  |  |  |  |  |
|  | Total 000-99 |  |  |  |  |
| 100 |  |  |  |  |  |
| 101 |  |  |  |  |  |
| … |  |  |  |  |  |
|  | Total 100-199 |  |  |  |  |
| 200 |  |  |  |  |  |
| 201 |  |  |  |  |  |
| … |  |  |  |  |  |
|  | Total 200-299 |  |  |  |  |
| 300 |  |  |  |  |  |
| 301 |  |  |  |  |  |
| … |  |  |  |  |  |
|  | Total 300-399 |  |  |  |  |
| …. |  |  |  |  |  |
| Montant total des travaux, travaux d’aménagement extérieur |  |  |  |  |  |
| Travaux d’aménagement |  |  |  |  |  |
| Total |  |  |  |  |  |

Note : La numérotation des prix sous (a) et leurs titres sous (b) correspondent à ceux du Bordereau des prix.

**VOLUME 4 de 6 :**

**RAPPORT FINAL DE CONCEPTION ARCHITECTURALE ET TECHNIQUE ET RAPPORT FINAL DE FAISABILITÉ – GUICHET UNIQUE PK 51, DJIBOUTI**

**Spécifications techniques spéciales (STS)**

A white building with a stone driveway

Description automatically generated with medium confidence

**CONSTRUCTION D'UN POSTE FRONTIÈRE À GUICHET UNIQUE POUR LES TRANSACTIONS TRANSFRONTALIÈRES**



**RÉSUMÉ**

**.**

**CHAPITRE 1 - GÉNÉRALITÉS**

Article 1 OBJECTIF

Article 2 LIEU D’EXÉCUTION

Article 3 PLANS

Article 4 COMPOSITION OF THE STATE CORPS

Article 5 LIMITES DU PROJET

Article 6 COMMENTAIRES

Article7 VÉRIFICATION DES PLANS

Article 8 MAINTIEN EN ÉTAT DES VOIES ET DES RÉSEAUX

Article 9 NETTOYAGE DU CHANTIER

Article 10 SÉCURITÉ DU CHANTIER 6

Article 11 RÈGLES ET DOCUMENTS TECHNIQUES

Article 12 DOCUMENTS

**CHAPITRE 2 - DESCRIPTION DES TRAVAUX**

1. [**TRAVAUX PRÉPARATOIRES**](file:///C:\Users\EDMON\Desktop\DJIBOUTI%20TENDER%20WORKS%20Construction%20PK51%20Mar%2024_FR_Kudo.docx#_TOC_250002)
2. TRAVAUX DE TERRASSEMENT
3. RÉSEAU D’ASSAINISSEMENT
4. FONDATION EN BÉTON ARMÉ
5. BÉTON ARMÉ SURÉLEVÉ
6. TRAVAUX DE CONSTRUCTION
7. ISOLATION THERMIQUE - ÉTANCHÉITÉ
8. TOITURE ET CHARPENTE MÉTALLIQUE
9. REVÊTEMENTS DE SOL ET DE MUR
10. MENUISERIE EN BOIS
11. MENUISERIE MÉTALLIQUE.
12. MENUISERIE EN ALUMINIUM
13. ÉLECTRICITÉ
14. PLOMBERIE SANITAIRE
15. PEINTURE

**ANNEXES**

[**PLANS**](file:///C:\Users\EDMON\Desktop\DJIBOUTI%20TENDER%20WORKS%20Construction%20PK51%20Mar%2024_FR_Kudo.docx#_TOC_250001)

[**DEVIS ET QUANTITÉS**](file:///C:\Users\EDMON\Desktop\DJIBOUTI%20TENDER%20WORKS%20Construction%20PK51%20Mar%2024_FR_Kudo.docx#_TOC_250000)

**CHAPITRE 1- GÉNÉRALITÉS**

Article 1: OBJECTIF

Le présent cahier des charges a pour objet de définir les matériaux et produits à utiliser pour la construction d'un bâtiment destiné au poste frontière à guichet unique à Pk51 :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Numéro de lot** | **Nom** | **Surface**  **de la parcelle en m²** | **NOTES** |
| Lot I | Poste frontière à guichet unique | m² | Terrain nu |

Article 2: LIEU D'EXÉCUTION

Avant tout travail, l'entrepreneur doit vérifier les dimensions en plan et en élévation sur tous les plans qui lui sont fournis, ainsi que la concordance entre le présent document et les plans.

Article 3: PLANS

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| * **Plan** | **n°** | **00** | **Plan du cadastre** |
| * **Plan** | **n°** | **01** | **Plan du rez-de-chaussée** |
| * **Plan** * **Plan** | **n°**  **n°** | **02**  **03** | **Plan de vue de l'étage**  **Plan de façade OUEST** |
| * **Plan** | **n°** | **04** | **Plan de façade EST** |
| * **Plan** | **n°** | **05** | **Plan du côté OUEST** |
| * **Plan** | **n°** | **06** | **PLAN ÉLECTRIQUE - Rez-de-chaussée** |
| * **Plan** | **n°** | **07** | **PLAN ÉLECTRIQUE - ÉTAGE** |
| * **Plan** | **n°** | **08** | **Plan de la toiture** |
| * **Plan** | **n°** | **09** |  |
|  |  |  | **Plan des installations sanitaires au rez-de-chaussée** |
| * **Plan** | **n°** | **10** | **Plan de détail sanitaire du rez-de-chaussée** |
| * **Plan** | **n°** | **11** | **Plan des fondations** |
| * **Plan** | **n°** | **12** | **Section A - A** |
| * **Plan** | **n°** | **13** | **Plan de marquage des emplacements** |

Article 4 : DIFFÉRENTS TRAVAUX À EFFECTUER SUR LE CORPS DU BÂTIMENT

1. TRAVAUX PRÉPARATOIRES
2. TRAVAUX DE TERRASSEMENT
3. RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT
4. FONDATIONS EN BÉTON ARMÉ
5. BÉTON ARMÉ SURÉLEVÉ
6. TRAVAUX DE CONSTRUCTION
7. ISOLATION THERMIQUE – ÉTANCHÉITÉ
8. COUVERTURE ET CHARPENTE MÉTALLIQUE

10 – REVÊTEMENT DE SOLS ET DE MURS

11- MENUISERIE BOIS

1. MENUISERIE MÉTALLIQUE
2. MENUISERIE ALUMINIUM
3. ÉLECTRICITÉ
4. PLOMBERIE – INSTALLATIONS SANITAIRES
5. PEINTURE

Article 5: LIMITES DU PROJET

L'entrepreneur chargé des travaux de construction limitera ses prestations à celles explicitement définies dans le présent document.

Article 6: COMMENTAIRES

Il est convenu que la quantité du travail communiquée par l'entrepreneur comprend tous les travaux nécessaires liés à l'achèvement des travaux et au nettoyage de tous les locaux en fin de chantier.

L'entrepreneur sera réputé avoir exécuté tous les travaux qui lui incombent conformément aux règles de l'art.

Article 7 : VÉRIFICATION DES PLANS

L'entrepreneur doit vérifier les dimensions des plans de construction avant l'exécution des travaux. Aucune mesure ne doit être prise à l'échelle métrique des plans de construction.

Les conséquences matérielles des erreurs ou des discordances dans les dimensions seront supportées par l'entreprise qui n'en aura pas avisé par écrit le maître d'œuvre avant l'exécution.

Article 8 : MAINTIEN EN ÉTAT DES VOIES ET DES RÉSEAUX

L'entrepreneur est responsable du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures et installations de toute nature, publics ou privés, concernés par ses propres travaux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du chantier.

Il doit donc procéder à toutes les réparations, réfections ou nettoyages nécessaires. Il ne doit pas causer de gêne à la circulation.

Article 9: NETTOYAGE DU CHANTIER

Jusqu'à la réception provisoire, l'entrepreneur doit s'assurer que toutes les pièces mobiles et les équipements de toute nature sont en bon état de fonctionnement.

Périodiquement ou à la demande du maître d'œuvre, l'entrepreneur doit débarrasser le chantier de tous les gravats ou matériaux inutilisés sans interrompre les travaux en cours.

Article 10 : SÉCURITÉ DU CHANTIER

L'entrepreneur est responsable de la sécurité du chantier.

D'une manière générale, il doit veiller à ce que tous les dispositifs de sécurité exigés par la loi soient en place.

L'entrepreneur est responsable des éboulements, affaissements ou dégâts de toute nature qui pourraient se produire et, d'une manière générale, des dommages de toute nature qui pourraient résulter de l'exécution des travaux.

Article 11 : RÈGLES ET DOCUMENTS TECHNIQUES

Lors de l'exécution des travaux, l'entrepreneur sera soumis aux spécifications et documents techniques de base suivants :

* Nouvelles règles techniques de conception et de calcul des ouvrages en béton armé, Règles BAEL.
* Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics de Djibouti (LBTP).
* Le bâtiment doit être conçu conformément à la réglementation sismique en vigueur à Djibouti (Zone 2 - Force 8.3).

Article 12: DOCUMENTS

Toutes les fiches techniques des matériaux doivent être présentées et approuvées par le maître d'œuvre avant l'installation.

* **A/ Période de préparation**
* Notes descriptives détaillées sur les différents matériaux et produits utilisés.
* Le planning des travaux.
* Notes de calcul des fondations et de tous les éléments structurels du bâtiment, en particulier la note de calcul de la charpente métallique.
* Dessins cotés des évidements dans les structures en béton armé pour les besoins des corps d'état secondaires.
* Études et plans avec les détails nécessaires à l'exécution des travaux de menuiserie aluminium métal et bois.
* Plans des différents réseaux - adduction d'eau - assainissement et drainage.
* Études, calculs, plans, schémas et toutes les instructions nécessaires pour l'ensemble électricité/climatisation.
* **B/ Travaux**
* Études, plans d'exécution et détails des travaux.
* Notes de calcul précisant la nature des aciers et des panneaux utilisés pour les structures en béton armé.

**CHAPITRE 2 - DESCRIPTION DES TRAVAUX**

**ÉTENDUE DES TRAVAUX**

* 1. **TRAVAUX PRÉPARATOIRES**
* Les travaux englobent:
  + - L'installation de la clôture et de la signalisation du chantier ;
    - L'exécution des travaux temporaires de voirie de chantier et de raccordement aux réseaux ;
    - L’implantation des structures;
    - La mise en place des installations fixes de chantier ;
    - La démolition des structures existantes (habitations en tôle et en brique).

**GÉNÉRALITÉS - NORMES**

État du terrain:

L'entrepreneur prendra possession du terrain dans son état actuel. Il est donc réputé connaître parfaitement les moyens d'accès ainsi que les différentes servitudes ou contraintes.

Les plans et documents du dossier de projet concernant l'état des lieux ne sont donnés qu'à titre indicatif.

L'entrepreneur devra donc vérifier et compléter sur place, sous sa propre responsabilité, les informations fournies par les plans et les différents documents.

Tout dommage causé par l'entrepreneur :

Les réparations nécessaires à la suite de dommages causés à la chaussée par l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

Tout dommage causé par l'entrepreneur :

L'entrepreneur veillera à ne pas salir ou endommager la chaussée adjacente au chantier.

Nettoyage des locaux et des routes environnantes :

Tout dommage (saleté et détérioration des routes environnantes) causé par les travaux sera réparé aux frais de l'entrepreneur.

Plan général du chantier :

Avant tout début des travaux, l'entrepreneur soumettra au maître d'œuvre le plan d'aménagement du chantier : voies et réseaux du chantier, zones de stockage des matériaux, emplacements des équipements, implantation des installations fixes du chantier (bureau, local WC, etc.), zones de stationnement (personnel du chantier, accès pour le transport des matériaux), etc.

Voirie, réseaux et divers :

Les fouilles seront suffisamment larges pour permettre la pose aisée des canalisations. Le fond de fouille sera réglé en pente régulière et plane.

La pente sera toujours constante entre deux trous d’homme, mais pourra être différente dans deux tronçons adjacents.

L'ouverture des tranchées, la pose des tuyaux et la construction des trous d’homme doivent être effectuées simultanément après le remblayage pour permettre l'essai des tuyaux et immédiatement après le remblayage. Les tranchées ne doivent pas rester ouvertes plus de 15 jours.

Les trous d’homme seront placés de manière à ce que les conduites puissent être inspectées ou vérifiées sur toute leur longueur. Chaque section de tuyau peut être vérifiée avant le remblayage.

L'entrepreneur sera responsable des éboulements qui pourraient se produire, quelle qu'en soit la nature, et en général des dégâts de toute nature qui pourraient résulter de l'ouverture des tranchées.

**DESCRIPTION DES TRAVAUX**

* **Bureau de chantier :**

La construction et l'entretien d'un bureau de 3 m x 4 m, soit 12 m², qui sera utilisé par l'entreprise et pour les réunions avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Il comprendra les équipements suivants : 2 néons de 1,20 m, 1 souffleur d'air et toutes les finitions. Le bureau doit être fonctionnel pendant toute la durée des travaux et doit comporter des fenêtres et une porte fermant à clé.

* **Mobilier du bureau de chantier :**

Le bureau de chantier doit comprendre le mobilier suivant

- 1 bureau de 1 x 1,50 m ;

- 4 chaises ;

- 1 armoire de rangement fermant à clé ;

- 1 tableau d'affichage de 1,22 m x 2,44 m.

**Chambre du concierge :**

* - sans objet -
* **Local WC :**

Un local WC de 1,20 m x 1,20 m sera construit à proximité immédiate du bureau de chantier et comprendra une cuvette WC à l'anglaise et un lave-mains. Il sera également équipé d'un bandeau lumineux de 0,60 m. Les toilettes seront raccordées au système de traitement des eaux usées situé à proximité.

* **Clôture du chantier et signalisation :**

L'entrepreneur sera chargé de construire les différentes clôtures de chantier en fonction des différentes phases des travaux.

Il sera également responsable de toute la signalisation du chantier et des travaux.

* **Implantation des ouvrages**

Avant tout travail, l'entrepreneur doit vérifier les dimensions tant en plan qu'en élévation sur tous les plans qui lui sont fournis, ainsi que la concordance entre le présent document et les plans.

L'implantation et le piquetage des ouvrages seront à la charge de l'entrepreneur qui effectuera, à ses frais et sous sa responsabilité, l'implantation selon les plans qui lui sont fournis et selon les instructions qui lui sont données par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur doit disposer sur le chantier de tout le matériel nécessaire à l'implantation des ouvrages.

Il devra également implanter les bâtiments et les clôtures, et marquer les contours des ouvrages à l'aide de piquets et de chaises.

Cela permettra d'établir l'élévation des travaux préliminaires de remblayage pour niveler le sol.

* **Nettoyage des locaux:**

L'entrepreneur sera responsable du nettoyage pendant et après l'achèvement des travaux et de l'enlèvement du matériel de l'entreprise à la fin des travaux.

* **Frais divers:**

L'entrepreneur devra réaliser les branchements provisoires d'eau et d'électricité sur le chantier et assurer les abonnements et consommations jusqu'à la fin des travaux.

Il devra également assurer, à ses frais, le gardiennage des lieux jour et nuit, 7 jours sur 7, jusqu'à la réception provisoire.

**Raccordements définitifs de l'immeuble au réseau Électricité De Djibouti (EDD) et à l’Office Nationale de l’Eau et de l’Assainissement de Djibouti (ONEAD):**

***Les devis quantitatifs et estimatifs ci-joints n’englobent pas les coûts des raccordements définitifs EDD et ONEAD, qui doivent être réalisés par le maître d'ouvrage.***

* **Panneau de chantier:**

L'entrepreneur doit fournir et installer des panneaux de 2,5 cm d'épaisseur mesurant 2,44 m x 2,44 m. Ces panneaux seront fixés à un support métallique ancré dans des socles en béton enterrés. Ces panneaux seront assemblés à une hauteur de 2,50 m du sol avec un espacement horizontal de 10 cm. Les indications contenues seront conformes au modèle ci-dessous:

* (Le fond sera en couleur blanche et le lettrage en couleur noire).

|  |  |
| --- | --- |
| RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI | |
| **CONSTRUCTION D’UN GUICHET UNIQUE POUR LES TRANSACTIONS TRANSFRONTALIÈRES** | |
| Client | MINISTÈRE DU COMMERCE ET DU TOURISME |
| Maître d'ouvrage délégué |  |
| Chef de projet |  |
| Entreprise | (Adjudicataire et signataire du contrat) |
| Financement | COMESA |

**GÉNÉRALITÉS - NORMES**

État du terrain:

L'entrepreneur prend possession du terrain dans son état actuel. Il est donc censé connaître parfaitement les moyens d'accès ainsi que les différentes servitudes ou contraintes.

Tout dommage causé par l'entrepreneur :

Les réparations nécessaires à la suite de dommages causés à la chaussée par l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

Tout dommage causé par l'entrepreneur :

L'entrepreneur veillera à ne pas salir ou endommager la chaussée adjacente au chantier.

L'entrepreneur devra donc vérifier et compléter sur place, sous sa propre responsabilité, les informations fournies par les plans et les différents documents.

Les réparations nécessaires suite aux dégâts causés par l'entrepreneur aux bâtiments voisins ou à la chaussée sont à la charge de l'entrepreneur.

Nettoyage des locaux et des routes environnantes :

Tout dommage (saleté et détérioration des routes environnantes) causé par les travaux sera réparé aux frais de l'entrepreneur.

**DESCRIPTION DES TRAVAUX**

Emplacement: Pk51.

Démolition de bâtiments existants

Démolition des bâtiments existants, y compris les toilettes et les fondations, et évacuation des gravats et des déchets vers une décharge publique. Nettoyage du chantier pour la construction du bâtiment GUOT.

Les bâtiments à démolir complètement sont les suivants :

**ÉTENDUE DES TRAVAUX**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° | Description du bâtiment à démolir  à démolir | Dimensions en mètres |
| **01** |  |  |
| **02** |  |  |
| **03** |  |  |
| **04** |  |  |
| **05** |  |  |
| **06** |  |  |

* 1. TRAVAUX DE TERRASSEMENT
* Les travaux englobent :
  + - Le déblaiement du terrain selon les dimensions commandées par l'inspecteur. Il comprend le nivellement, l'arrosage et le compactage du fond des coffrages.
    - Le remblayage pour niveler le sol, y compris le nivellement, l'arrosage et le compactage ;
    - Le nivellement du sol par l'ajout du remblai ;
    - L'excavation des fondations, le remplissage des cavités de fondation et, le cas échéant, le transport de la terre excédentaire vers un site d'enfouissement ;
    - L'excavation pour les réseaux et les ouvrages d'assainissement, le remblayage et le compactage du fond de fouille ;
    - L'excavation pour les réseaux d'électricité et d'eau, le remblayage et le compactage du fond de fouille ;
    - L'excavation de la fosse de vidange.

**GÉNÉRALITÉS - NORMES**

* **Excavation :**

Les travaux d'excavation consistent à découper à l'épaisseur fixée par l’inspection et à évacuer les gravats vers la décharge. La couche de forme obtenue par l'excavation sera nivelée, réglée, arrosée et compactée à 92% du Proctor.

* **Remblai:**

Les matériaux utilisés pour le remblai doivent répondre aux spécifications techniques ci-dessous :

* Aucun élément ne peut avoir une hauteur supérieure à 30 mm dans toutes les directions ;
* La teneur en eau naturelle au moment de l'utilisation doit être égale ou inférieure à celle de l'optimum Proctor normal ;
* L'indice de plasticité doit être inférieur à 20 ;
* La densité sèche correspondant à l'optimum Proctor doit être au moins égale à 1,60.
* **Remblayage des fouilles:**

Les sols excavés peuvent être utilisés comme remblai s'ils répondent aux conditions de remblai mentionnées ci-dessus. Si les déblais ne sont pas satisfaisants, les tranchées seront remblayées avec du sable. Ce remblai sera ensuite étalé en couches d'une épaisseur maximale de 20 cm ; chaque couche sera bien arrosée puis soigneusement compactée à l'aide d'un compacteur. Le compactage sera effectué de manière à obtenir 95 % de la densité Proctor modifiée du matériau utilisé.

**DESCRIPTION DES TRAVAUX**

* **Excavation:**

Les travaux d'excavation consistent à découper aux épaisseurs fixées par l'inspection et à évacuer les gravats vers une décharge. La couche de forme obtenue après excavation sera nivelée, réglée, arrosée et compactée à 92% du Proctor modifié.

* **Remblai:**

Fourniture de remblai à l'intérieur des cellules définies par les dalles en radier. Ce remblai sera mis en place en une seule couche de 25 cm d'épaisseur et soigneusement compacté. Le compactage sera effectué de manière à obtenir 95% de la densité Proctor modifiée du matériau utilisé. Des essais de densité seront effectués in situ, aux frais de l'entrepreneur, par le laboratoire T.P. après la mise en place de chaque couche de remblai.

* **Excavations pour les fondations:**

Excavation, à l'aide d'une pelle et d'une pioche avec un jet de déblais, pour les chevrons inversés des fondations.

Dimensions : largeur : 30 cm - profondeur : 15 cm.

Le fond horizontal de la fouille et les parois verticales de la fouille doivent constituer une base plane sans aucun point saillant. Elles doivent être parfaitement nivelées et damées.

Une fois les fondations réalisées, les fouilles seront remblayées jusqu'au niveau final.

* **Excavations pour le réseau d'égouts - l'électricité - les conduites d'eau**

Excavation pour le réseau d'égouts, à l'aide d'une pelle et d'une pioche avec jet de rive.

Les fouilles pour les canalisations, les trous d’homme, les complexes de fosse septiques, les bacs à graisse, etc. seront descendus verticalement.

La base de l'excavation sera ajustée pour correspondre à la pente des tuyaux et doit fournir une surface plane sans points saillants.

L'entrepreneur doit installer des filets de signalisation bleus et rouges pour les conduites de distribution d'eau et les conduites d'alimentation électrique des candélabres.

Remblayage des tranchées : L'autorisation de remblayer les tranchées des différents réseaux et canalisations ne sera donnée par le maître d'œuvre que si les travaux d'installation et les essais ont été pleinement satisfaisants.

* Excavation de 0,50 m de profondeur pour le réseau d'égouts ;
* Tranchée de 0,40 m de profondeur pour le réseau d'adduction d'eau ;
* Excavation de 0,70 m de profondeur pour le réseau d'alimentation électrique des candélabres et leur raccordement au bâtiment ;

**ÉTENDUE DES TRAVAUX**

* 1. RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT
* Les travaux à réaliser sont les suivants :
  + - Travaux sur le complexe de fosses septiques ;
    - Travaux de construction de la fosse septique ;
    - Travaux sur le bac à graisse ;
    - Installation de collecteurs d'eaux usées.

**GÉNÉRALITÉS - NORMES**

Essai - Acceptation des travaux:

Les tuyaux seront testés et nettoyés avant d'être livrés afin de s'assurer qu'aucun déchet ou détritus ne subsiste lors de leur mise en service.

Des essais d'étanchéité peuvent être effectués. Ces essais peuvent être effectués par section, aux frais de l'entrepreneur.

**DESCRIPTION DES TRAVAUX**

* **Complexe de fosse septique:**

Construction d'un ensemble comprenant une fosse septique et un filtre à voie lent :

A/ Fosse septique - prévue pour 50 usagers - Béton n°3 pour fosse septique, qualité « prise mer ».

La fosse septique sera construite conformément au plan publié par le Service de l'Urbanisme et de l'Habitat, dimensionnée pour 50 usagers.

Elle comprendra **1 collecteur ; 1 dilueur and 1 filtre à voie lent.**

* Les travaux à effectuer sont les suivants :
* Béton propre, d'une épaisseur de 5 cm, coulé sur un film de polyane ;
* Fosse septique à deux compartiments, collecteur et dilueur en béton armé coffré in situ avec une séparation médiane assurant une circulation basse des effluents à traiter ;
* Cloison centrale de 15 cm d'épaisseur avec deux trous au fond ;
* Réservation pour le tuyau d'arrivée des effluents et la sortie vers le filtre ;
* Enduit intérieur étanche (mortier n°4), lissé avec gouttière et rainures dans les angles ;
* Recouvrement par des dalles en béton. L'ensemble du système doit être étanche aux odeurs ;
* Un revêtement de peinture à base de brai de pétrole pour imperméabiliser les fosses et les filtres avec de la terre sera appliqué sur les parties verticales des structures.
* Trappes avec pré-cadre en fonte ; dimensions : 70 cm x 70 cm.

Les évents de dilueur seront réalisés en PVC de type « pression ».

La partie inférieure de ce tuyau sera enterrée horizontalement et remontera le long des murs des façades jusqu'au sommet du toit. L'extrémité supérieure sera protégée par une toile moustiquaire en cuivre, en aluminium ou en plastique.

La dalle recouvrant la fosse sera dimensionnée pour supporter la charge d'un camion vidangeur stationné au-dessus de la fosse septique.

Le coffrage de la dalle sera réalisé à l'aide de plaques de contreplaqué d'une largeur maximale de 50 cm, qui pourront ensuite être facilement retirées par les trous d'homme de la fosse.

Dalle de toit en béton armé : 2 couches d'armature.

B/ Filtre à fonctionnement lent No. 3 béton pour filtre.

Le filtre sera construit selon le plan établi par l'ingénieur chargé de l'étude. L'intérieur du filtre sera revêtu de pouzzolane.

* Les dimensions extérieures des filtres sont les suivantes :
* Longueur: 3,60 m - largeur: 0,70 m.

Fosse septique :

Les eaux usées et les eaux vannes sortant du bac à graisse et du filtre de la fosse septique seront déversées dans un puits filtrant.

***Les travaux englobent :***

* Les travaux de terrassement et l'enlèvement des déblais.

***Mise en place par couches successives :***

* 0/40 cm de sable calibré (non compacté). La profondeur sera déterminée par le niveau de l'étiage et sera au moins égale ou supérieure à 6,00 m ;
* Tuyau en béton de 40 cm de diamètre, perforé et posé verticalement dans une couche placée sur des matériaux de gros calibre pour éviter le colmatage des drains par des éléments fins ;
* Tout sable 0/10 cm sur une hauteur de 20 cm (non compacté), protégé par un filtre synthétique non tissé de 200 g/m² ;
* Recouvert d'une dalle de béton. L'ensemble du système doit être étanche aux odeurs.
* Dimensions:
* 50 utilisateurs : diamètre 4,00 m – profondeur : de 3,70 m à 4,70 m Bac à graisse

:

Béton n° 3 pour bac à graisse.

Le bac à graisse sera construit conformément au plan établi par l'ingénieur chargé de l'étude.

Les dimensions extérieures des bacs sont les suivantes :

* Longueur 1,10 m - largeur 1,10 m
* Les travaux englobent:
* Du béton propre, d'une épaisseur de 5 cm, coulé sur un film de polyane.
* Une cuve à deux compartiments en béton armé réalisée sur place.
* Séparation médiane de 10 cm d'épaisseur avec deux trous au fond.
* Enduit intérieur imperméable (mortier n°4), lissé avec une gouttière et des rainures dans les angles.
* Couverture par des dalles en béton et une plaque de trou d'homme carrée. L'ensemble du système doit être étanche aux odeurs.

Une couche de peinture à base de brai de pétrole sera appliquée sur les parties verticales des fondations en béton armé afin d'imperméabiliser le bac à graisse.

* **Vues:**

Béton n° 3 pour trou d'homme.

Trou d'homme, comprenant une base en béton et des parois creuses en aggloméré.

La hauteur du trou d’homme sera définie par le niveau d'eau des canalisations.

Le trou d'homme sera réalisé en béton de propreté, coulé sur un film de polyane.

Les parois intérieures seront recouvertes d'un enduit de ciment (mortier n°4) avec incorporation d'un hydrofuge pour imperméabiliser le mortier.

Les trous d'homme seront équipés d'une plaque de trou d'homme carrée en fonte ductile à fermeture hydraulique reçue sur un cadre carré en fonte, scellé à la dalle. L'ensemble doit être étanche aux odeurs.

* a) - Trou d'homme de 0,60 x 0,60 x 0,80 m ;
* b) - Trou d'homme de 0,80 x 0,80 x 0,80 m.

Une couche de peinture à base de brai de pétrole sera appliquée sur les parties verticales des fondations en béton armé afin d'imperméabiliser les trous d'homme.

Collecteurs d'eaux usées :

Avant le coulage des fondations, les tuyaux en PVC nécessaires pour les eaux usées, les eaux vannes, etc. seront posés, comme décrit dans le lot de travaux PLOMBERIE & SANITAIRE. Les ouvertures pour ces tuyaux seront soigneusement scellées temporairement.

* Les réseaux sont distincts.

Pour les diamètres supérieurs à 200 mm, les collecteurs seront en ciment. Pour les diamètres inférieurs ou égaux à 200 mm, ils seront constitués de tuyaux en PVC rigide de qualité "assainissement".

Avant d'installer le tuyau, l'entrepreneur mettra en place un lit de sable de 10 cm d'épaisseur au fond de l'excavation.

Une fois le tuyau posé, il sera damé avec du sable et recouvert de 10 cm de sable. Un lit de béton sera installé sous chaque joint de tuyau jusqu'à la moitié du tuyau.

* Collecte des eaux vannes et des eaux usées

Les collecteurs souterrains d'eaux vannes et d'eaux usées seront constitués de tuyaux en PVC de qualité "sanitaire".

La pente minimale ne doit pas être inférieure à 1 cm/m ;

Ils doivent comporter les tés nécessaires à l'inspection des tuyaux au niveau du trou d’homme.

Chaque extrémité du collecteur, chaque changement de direction et chaque longueur droite supérieure à 25 m doivent être munis d'un regard de visite.

A la sortie du filtre et du bac à graisse, les drains EU et EV sont regroupés dans un trou d'homme. Un collecteur d'évacuation est dirigé vers le puits filtrant.

* Diamètre du collecteur :
* a - PVC Ø 125 ;
* b - PVC Ø 110 ;
* c - PVC Ø 63.

Évacuation des eaux de pluie et de condensation des systèmes de climatisation - Descentes d'eau de pluie et de condensation : apparentes sur la façade - fixées aux murs à l'aide de colliers et de chevilles :

Conduites d'adduction et de distribution d'eau :

Fourniture et pose de tuyaux en PVC de 32 mm de diamètre, y compris les coudes, les tés et tous les autres raccords, qualité "pression", pour alimenter les différents locaux à partir du regard de comptage de l'ONEAD. Ces tuyaux seront posés sur un lit de sable et recouverts de sable sur une hauteur de 10 cm et d'un grillage avertisseur avant la mise en place du remblai.

* 1. FONDATION EN BÉTON ARMÉ

**ÉTENDUE DES TRAVAUX**

* Les travaux englobent:
  + - Les notes de calcul des fondations ;
    - Les plans de conception, d'exécution et de détail des ouvrages ;
    - La fourniture et la pose d'un film polyane sous les fondations ;
    - Le renforcement du béton et des fondations ;
    - La fourniture et l'application d'une couche de peinture pour imperméabiliser les fondations et les parois de la fosse de vidange.

**GÉNÉRALITÉS - NORMES**

Les matériaux seront installés conformément aux DTU et en particulier aux règles BAEL.

Provenance, qualité, préparation et mise en œuvre des matériaux :

* + - 1. Granulats

Les granulats et les sables pour béton et mortier ne doivent contenir aucune impureté susceptible d'altérer les propriétés du béton ou du mortier.

Tous les granulats doivent être de nature siliceuse résistante et exempts de toute matière terreuse, argileuse, crayeuse, farineuse, etc. et ne doivent pas contenir une proportion très élevée de grains plats ou d'aiguilles.

* + - 1. Sable

Le sable utilisé aura une courbe granulométrique continue, sans élément supérieur à 2,5 mm et un équivalent de sable supérieur à 75.

Le sable de mer est strictement interdit ; le maître d'œuvre se réserve le droit de faire contrôler le sable stocké sur le chantier, aux frais de l'entrepreneur.

* + - 1. Graviers

Les granulats concassés livrés sur le chantier seront préalablement soumis à l'approbation du Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics.

* Les seuls granulats autorisés sur le chantier seront les suivants :
  + - Graviers basaltiques 0/05 concassés
    - Graviers de basalte 0/15 concassés
    - Gravillons de basalte 15/25 concassés
    - Sable d'oued sélectionné 0/3

Une courbe granulométrique sera établie pour chaque matériau livré sur le chantier.

Ces analyses seront effectuées au moins tous les 15 m3 de granulats, aux frais de l'entrepreneur.

1. Liant hydraulique

Pour le choix des ciments nécessaires aux ouvrages de béton armé et de maçonnerie, l'entrepreneur doit se conformer aux normes NF P 15.300 à 15.311, 313, 351, 352 et 353.

Tous les bétons utilisés pour les fondations (béton des semelles, des longrines, etc.) et pour la dalle (coffrage de la dalle) doivent être réalisés avec du ciment de qualité prise de mer.

1. Acier

Toutes les armatures ou treillis métalliques utilisés dans le béton doivent être conformes aux spécifications des règles en vigueur.

Les aciers doux écrouis utilisés sur le chantier seront des barres droites de 6,00 ml ou 12,00 ml de nuance Fe E 50.

Les notes de calcul justificatives préciseront la nature des panneaux utilisés (nombre de couches, maille et diamètre des fils porteurs et de répartition).

L'épaisseur de béton recouvrant les armatures doit être d'au moins 30 mm. Cette distance est obtenue au moyen de cales en béton, qui doivent être espacées de 60 cm au maximum.

Avant utilisation, l'armature doit être brossée et grattée pour la débarrasser des particules de rouille et de calcaire qui s'y sont détachées.

1. Eau de gâchage

Toute eau suspectée de contenir des matières organiques sera analysée par le LNBTP, aux frais du contractant.

1. Produit époxy, additif

La qualité du mortier de résine époxy sera soumise à l'approbation du maître d'œuvre :

* + Une résistance mécanique élevée
  + Une très bonne adhérence au béton dur et à l'acier
  + Une bonne résistance aux acides, aux huiles et aux hydrocarbures.

Le contractant indiquera les produits qu'il compte utiliser et fournira les fiches techniques correspondantes.

1. Joints de dilatation

Après durcissement du béton, les joints de dilatation de 1 cm de large seront remplis de bitume ou d'un produit plastique équivalent.

Les joints de dilatation en bordure de pavage seront traités comme ci-dessus.

1. Bois de coffrage

Tous les bois de coffrage seront en sapin, qualité charpente.

Exécution des structures en béton :

1. Réserves
   1. Réserves dans les structures en béton armé

Le passage des canalisations de toute nature dans les ouvrages en béton armé doit être prévu avant le coulage.

L'entrepreneur veillera à ce que toutes les dispositions telles que la pose des gaines, les réservations pour tous les passages, les rainures ou les trous d'étanchéité, soient prises en compte dans le coffrage dans leur position définitive.

Ces emplacements seront prévus sur base de plans cotés et en fonction des exigences des corps d'état secondaires, tels que plomberie, électricité, menuiserie, etc.

En aucun cas, des trous ne peuvent être percés dans les structures en béton armé après le coulage.

L'entrepreneur sera responsable et supportera les frais des modifications qui pourraient résulter de l'omission ou de l'inobservation des prescriptions ci-dessus.

* 1. Réserves pour les conduites souterraines sous les dalles de plancher

Avant de commencer la pose d'une dalle de plancher, l'entrepreneur doit s'assurer que toutes les canalisations d'eau, d'égout, d'électricité, etc. prévues (souterraines sous la dalle ou encastrées) sont dans leur position définitive.

Ces conduites seront recouvertes, enterrées ou enrobées après les essais jugés nécessaires et approuvés par le maître d'œuvre.

1. Tolérances, dégagements

Par rapport aux positions théoriques, les tolérances admises pour les dépassements d'aplomb sur la hauteur et pour l'alignement sur une longueur de 2,50 m seront de 2 mm.

Les alignements entre éléments verticaux doivent être de 5 mm. Les tolérances de planéité pour les sols destinés à recevoir des revêtements scellés sont de 10 mm sous une règle de 2,00 m.

1. Fabrication du béton et du mortier

Le béton et le mortier seront fabriqués par malaxage dans des équipements mécaniques (centrales à béton) équipés d'un dispositif de contrôle du poids des quantités de ciment et de granulats nécessaires à chaque gâchée et d'un dispositif de contrôle de la quantité d'eau introduite.

On n'incorporera que la quantité d'eau strictement nécessaire pour donner au béton la consistance " béton ferme " telle que décrite dans le DTU n°20.

1. Mise en place du béton par vibration pour les structures en béton armé

Avant le coulage du béton, toutes les parties qui seront en contact avec le béton doivent être nettoyées et arrosées jusqu'à saturation.

L'ensemble du béton sera vibré dans la masse selon un procédé destiné à obtenir la meilleure compacité possible.

La vibration sera effectuée à l'aide d'une aiguille cylindrique insérée verticalement. Cette aiguille ne doit pas être déplacée horizontalement.

1. Reprise du bétonnage

Aucune reprise de bétonnage ne sera tolérée en cas d'utilisation de coffrages glissants. Le tracé des lignes de reprise de bétonnage sur le parement sera matérialisé par des règles fixées provisoirement au coffrage, sur lesquelles le béton mis en place en premier sera arrêté et qui seront enlevées soit avant la mise en place du béton de la deuxième phase, soit après cette mise en place.

1. Durcissement du béton

Tout le béton doit être recouvert de nattes constamment arrosées. L'Entrepreneur doit maintenir le béton dans un état d'humidité nécessaire à un durcissement satisfaisant.

Fabrication des coffrages:

1. Coffrage et charpente

Le coffrage doit être rigide, indéformable et parfaitement étanche. Les panneaux de coffrage doivent avoir une épaisseur de 24 à 30 mm. Ils doivent rester suffisamment étanches pendant le coulage du béton pour éviter les pertes de laitance.

Ils seront arrosés d'eau avant le coulage du béton et seront conçus de manière à pouvoir être enlevés sans entraîner de contraintes sur la construction.

Les étais seront maintenus aussi longtemps que nécessaire pour contrebalancer les surcharges qui pourraient être appliquées à certaines parties des structures.

Les faces verticales visibles des structures en béton armé peuvent être décapées après 48 heures de prise pour permettre le séchage, mais toutes les faces horizontales ne peuvent être décapées qu'après 21 jours.

1. Coffrage et revêtement

Le coffrage ne doit permettre aucune perte de laitance pendant la mise en place du béton.

Tous les parements doivent être laissés bruts de décoffrage, les aspérités étant éliminées. Si des nids de pierre ou des trous sont visibles, la surface sera soigneusement rejointoyée, enduite de colle époxy et nivelée avec un mortier de la même couleur que le béton adjacent.

Armature:

1. Façonnage et fabrication de l'armature

Les armatures seront façonnées de manière à avoir exactement les formes indiquées sur les dessins d'exécution. Elles seront coupées et pliées à froid.

Les armatures doivent être propres, sans trace de rouille détachée, de terre ou de ciment. Elles seront soigneusement attachées avec des attaches métalliques ou calées avec des cales en béton d'une qualité comparable à celle de l'ouvrage. Les barres doivent avoir une épaisseur minimale de 50 mm au contact de l'eau de mer.

Les écarts tolérés dans la disposition des armatures seront inférieurs à un dixième du diamètre des barres.

1. Mise en place des armatures

L'entrepreneur sera tenu de respecter les emplacements attribués à chaque acier, ainsi que les longueurs de recouvrement prévues.

Avant le coulage du béton, il devra s'assurer qu'ils sont exempts de tous corps étrangers, tels que terre, déchets de bois, graisse, peinture, etc. ainsi que de rouille non adhérente, et prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Au moins 48 heures avant le coulage, l'entrepreneur doit avertir la Direction de l'Urbanisme et du Logement (DUL) afin qu'elle puisse contrôler l'armature. Si l'entrepreneur ne prévient pas la DUL, celle-ci sera en droit de demander la démolition des parties pour lesquelles il n'aura pas, de ce fait, fait vérifier le ferraillage.

Inspection et essais du béton :

1. Généralités

Les bétons seront réalisés conformément aux formules de composition déterminées à la suite d'essais préalablement effectués à la demande de l'entrepreneur par le Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics. (Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics).

1. Essais nécessaires à effectuer lors des travaux

La résistance du béton sera vérifiée pendant les travaux par des essais effectués par le Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics, aux frais de l'Entrepreneur.

Tous les bétons pour béton armé doivent répondre aux conditions de résistance requises.

Résistance à la compression Kg/cm².

Quantités de ciment

Type de béton

7 jours

28 jours

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| * n°1: béton propre | 250 kg/m3 de CPA 250/325 | 140 | 180 |
| * n°2: béton divers | 300 kg/m3 de CPA 250/325 | 170 | 230 |
| * n°3: béton armé | 350 kg/m3 de CPA 250/325 | 200 | 270 |
| * n°4: béton armé | 400 kg/m3 de CPA 250/325 | 230 | 300 |

Le contractant doit fournir le rapport détaillé des essais en laboratoire dans un délai de 45 jours à compter de la date de notification du marché.

Tous les bétons pour béton armé doivent être conformes à toutes les exigences de résistance. Aucune tolérance ne sera acceptée sur les résistances mesurées à 28 jours de compression.

L'entrepreneur doit soumettre à l'approbation du laboratoire du bâtiment et des travaux publics la composition détaillée de tous les bétons et mortiers à utiliser, en tenant compte des matériaux livrés sur le chantier.

La composition du béton utilisé sera définie par une analyse de composition effectuée par le Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics.

1. Obligations de l'entrepreneur à la suite des essais et de l'inspection

Toute partie de la structure ou la structure entière qui ne répond pas aux exigences des règlements et documents du présent document sera rejetée. Elle sera démolie, reconstruite ou renforcée, puis soumise au nouvel essai de charge.

Tous les frais occasionnés par les opérations de contrôle, le remplacement des matériaux, les réparations de quelque nature qu'elles soient, sans préjudice de toute indemnité, sont à la charge de l'entrepreneur.

Étanchéité des fondations :

Les parois latérales et supérieures des fondations doivent être imperméabilisées par l'application d'une couche de peinture (Flintkot) à l'aide d'un pinceau.

**DESCRIPTION DES TRAVAUX**

* **Film de polyane:**

Un film de polyane de 200 microns d'épaisseur sera posé sur le remblai avant la mise en place du béton sous les semelles, les longrines et le radier.

Il remontera sans interruption le long des parois latérales des fouilles et des côtés des semelles, des longrines et des blocs. Il débordera de manière à pouvoir être étalé sur le remblai final et sous le béton de propreté sur une longueur d'au moins 20 cm.

Une fois tous les travaux de fondation, de maçonnerie et de remblayage terminés, ce film de polyane sera coupé au ras de la maçonnerie à l'extérieur.

* **Béton:**

Béton n° 1 pour le béton propre.

Le béton propre sera coulé sous les semelles et les longrines sur une épaisseur de 5 cm.

* **Béton armé pour les longrines :**

Béton n°3 pour les longrines.

Les parties verticales des fondations recevront une couche de protection contre l'humidité.

* **Béton armé pour dalles de sol :**

Béton no. 3 pour le radier.

Les parties verticales des fondations sont recouvertes d'une couche de protection contre l'humidité.

* **Béton armé pour la marche de l'entrée principale**

Béton no. 3 pour les marches d'entrée.

**ÉTENDUE DES TRAVAUX**

* 1. BÉTON ARMÉ SURÉLEVÉ
* Les travaux englobent:
  + - Les notes de calcul pour tous les éléments structurels du bâtiment ;
    - Les plans de conception, d'exécution et de détail des ouvrages ;
    - Les travaux d'ossature en béton armé tels que, poteaux, traverses, raidisseurs, linteaux, appuis de fenêtre, dalles ;
    - La construction du banc (tablier et jambage), les plinthes de support pour les bancs et les plinthes ("dés") pour les panneaux de signalisation.

**GÉNÉRALITÉS - NORMES**

- DITO 4.2 -

**DESCRIPTION OF WORKS**

* **Dalles du 1er étage:**

Béton n° 3 pour dalle pleine.

La dalle du 1er étage doit être réalisée avec une double armature.

La surface de la dalle du 1er étage sera finement talochée, aucune rugosité n'étant tolérée.

* **Béton armé pour les colonnes :**

Béton n° 3 pour les poteaux.

Le coffrage des colonnes doit être parfaitement vertical et calé de manière à ne pas bouger pendant le coulage du béton.

Les colonnes seront reliées en haut par des poutres formant un tirant. Elles seront mises en place après la pose de la maçonnerie d'aggloméré afin d'assurer une meilleure adhérence.

* **Béton armé pour traverses, poutres et arcs :**

Béton n° 3 pour les chaînages, les poutres et les arcs.

Toutes les maçonneries seront renforcées par des chaînages en béton armé. Les chaînages formeront un système mécanique continu avec les colonnes.

* **Béton armé pour raidisseurs de portes/raidisseurs de fenêtres et appuis :**

Béton n° 3 pour les raidisseurs et les appuis de porte et de fenêtre. Ils formeront un cadre vertical de 10 cm d'épaisseur autour des ouvertures.

* **Béton armé pour escaliers:**

Béton no. 3 pour l'escalier du 1er étage.

* **Béton armé pour «paillotes»:**

Béton n° 3 pour la paillasse (tablier et jambages).

* **Béton armé pour talus:**

Béton n° 3 pour former une pente au-dessus de l'isolation thermique.

**ÉTENDUE DES TRAVAUX**

* 1. TRAVAUX DE CONSTRUCTION
* Les travaux englobent:
  + - Le remplissage en aggloméré creux et écrans ;
    - Les revêtements

**GÉNÉRALITÉS - NORMES**

La résistance mécanique des blocs creux ou pleins doit être de classe B 60 ou B 120 respectivement.

* Blocs creux : Contrainte de rupture basée sur la section minimale du bloc : 60 bars ;
* Blocs pleins : contrainte de rupture du béton dans la section brute maximale : 120 bars.

Tous les enduits seront réalisés conformément au DTU 26.1 "Travaux d'enduits aux mortiers de liants hydrauliques". Toutes les sous-faces de béton doivent rester brutes de décoffrage. Les sables utilisés auront une courbe granulométrique continue sans élément supérieur à 2,5 mm et un équivalent sable supérieur à 75.

Toutes les maçonneries seront renforcées par des tirants et des raidisseurs.

Composition et fabrication des mortiers :

Le tableau ci-dessous indique le poids du liant en kilogrammes par mètre cube de sable sec et la localisation des différentes compositions :

Type de mortier Teneur en ciment Emplacement

n°1250 kg/m3 maçonnerie de niche n°2300 kg/m3 mortier à couler

n°3350 kg/m3 enduit ordinaire pour enduits, joints, bordures, chapes

joints, bordures, chapes

n°4400 kg/m3 revêtement d'étanchéité pour trou d’homme

Le mortier doit être fabriqué conformément aux spécifications des directives spéciales communes, brochure 63.

Acheminement des tuyaux, creusement de tranchées et scellement des trous :

A. Des maçonneries diverses non armées

Les percements et rainurages pour canalisations, pose de gaines et encastrements de toute nature dans les maçonneries en blocs de ciment seront exécutés avec la section minimale nécessaire pour assurer la solidité de l'ouvrage en place.

Les rainures ne doivent pas être parallèles aux joints des panneaux d'aggloméré, mais former un angle d'au moins 15° par rapport à ceux-ci.

Le scellement des colliers, des consoles, des manchons et le rebouchage des trous doivent être effectués avec le plus grand soin, en utilisant les mêmes matériaux que ceux utilisés pour l'ouvrage existant. Le scellement au plâtre ou au ciment à prise rapide ne sera admis qu'avec l'autorisation du maître d'œuvre.

**DESCRIPTION DES TRAVAUX**

* **Blocs creux en aggloméré:**

Des blocs agglomérés creux de 20 et 10 cm d'épaisseur seront coulés dans un bain de mortier.

La maçonnerie sera montée en assises, à joints croisés, chaque bloc recevant ceux de l'assise inférieure sur une longueur minimale de 10 cm ; la maçonnerie sera enduite au mortier de ciment.

* **Claustras:**

Les écrans de 30 cm x 30 cm x 15 cm seront hissés dans un bain de mortier. Ils recevront un enduit de mortier de ciment.

* **Enduit taloché:**

L'enduit sera appliqué avec du ciment projeté en trois couches, préalablement arrosées et espacées de 24 heures :

* 1re couche d’accrochage, 4 à 5 mm d'épaisseur, dosé à 400 kg de CPA et appliqué à la truelle, mortier n°. 4.
* 2e couche de lissage, de 11 à 15 mm d'épaisseur, dosée à 300 kg de CPA et lissée à la règle, mortier n°. 2.
* 3e couche de mortier d'égalisation (finition), dosée à 300 kg de CPA, mortier n° 2. L'enduit doit être nivelé à l'aide d'une règle. L'épaisseur de l'enduit doit être de 15 à 20 mm.

Les arêtes, les angles et les ébrasements seront exécutés après avoir été redressés à la règle. L'enduit sera ensuite taloché.

Les surfaces en béton telles que les poteaux, les traverses, les raidisseurs et les linteaux doivent être soigneusement rejointoyées et brossées avant l'application de l'enduit.

Les enduits finement talochés doivent être appliqués de manière à ce qu'une règle de 2 m ne laisse apparaître aucune fissure de plus de 2 mm.

* **Coupe du muret en moellons de basalte :**

Fourniture et pose de moellons de basalte compactés avec 400 kg de mortier de ciment pour le muret à la base de la clôture, y compris le remplissage des joints plats et toutes les exigences liées à l’installation.

* **Mur en briques d'argile :**

Fourniture et pose de briques pleines perforées posées dans un bain de mortier soufflant avec brancards et boutisses, en assises horizontales à joints croisés, le recouvrement sur l'assise inférieure étant de 0,004 m à 0,08 m.

Les briques cassées, fendues ou déchaussées ne sont pas utilisées et peuvent être remplacées par du mortier frais. Lorsqu'il est nécessaire de couper les briques, cela se fait par sciage.

Dimensions des briques : 10,50 cm x 21 cm x 5 cm

**ÉTENDUE DES TRAVAUX**

* 1. ISOLATION THERMIQUE - ÉTANCHÉITÉ
* Les travaux englobent :
  + - Les plans détaillés des systèmes d'étanchéité.
    - L'isolation thermique des terrasses.
    - Le complexe d'étanchéité.
    - L'étanchéité des joints.

**GÉNÉRALITÉS - NORMES**

Normes et réglementations :

Avant la mise en œuvre, l'entrepreneur doit fournir les spécifications des matériaux utilisés et les recommandations du fabricant.

Il est notamment précisé que toutes les précautions nécessaires doivent être prises pour éviter toute projection ou égouttement de matériaux bitumineux sur les façades et les ouvrages adjacents aux zones traitées.

Toutes les dispositions seront prises pour éliminer les traces encore présentes.

RÉCEPTION DES TRAVAUX

Avant la réception des travaux, l'entrepreneur doit mouiller les terrasses ayant reçu un complexe d'étanchéité.

En cas d'infiltrations, de taches d'humidité ou d'autres défauts d'étanchéité, l'entrepreneur doit réparer l'étanchéité et remplacer ou réparer les parties d'ouvrages endommagées par les infiltrations.

* Règles de calcul pour les structures en acier (Règle CM 66) ;
* Règles définissant les effets de la neige et du vent NV 65, ainsi que les annexes de 1967, dernière révision.

Une surcharge de sable de 30 kg/m2 doit être prise en compte dans les calculs.

* **Les matériaux utilisés doivent être conformes aux normes en vigueur, notamment à la norme NF A 35501.**

Une spécification des peintures à utiliser doit être présentée au maître d'ouvrage pour approbation avant le début des travaux.

**DESCRIPTION DES TRAVAUX**

* **Isolation thermique :**
  + 25 plaques de polystyrène expansé plat et rigide de qualité F

posées sur le complexe d'isolation. L'isolant sera posé en deux couches croisées d'une épaisseur totale de 40 mm.

* + Écran d'indépendance dégagé, voile de verre pour la couche d'indépendance sèche.
* **Étanchéité en élastomère:**

Étanchéité bicouche élastomère pour toitures plates avec protection en gravier libre et isolation en système inversé.

* + Étanchéité, couche de finition soudée ; élastomère bitumineux SBS avec armature minérale de 130 g/m².
  + Étanchéité, 1re couche en vrac : bitume élastomère SBS avec voile de verre 50 g/m².
  + Écran d'indépendance en pose libre, voile de verre pour la couche d'indépendance sèche.

Enquêtes

Imperméabilisation autoprotégée sous gravures, bec maçonné :

* + Imperméabilisation, couche de finition ; feuille d'imperméabilisation élastomère au bitume SBS autoprotégée avec des granulés céramiques colorés ou des paillettes d'ardoise.
  + Angle d'armature ; feuille de bitume élastomère SBS, épaisseur 3,5 mm avec armature NTPY 10 cm minimum dans la section horizontale.
  + Enduit d'imprégnation à froid ; apprêt à base de bitume.

1. **TOITURE ET CHARPENTE MÉTALLIQUE**

**PORTÉE DU TRAVAIL**

* Le travail comprend :
* Les notes de calcul pour tous les éléments structuraux de la charpente.
* Les études, les dessins d'exécution et les détails de la charpente.
* La toiture en plateaux aluminium autoportants.

**PORTÉE DU TRAVAIL**

 Normes et réglementations :

* Règles de conception des structures en acier (Article 66 CM)
* Règles définissant les effets de la neige et du vent *NV 65*, accompagnées des annexes de 1967, notamment la dernière version.

Un supplément de sable de 30 kg/m2 doit être pris en compte dans les calculs.

* **Les matériaux utilisés doivent être conformes aux normes en vigueur, notamment NF A 35501.**

 Qualité de l'acier pour les profilés et tôles :

Tous les frais liés à la délivrance des certificats seront à la charge de l’entrepreneur.

De plus, le gestionnaire de projet se réserve le droit de prélever des échantillons après la livraison de l'acier et, de procéder à des essais de contrôle, aux frais de l'entrepreneur dans le but de vérifier que les matériaux fournis répondent aux normes prescrites.

Les essais seront effectués par le Laboratoire des Travaux Publics de DJIBOUTI et les parties devront se conformer à la décision prise par l’Institut. Les frais de prélèvement des échantillons, de leur expédition et de réalisation des essais seront à la charge de l’entrepreneur.

Un cahier des charges des peintures à utiliser doit être présenté au maître d'ouvrage pour approbation avant le début des travaux.

La peinture doit être appliquée conformément aux instructions du fournisseur en ce qui concerne la température, l'humidité et les conditions météorologiques.

Avant la réception des travaux, toutes les pièces seront vérifiées et les défauts éventuels constatés seront réparés comme indiqué ci-dessus afin que le traitement prescrit soit efficace pour l'ensemble de la construction.

**DESCRIPTION DES OUVRAGES**

X

* **Ferme de structure en acier :**

La fourniture et la pose d'une charpente métallique composée de profilés carrés de 40 x 60 pour les montants supérieurs et inférieurs et de traverses carrées en fer de 40 x 40 mm, comprenant la soudure, l’assemblage, le scellement à la maçonnerie et l’application de deux couches de peinture antirouille et deux couches de peinture glycérophtalique après brossage et ponçage, ainsi que la pose et le scellement à la maçonnerie.

* **Ferme de 10,50 ml de long. Pannes pour charpente métallique :**

La fourniture et la pose de pannes à souder aux fermes de la charpente métallique constituées de sections carrées de 40 x 40, espacées de 1,20 m (maximum), comprenant la soudure aux fermes et l'application de deux couches de peinture antirouille et de deux couches de peinture glycérophtalique après brossage et ponçage et la pose et le scellement de maçonnerie nécessaires.

* **Pannes de 18,50 ml de longueur. Pannes de charpente métallique :**

La fourniture et la pose de pannes à souder aux fermes de la charpente métallique constituées de sections carrées de 40 x 40, espacées de 1,20 m (maximum), comprenant la soudure aux fermes et l'application de deux couches de peinture antirouille et de deux couches de peinture glycérophtalique après brossage et ponçage et la pose et le scellement de maçonnerie nécessaires.

* **Pannes de 7,60 m de long.**

Toiture - traverses autoportantes en aluminium **:**

La fourniture et la pose d'une toiture en bacs aluminium autoportants de 7/10° d'épaisseur, comprenant la fourniture des crochets de fixation, de joint d'étanchéité, de capuchon, de feutre bitumineux à insérer entre les éléments métalliques de la charpente et les bacs aluminium, et toutes les procédures d'installation conformes aux règles du métier.

La couverture doit être d'au moins :

* + 1? vague de chevauchement horizontal;
  + 30 cm pour les connexions longues.

1. REVÊTEMENTS DES SOLS ET DES MURS

**PORTÉE DU TRAVAIL**

* Le travail comprend:
* Le traçage et la mise en place de repères ;
* La pose de revêtements de sol et les carrelages et les plinthes ;
* La pose de revêtements muraux ;
* Le nettoyer avec un chiffon sec et de la fine sciure de bois blanche.

**NORMES GÉNÉRALES -**

Normes et réglementations :

Les travaux et les fournitures doivent être conformes aux spécifications précisées dans le cahier des charges des revêtements de sol applicable aux locaux d'habitation, aux bureaux et aux établissements d'enseignement, notamment la fascicule n°224, éditée par le *CSTB*.

Choix et qualité :

L'Entrepreneur doit faire une proposition et soumettre les articles à l'entrepreneur principal, avant de passer la commande des fournitures, ainsi que la liste des produits proposés dans chaque qualité de revêtement.

Les couleurs seront présentées au préalable au Chef projet qui sélectionnera ensuite des échantillons d'au moins 1 m² à présenter au moins huit jours avant le début des travaux.

L'Entrepreneur veillera particulièrement à ce que les différents types de revêtements de sol et muraux s’alignent aux uns aux autres.

Préparation du substrat :

Les surfaces des murs, des dalles, du sol, des escaliers, etc. doivent être brossées et balayées pour éliminer toutes les poussières et mortiers déversés, les graviers, etc., qui pourraient créer des points de perforation.

La planéité est telle qu'une règle de 2,00 m de long ne s'écarte en aucun point du support de plus de 5 mm.

Aspect fini des revêtements de sol et muraux :

Les surfaces des revêtements de sol doivent être parfaitement planes. Une règle métallique mesurant 2,00 m de long ne doit pas présenter d'écarts de plus de 2 mm dans aucune direction.

Pour aligner les joints ; 5 mm sur 2,00 m. Fragmentation des grandes surfaces :

Lorsque la surface des pièces à carreler dépasse 60,00 m² et la longueur dépasse 8,00 m, les carreaux doivent être divisés par un joint entre les carreaux et le mortier de pose.

**DESCRIPTION DES OUVRAGES**

* **Revêtement de sol :**

a.- Nature

Fourniture et pose de carreaux antidérapants en grès émaillé monocuisson, format 30 cm x 30 cm. Le sable sera tamisé à sec et vibré afin de donner une surface horizontale.

b.- Mise en œuvre

Le sol sera livré moins 5 cm. Il recevra un lit de sable de 10 mm d'épaisseur. Le sable sera tamisé à sec et vibré avec une règle droite pour donner une surface horizontale.

Une chape en mortier de ciment (mortier n°3) de 40 mm d'épaisseur est posée sur ce sable. Les carreaux seront scellés avec du mortier de ciment non tachant.

Les carreaux seront posés selon la méthode "bande", à l'aide d'une ficelle et d'un pilon, dans un bain de mortier. Les joints doivent avoir une épaisseur comprise entre 4 et 15 mm (environ). Ils doivent être parfaitement plats dans toutes les directions.

Les joints seront remplis de ciment blanc ou pur ou de mortier fin. c.- Emplacement

\* Toutes les pièces, y compris les salles de douche et les couloirs.

* **Revêtement de marche d’escalier:**

a.- Nature

Fourniture et pose de carreaux en grès émaillé monocuisson de 30 x 30 cm avec nez de marche antidérapant. La couleur du revêtement sera définie ultérieurement par le client.

b.- Mise en œuvre

Le support en béton sera apprêté avec 150 g/m² de mortier de nivellement et de ragréage appliqué au rouleau. L'apprêt sera recouvert d'un mortier de ragréage de 5 mm d'épaisseur.

Les carreaux seront collés à l'aide d'un mortier mixte. Les joints sont remplis de ciment pur ou de mortier fin.

c.- Emplacement

\* Les escaliers.

* **Bardage de contremarches d'escalier:**

Idem 9.3.2 - pour marches d'escalier - Type - Installation - Emplacement

* **Plinthes:**

a.- Nature

Fourniture et pose de plinthes en grès émaillé monocuisson de dimensions 8 cm x 30 cm. La couleur des plinthes sera définie ultérieurement par le client.

b.- Mise en œuvre

Les plinthes sont collées à l'aide d'un mortier mixte. Les joints seront remplis de ciment blanc ou pur ou de mortier fin.

Plinthes

Idem pour 10.3.4 plinthes

Idem pour 10.3.4

* **Revêtement des murs et des banquettes : faïence blanchee**

a.- Nature

Fournir et poser un revêtement en faïence blanche, le choix du commerce, format 20 cm x 20 cm ou 15 cm x 15 cm. La couleur du carreau sera précisée par le client ultérieurement.

b.- Mise en œuvre

* Revêtement mural:

Le collage des carreaux sera réalisé à l'aide d'un mortier-colle incorporé à 1,80 m du sol. Les joints seront remplis de ciment pur ou de mortier fin.

* Revêtement de la banquette:

Les carreaux seront collés à l'aide d'un mortier-colle mixte incorporé à la surface du platelage. Les joints seront remplis de ciment pur ou de mortier fin.

c.- Emplacement

\* Salle de douche - WC - Sur et autour de la banquette.

**Portée du travail**

1. MENUISERIE EN BOIS

Le travail comprend:

* Les études et les dessins avec les détails nécessaires à l'exécution des travaux ;
* La fourniture et la pose de joints d'étanchéité entre la maçonnerie et la charpente ;
* La fourniture et la pose des portes, leur plomberie et leur mise à niveau, le réglage et la pose des ouvrants après scellement et joints de maçonnerie ;
* La fourniture et la pose du faux plafond en contreplaqué et de la clôture lumineuse pour la terrasse du restaurant.

**NORMES GÉNÉRALES- TANDARDS**

Qualité et utilisation des matériaux :

* + - 1. Bois

Le bois utilisé pour la menuiserie doit être sain et sec, répondant aux spécifications des normes *NF B.51.002 et B 52.001*.

Tous les travaux de menuiserie doivent être réalisés conformément aux bonnes pratiques de bâtiment.

Il est interdit d'utiliser des cales, mastics et bouchons pour masquer les imperfections des joints et les défauts du bois.

La menuiserie sera scellée par l'entrepreneur.

Il doit prévoir toutes les entrailles, feuillures, trous emboutis, etc. nécessaires à l'installation.

Les entailles sur le chêne et le sapin seront imprimées avant la pose des ouvrages qui auront reçu une couche minimale de peinture sur tous ses côtés ainsi que sur celles en contact avec le bois.

Pour toutes les menuiseries fabriquées localement, seul le bois rouge (sipo ou sapelli) sera autorisé pour la fabrication des portes. Toute autre espèce sera rejetée. Après usinage et avant la pose, le bois recevra une application en double couche de produit fongicide et anti-cryptogamique.

* + - 1. Matériels

Les articles de quincaillerie seront toujours de première qualité et garantis comme tels par l'Entrepreneur qui en demeurera responsable. Ils doivent porter un cachet en guise de garantie.

La qualité et les objets normalisés doivent avoir les dimensions fixées selon les normes correspondantes.

Les packs de présentation des articles fournis doivent être présentés au maître d’œuvre. Tous les matériels doivent être installés avec le plus grand soin.

Les entrailles nécessaires seront de la bonne profondeur pour ne pas altérer la résistance du bois. Elles vont avoir les dimensions précises du raccord en largeur et en longueur. Ils doivent être fabriqués de manière à ce que les objets affleurent exactement le bois.

Les clous, les rivets et les vis doivent être bien ajustés et ne jamais dépasser du niveau des fers. Les vis doivent toujours être d'une résistance proportionnelle à la taille des objets qu'elles sont destinées à fixer.

Toutes les portes seront équipées de serrures à barillet « européennes ».

Les matériels et les serrures doivent correspondre au label de qualité NF - SNFQ.

1. Cadre

Les cadres des blocs-portes intégrés au mur peuvent être métalliques, mais dans le cas des cadres encastrées, ils doivent être en bois dur et respecter le degré de résistance au feu requis.

Les cadres des portes ou tout autres cadres seront fixés à l'aide d'ancrages ou de vis, à raison de quatre par montant vertical. 6 cm supplémentaires des montants doivent permettre de l'encastrer dans le coffrage avant bardage.

Protection du matériel :

Les leviers et les boutons des portes, les cadres, etc. et tout matériel en laiton, en acier inoxydable ou autre métal non peint ou verni doivent être recouverts d'un revêtement en plastique. Ce revêtement doit être maintenu en place durant l'été pour assurer la protection requise tout au long des travaux et éviter l'oxydation des métaux composant ces matériels.

Définition des dimensions des menuiseries :

Les dimensions indiquées dans les plans correspondent aux dimensions de passage suivantes pour les portes standards :

* Hauteur: 2.040
* Largeur : 730 - 830 et 930 mm (1 vantail) et 1230 mm (2 vantails)
* Épaisseur: 40 mm
* **Portes en bois massif :**

**DESCRIPTION DES OUVRAGES**

Dimensions des portes : 75 cm - 80 cm - 90 cm - 100 cm x 210 cm

Ils auront une épaisseur de 30 mm, avec une âme pleine superposée sur une ossature en chêne de 70 x 55 mm. La porte sera coupe-feu pendant 1 heure.

Le couvre-joint avec bords de 40 x 10 mm à poser à l'endroit où la maçonnerie est insérée.

* Équipement de porte:
  + 3 charnières en acier roulées avec des extrémités carrées de 110 mm x 50 mm
  + Verrouillage européen de la caisse de canne
  + Verrouillage de poignée à double levier, unité monobloc
  + **Butoir en caoutchouc, fixation en laiton.**

**Portes à 2 vantaux en bois massif:**

Dimensions de la porte : 200 cm x 210 cm

Ils auront une épaisseur de 30 mm, avec une âme pleine superposée sur une ossature en chêne de 70 x 55 mm. La porte sera coupe-feu pendant 1 heure.

Le couvre-joint avec bords de 40 x 10 mm à poser à l'endroit où la maçonnerie est insérée.

* Équipement sur chaque vantail de porte :
  + 3 charnières en acier laminé à extrémités carrées de 110 mm x 50 mm
  + Serrure à bec de canne « européenne »
  + Serrure à poignée à double levier, unité monobloc
  + 2 pare-chocs en caoutchouc, fixation en laiton.
  + Loquet de verrouillage du vantail fixe.

Tous les éléments en bois recevront 2 couches de fongicide avant l'application de la peinture vinylique et du composé de nivellement.

* Portes en bois massif à 2 vantaux, voir 11.3.2
* **Cadre en bois pour climatiseurs de fenêtre :**

La fourniture et la pose de châssis de climatisation en bois seront composés de :

* Planches de bois (épaisseur 50 mm), largeur 300 mm
* Dimensions: 800 mm x 800 mm;
* Encasement dans le mur;
* Application de 2 couches de produit fongicide et toutes autres conditions.
* **Feuilles de contreplaqué pour boucher les trous dans les climatiseurs :**

Fourniture et pose d'une feuille de contreplaqué de 6 mm, fixée de l'intérieur, pour boucher les trous des unités de climatisation, y compris tous les raccords.

Ces panneaux seront installés dans toutes les pièces sauf la bibliothèque et le bureau « Direction ».

Dimensions de chaque panneau : L = 70 cm - L = 50 cm - Epaisseur = 6 mm.

Fixé sur l'ossature bois comme précisé à l'article 11.3.3 avec des clous de 30 mm.

* **11.3.5 Plafonds suspendus type ADRIA:**

Fourniture et pose de plafond suspendu en bois comprenant :

* Une ossature métallique constituée de tube métallique ou d'alux pour la fixation des ventilateurs et de chevrons 8 x 8 et 7 x 7 pour le carrelage ;
* Remplissage de faux plafonds type ADRIA ;

1. MENUISERIE MÉTALLIQUE

**PORTÉE DU TRAVAIL**

* Le travail comprend :
* Les études et dessins avec les détails nécessaires à l'exécution des travaux ;
* La fourniture et la pose de barres métalliques ;
* La fourniture et la pose de cages de protection pour châssis de climatisation ;
* La fourniture et la pose de filets anti-pigeons ;
* La fourniture et l’installation de la rampe et de la balustrade ;
* La fourniture et la pose du couvercle de trappe de visite.

**NORMES GÉNÉRALES**

Rappel de la réglementation :

Les travaux visés par ce chapitre doivent être exécutés conformément aux :

* DTU 37-1 Travaux de menuiserie métallique
* CSTB n°91 Travaux de serrurerie
* Article 56 du CM

Qualité des matériaux - Pose - Acier :

Les sections tubulaires doivent être totalement exemptes de tartre. Ils seront choisis parmi la gamme de tubes profilés formés à chaud et soudés, en épaisseur fine ou épaisse selon les exigences de résistance.

Les tôles doivent être plates et d'un seul tenant pour chaque vantail de porte.

Protection contre la rouille

Les éléments en acier recevront une peinture antirouille avant assemblage.

Dans tous les cas, une peinture antirouille doit être appliquée sur toutes les évolutions de profilés, y compris les parties difficilement accessibles.

Assemblage et mise en forme

Les assemblages seront réalisés par soudure ou par chevilles, goupilles et vis, selon le cas. Ils doivent être réalisés de manière à pouvoir résister aux essais mécaniques sans déformation permanente ni début de rupture.

Sur les parties visibles, les soudures doivent être meulées sur toutes les surfaces où elles seraient préjudiciables à l'esthétique, à l'étanchéité et au bon fonctionnement de l'ouvrage.

Les ouvrages façonnés et assemblés ne doivent présenter aucune déformation.

Toutes les mesures seront prises pour respecter cette exigence, notamment en ce qui concerne le transport, le stockage et la pose des éléments préfabriqués en atelier.

***Accessoires***

L'entrepreneur est tenu de soumettre des échantillons des accessoires au gestionnaire de projet pour approbation avant de passer toute commande.

Les vis de fixation doivent toujours être d'une résistance proportionnelle à l'importance des objets qu'elles doivent fixer et doivent être finies d'une manière adaptée au travail pour lequel ils sont destinés.

Les composants accessoires, notamment les charnières, les supports d'ancrage, les plaques, etc. - doivent toujours être protégés avec une peinture antirouille, comme décrit ci-dessus.

**DESCRIPTION DES OUVRAGES**

**ESCRIPTION DES TRAVAUX**

* **Barres métalliques des fenêtres du rez-de-chaussée :**

\* Dimensions : 70 cm x 70 cm - 120 cm x 140 cm - 160 cm x 140 cm

Fourniture et pose de barres métalliques murales pour protéger les ouvertures et les fenêtres. Ces barres sont constituées de profilés de cornières de 30 x 30 mm.

30 mm, rempli de treillis métallique déployé à petites mailles et fixé au mur avec des ancrages du même type. Les barres seront installées de manière à dépasser de 5 cm de la surface nue du mur. Toutes les barres seront peintes avec 2 couches de peinture antirouille et 2 couches de peinture glycérophtalique, après ponçage, brossage et toute l'attention nécessaire.

* **Cages de protection en treillis métallique pour climatiseurs :**

Fourniture et pose d'une cage métallique de protection des unités de climatisation, constituée d'une structure extérieure en cornière de 30 x 30 mm avec un remplissage en métal déployé à petites mailles. Application de 2 couches de peinture antirouille et 2 couches de peinture glycérophtalique, ainsi que toutes les exigences d'installation. Le cadre de la cage de protection des unités de climatisation sera scellé au mur à l'aide d'ancrages.

Dimensions : 90 cm x 70 cm x 50 cm

* **Rampes d’escalier:**

Le garde-corps tubulaire galvanisé sera composé de profilés de 50 mm et 32 mm de diamètre. Le garde-corps aura une hauteur de 120 cm.

Il sera constitué de barres étirées à partir de tubes galvanisés de diamètre 32 mm, serrées entre un rail supérieur et un rail inférieur constitués de tubes galvanisés de diamètre 50 mm. Les barres seront fixées aux rails par soudure à l'arc électrique. Les marches seront fixées à la maçonnerie à l'aide d'ancrages noyés dans le béton.

Les rails seront des tubes galvanisés de 50 mm de diamètre.

* Emplacement :

\* Partie rampante des escaliers.

* **Garde-corps:**

Idem 12.3.3 pour les garde-corps.

* Emplacement:

\* Hall du premier étage donnant sur la partie inférieure de l'escalier.

* **Filet anti-pigeon:**

**Fourniture et pose de filet anti-pigeon composé de :**

* Cadre en cornière de 30 x 30 mm - fixé par vis et chevilles ;
* Remplissage en métal déployé à petites mailles ;
* Soudure;
* Peinture antirouille et glycérophtalique (2 couches chacune).

Maille de protection

Fourniture et pose de clôture de protection pour terrasses en tube galvanisé avec cornière :

* Verrous verticaux et horizontaux (intérieur et extérieur) ;
* Soudure;
* Ponçage, grattage et nettoyage;
* Application de 2 couches de peinture antirouille ;
* Application de 2 couches de peinture glycérophtalique ;
* Y compris tous les agencements et accessoires.

1. MENUISERIE ALUMINIUM

**PORTÉE DU TRAVAIL**

* Le travail comprend:
* Les études et dessins avec les détails nécessaires à l'exécution des travaux, ainsi que les notes de calcul ayant servi à leur élaboration et notamment celles concernant les dispositifs adoptés visant à répondre aux contraintes découlant des documents contractuels en termes d'étanchéité à l'air et à l'eau et d'épaisseur du vitrage de sorte à conserver les feuillures nécessaires.
* Fourniture et pose de joints d'étanchéité entre maçonnerie et charpentes.
* La fourniture et la pose des fenêtres coulissantes et NACCO, leur plomberie et nivellement, le réglage et la pose des ouvrants après scellement et joints de maçonnerie.
* Fourniture et pose du vitrage des fenêtres.
* Fourniture et pose de moustiquaires coulissantes.

**NORMES GÉNÉRALES**

1. MENUISERIE ALUMINIUM

\* L'oxydation anodique des composants en aluminium sera de classe 20.

\* Il convient d'utiliser des profilés dont les sections et les épaisseurs sont adaptées aux dimensions des cadres et au poids du vitrage.

\* Les cadres seront scellés avec des joints EPDM (éthylène, propylène, monomère diène) de qualité marine.

\* Les profilés composant les châssis de fenêtres en aluminium doivent avoir un couvre-joint incorporé au profilé.

\* Le matériel sera de qualité supérieure et adapté à la taille et au poids des différents composants.

\*Tous les profilés aluminium utilisés seront de type TECHNAL ou similaire.

1. FENÊTRES

Qu'ils soient recuits ou trempés, simples ou composites, clairs, colorés ou réfléchissants, ils doivent être de la plus haute qualité, d'épaisseur uniforme, exempts de taches, piqûres, bords déformés, bulles ou autres défauts.

L'épaisseur du verre sera proportionnelle à sa taille et un échantillon de couleur sera remis au gestionnaire de projet avant toute réalisation.

L'Entrepreneur du présent lot est tenu de signaler toutes les surfaces transparentes, au moyen de bobines d'avertissement ou d'autres dispositifs, et de les enlever une fois les travaux terminés.

Ils doivent être conformes au DTU de classement AEV. Le classement doit également tenir compte de l'épaisseur des volumes. L'Entrepreneur doit fournir au gestionnaire de projet les dessins détaillés de l'assemblage et du montage des éléments en aluminium.

Les dimensions exactes de la maçonnerie seront vérifiées par l'entrepreneur en charge de ce lot avant la pose des fenêtres.

**DESCRIPTION DES OUVRAGES**

Les fenêtres fournies seront installées dans des feuillures en béton et fixées avec des chevilles après calage des éléments.

Les profils seront en aluminium anodisé ton naturel.

* **Fenêtres coulissantes en verre - 2 vitrages :**
* Dimensions: 140 x 120 cm
* Ouverture:

\* Profilés tubulaires avec rainures internes et externes pour le positionnement d'une ligne d'étanchéité à double périmètre. Ce sceau sera garanti.

\* Guide en polyamide renforcé fixé aux extrémités des montants centraux et de bordure.

\* L'ouvrant se déplace sur les roulettes silencieuses à bandages polyamide montés sur roulements à aiguilles.

* Châssis fixes

\* Composé de profils de traverses supérieure et inférieure et de profils verticaux.

\* L'arrière des profilés sera équipé d'ailettes de positionnement des vérins de réglage, qui seront fixés par vis et chevilles.

\*Couvre-joints fixés par clips inox.

* Aménagements du chassis:

\* Vantail de service, fermé par poignée en aluminium massif avec loquet et gâche réglable.

\* Vantail auxiliaire, fermé par une coque de manœuvre en plastique encastrée dans le profilé pour permettre le croisement des vantaux.

\* vantail coulissant pour moustiquaire

* Remplissage:

\* Simple vitrage, plat, recuit et transparent - épaisseur : 6mm.

* Emplacement:

\* Tel qu'indiqué dans le plan.

* **Fenêtres coulissantes en verre - 2 vitrages :**
* Dimensions: 100 x 120 cm.

Idem 13.3.1 pour fenêtres coulissantes 100 x 120 cm.

Emplacement:

* Tel qu'indiqué dans le plan.

13.3.3 **Fenêtres à vitrage fixe:**

* Dimensions: 60 x 120 cm.

\* Sections tubulaires avec rainures internes et externes pour le positionnement d'une ligne d'étanchéité à double périmètre. Ce sceau sera :

\* Guide en polyamide renforcé fixé aux extrémités des montants centraux et de bordure.

* Châssis fixes:
  + Composé de profils de traverses supérieure et inférieure et de profils verticaux. Positionnement des vérins de réglage, fixés par vis et chevilles.
  + Couvre-joints fixés par clips inox.
  + La partie arrière des profilés sera équipée d'ailettes pour permettre le
* Remplissage:

\* Vitrages simples, plats, recuits et transparents - épaisseur : 6mm.

* Emplacement:
  + Tel qu'indiqué dans le plan.
* **13.3.4 Fenêtres à persiennes fixes pour sanitaires :**
* Dimensions: 50 x 50 cm.
* Cadre:
* Châssis constitué d'un profilé tubulaire réversible avec rabat intégré.
* Joints à cales réglables avec contre-cales dentelées en aluminium ;
* Mise à la terre des persiennes.
* Aménagements du châssis:
* Le châssis n'a pas de raccords
* Remplissage:
* Store à lattes fixes de 6 mm d'épaisseur et 8 cm de largeur.

Emplacement:

* Sanitaires et WC.

14 ÉLECTRICITÉ

**14.3 PORTÉE DU TRAVAIL**

* Le travail comprend :

\* Le câble d'alimentation entre *l'E.D.D.* panneau de comptage et le tableau de distribution principal. Dans le cas d'un câble souterrain, il sera du type *U 1000 RVFV* avec grillage de signalisation.

\* Boîtier de distribution de l'ensemble du réseau d'alimentation téléphonique.

\* Tableaux de distribution conçus pour abriter les dispositifs de contrôle, de protection et d'isolement des circuits divisionnaires et terminaux.

\* Circuit d'alimentation depuis les bornes de sortie du disjoncteur du tableau principal jusqu'aux prises de foyer fixes, aux prises de prises, aux équipements de raccordement et de dérivation et à tous autres équipements mentionnés dans le présent document et dans les plans.

\* Équipement électrique.

* Le travail comprend également:
* Les études, les calculs, les plans, les schémas et les notices nécessaires à la finalisation du contrat.
* Les forages, les tranchées de raccordement, le bouchage et le scellement autres que les passages et les tranchées réservés lors de la construction tel qu'indiqué dans les plans.
* Toutes tranchées et regards.
* Le travail comprend également:
* Les études, les calculs, les plans, les schémas et les notices nécessaires à la conclusion du contrat définitif ;
* Les Forage, les tranchées de raccordement, le bouchage et le scellement autres que les passages et tranchées réservés lors de la construction tel qu’indiqué dans les plans ;
* Les éventuelles tranchées et regards ;
* La fourniture et l’installation de matériel électrique.

**14.4 NORMES GÉNÉRALES**

* + 1. Normes et réglementations:

Les matériaux utilisés et l'exécution des travaux doivent être conformes aux spécifications contenues dans les Spécifications Techniques Générales applicables aux travaux d'installation électrique, et notamment à la norme NF.C15.000.

* + 1. Choix des équipements:

Le matériel utilisé portera la marque de conformité *NF USE*.

En l'absence de la marque *NF USE* pour un équipement donné, la qualité de cet équipement doit être garantie par la présentation d'un certificat aux normes si elles existent, délivré par un organisme habilité à cet effet.

* + 1. Alimentation électrique:

L’Entrepreneur doit alimenter l’ensemble du bâtiment en électricité.

L'Entrepreneur doit prévoir les terrassements, les tranchées et les passages de câbles.

Après avoir alimenté le tableau principal, l'Entrepreneur doit prévoir des armoires subdivisionnaires pour chaque niveau.

Chaque circuit terminal sera protégé à son démarrage par un disjoncteur modulaire. Les fusibles sectionnels ne sont pas autorisés. Chaque standard divisionnaire sera composé de :

* 1 disjoncteur différentiel 300 mA.
* Autant de disjoncteurs modulaires bipolaires que de circuits électriques.

Le conducteur neutre de chaque disjoncteur aura un dispositif d'isolement installé à l'origine du circuit.

Le tableau supportera des disjoncteurs avec un dispositif capable d'accueillir au moins le conducteur principal de dérivation de terre, 4 conducteurs de 6 mm², 2 conducteurs de 4 mm² et 4 conducteurs de 2,5 mm².

* + 1. Circuits:

A/ Section des conducteurs d'alimentation

* + - * Circuits d'éclairage de 1,5 mm² protégés par des disjoncteurs modulaires unipolaires de 10 A.
      * Circuits de prises, 2,5 mm², protégés par disjoncteurs modulaires 16 A.
      * Circuits de climatisation, 6 mm², protégés par des disjoncteurs modulaires unipolaires 32 A.
      * 10 A, 8 points lumineux maximum pour les circuits lumineux.
      * 16 A, maximum 8 points lumineux pour prises.
      * 32 A, 1 point d'utilisation maximum pour les prises de climatiseur ou d'appareil B/ Section du conducteur de protection (terre)

Elle sera égale à celle des conducteurs actifs. Toutefois, pour les circuits constitués de conducteurs actifs de 2,5 mm², au cas où, les conducteurs de protection ne font pas partie du conduit d'alimentation et ne disposent d'aucune protection mécanique, leur section doit être de 4 mm².

* + 1. Conduits:
* Des conduits électriques isolants seront posés :

Encastré dans la maçonnerie.

L'Entrepreneur sera tenu responsable des éventuelles rainures qu'il réalisera dans les structures en béton ou les murs en maçonnerie, dues à des omissions lors du passage des câbles, il sera donc responsable de combler les rainures. La distribution des courants faibles sera physiquement séparée de la distribution des courants forts.

* + 1. Liaison équipotentielle:

Un système de liaison équipotentielle doit être installé à l'endroit où pénètrent les différentes canalisations.

* Il doit connecter les éléments conducteurs suivants :
  + - * Conducteur principal de protection.
      * Tuyauterie métallique.
      * Éléments métalliques accessibles à la construction.

Le conducteur principal d'équipotentialité doit avoir la même section que le conducteur de protection principal de l'installation, avec une section de cuivre minimale de 6 mm².

* + 1. Éclairage de secours:

Les unités autonomes d’alimentation urgente de secours seront conformes à la norme *C 71.800*, homologués *NF AEAS*, testables par rapport aux principales unités présentes, et équipées d'un pack batterie interchangeable ne nécessitant pas de démontage de l’unité ni de coupure secteur.

Les unités à incandescence seront montées en saillie, avec un flux lumineux de 60 ml et une durée de fonctionnement de 1 heure. Ces unités seront équipées d'étiquettes d'avertissement.

* + 1. Réception des installations électriques:

La réception sera approuvée par le gestionnaire de projet à l'issue des travaux d'installation électrique, sur présentation du certificat de conformité électrique délivré par la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, visé par la Protection Civile et signé par l'Entrepreneur.

Le certificat de conformité électrique originale sera remise au client par le chef projet.

* + 1. Plans d’électricité:

Les points lumineux, les prises, etc. seront installés conformément aux plans d’électricité. Le nombre et le type d'équipement à installer sont également déterminés par les plans.

**14.5 DESCRIPTION DES OUVRAGES**

* + 1. Tableau de contrôle:

Fourniture et pose d'un tableau subdivisionnaire encastré 8 postes, comprenant tous les agencements et installations.

* + 1. Disjoncteurs:

Fourniture et installation des disjoncteurs DPN 10A, DPN 16 A et DPN 32 A et de tous les raccords d'installation.

* + 1. Raccordement à la terre:

Raccordement à la terre en fond de fouille par câble cuivre nu 35 mm² comprenant le câblage, deux lits de sable et toutes les conditions d'installation. Le câble de terre sera protégé par un tube orange de section appropriée.

* + 1. Bande de coupure avec boîtier d'encastrement :

Fourniture et pose d'une réglette de coupure avec boîtier d'encastrement, y compris le câblage et toutes les exigences liées à l'installation.

* + 1. Équipement électrique, câblage et extincteurs :

Prises encastrables 2P + T 10/16 A de LE GRAND ou similaire, câblage compris.

14.3.5 - 2 Prise téléphonique encastrée avec câblage.

14.3.5 - 3 Prises LE GRAND ou similaires encastrables 2P + T 32 A avec combiné 32 A, câblage compris.

Prise TV encastrable comprenant le gainage et le câblage vers l'antenne, qui sera placée sur le toit.

Luminaires fluorescents simples complets 1,20 m - 40 W de LE GRAND ou de fabricants similaires

Luminaires fluorescents simples complets 0,60 m - 20 W de LE GRAND ou de fabricants similaires

14.3.5 - 7 Luminaires fluorescents simples étanches complets 1,20 m - 40 W de LE GRAND ou de fabricants similaires

14.3.5 - 8 Globe à incandescence avec ampoule de 60 watts LE GRAND ou similaire, y compris le câblage et tous les accessoires.

14.3.5 - 9 Ventilateurs de plafond équipés de rhéostats.

14.3.5 - 10 Extincteurs CO2 2 kg

Fourniture et installation d'un climatiseur de type « fenêtre » de 14 000 BTU

14.3.5 - 11

Unité - marque auprès d'un revendeur local. Garantie compresseur : 5 ans requis.

14.3.5 - 12 Fourniture et installation d'un disjoncteur déporté unipolaire 220 volts.

14.3.5 - 13 Fourniture et installation de répartiteurs TÉTRAMODULAIRES 125 A

14.3.5 - 14 Fourniture et installation de connecteurs TÉTRAMODULAIRES I.D. 63 A - 300 mA.

Disjoncteurs

14.3.5 - 15 Fourniture et installation de connecteurs TÉTRAMODULAIRES I.D. 40 A 300 mA. Disjoncteur.

Fourniture et installation de disjoncteurs monobloc TÉTRAMODULAIRES 63 A - 300 mA

14.3.5 - 16

14.3.5 - 17 Fourniture et pose de câble cuivre 5 x 10 mm² U 1000 RO2V.

14.3.5 - 18 Fourniture et installation d'unités de sécurité autonomes de 360 LUMENS

14.3.5 – 19 Fourniture et pose d'I.C.D. gris diamètre 36 mm gaine de câbles électriques.

14.3.5 - 20 Fourniture et pose de câble cuivre 5 x 6 mm² U 1 000 RO2V

14.3.5 - 21 Fourniture et pose d'une boîte de jonction étanche 135 x 100 x 50

15 PLOMBERIE - SANITAIRES

**15.3 PORTÉE DU TRAVAIL**

* Le travail comprend:
* Aménager et jalonner les différents réseaux ;
* Les plans d'exécution des différents réseaux soumis au gestionnaire de projet pour approbation ;
* Drainage des eaux pluviales, des eaux usées et des eaux noires ;
* Le réseau d'adduction d’eau;
* Fourniture et installation d'appareils sanitaires.

**15.4 NORMES GÉNÉRALES**

* + 1. Normes et réglementations:

Les travaux de ce lot, en ce qui concerne les canalisations d'alimentation, les canalisations d'évacuation, les appareils sanitaires et la robinetterie, seront réalisés conformément aux exigences des conditions et spécifications des différentes normes françaises et DTU applicables à ces travaux.

La pente minimale des canalisations d'eaux usées, d'eaux noires et d'eau de pluie sera de 2 cm/m.

* + 1. Qualité des matériaux utilisés:

a.- Tuyaux

a.1 Tuyaux en PVC, alimentation en eau

L'alimentation en eau sera dans des tuyaux en PVC du diamètre approprié.

a.2 Tuyaux en PVC

Les canalisations d'évacuation des WC et des eaux usées seront constituées de tuyaux et raccords en PVC, d'un type agréé pour cet usage (y compris les colliers et supports nécessaires).

Un bouchon de vidange sera placé en tête du collecteur et à chaque changement de direction.

b.- Pinces de fixation

Les colliers de fixation des différents types de canalisations apparentes doivent être en acier galvanisé ou en PVC, qui pourront en retour être retirés.

Ils seront soit emboutis, soit en feuillard galvanisé avec 2 boulons, soit avec des charnières démontables et ayant une grande surface de contact.

Leurs queues doivent être d'une longueur et d'une résistance suffisantes pour supporter le poids des tuyaux chargés sans aucune déformation.

c.- Robinets

Les robinets doivent être étanches, silencieux et faciles à utiliser et à entretenir. Leur jet doit être droit et régulier, sans éclaboussures et avec un débit correspondant à l'usage auquel ils sont destinés.

d.- Appareils sanitaires

Tous les sanitaires en céramique seront de grade A et porteront le cachet indélébile justifiant cette qualité. Chaque appareil sanitaire sera protégé par un robinet d'arrêt permettant un arrêt partiel.

* + 1. Inspection et essais des installations intérieures :

a.- Contrôles

Les inspections effectuées pendant ou à la fin des travaux ont pour objet de vérifier que l'installation est conforme au cahier des charges.

b.- Essais

Le but des essais est de vérifier l'étanchéité des canalisations et le bon fonctionnement du système.

* 1. Test des vannes

Les vannes sont testées à une pression de 20 kg/cm². Les robinets sont testés pendant 1 minute en position ouverte et fermée. Il ne doit y avoir aucun signe de fuite sur aucune partie des vannes.

* 1. Test d'étanchéité des conduites d'eau

Les conduites d'eau et leurs accessoires seront chargés à la pression de service, toutes les vannes et robinets de soutirage et de vidange étant fermés et les robinets ouverts.

Aucune fuite ne doit être détectée pendant une période d’observation suffisante d’au moins 4 heures. Ces essais seront effectués à une pression 50% supérieure à la pression normale, sans dépasser en aucun point de l'installation la pression d'épreuve spécifique aux matériaux et équipements utilisés.

* 1. Test d'étanchéité des tuyaux de drainage

Les tuyaux de drainage seront observés en service pour détecter toute fuite. Ces tests en service peuvent être remplacés par un test de pression d'air.

Le test de pression d'air avec 7 à 8 cm d'eau est réalisé en obstruant les extrémités du tuyau avec des ballons gonflés et les extrémités des raccords avec des bouchons filetés (le test est effectué avant la pose du tuyau).

L’installation du matériel. L'arrivée d'air sous pression étant coupée, le manomètre ne doit présenter aucune chute de pression.

* 1. Tests de santé
* Le but de ces tests est de vérifier :

\* Que l'eau contenue dans un appareil sanitaire ne puisse remonter dans la canalisation qui l'alimente, dans les cas où cette dernière est sous pression.

\* La vidange d'un appareil, ou celle de plusieurs appareils qui peuvent intervenir simultanément dans les conditions de la norme, ne cause pas l'entraînement du protège-siphon d'un autre appareil.

C/ Insonorisation contre le bruit

Les sanitaires seront installés sur leur socle avec une couche de caoutchouc mousse de 5 mm d'épaisseur entre eux.

Les appareils seront séparés des murs et cloisons par un joint silicone blanc.

Les canalisations seront maintenues en place par des colliers avec une gaine en caoutchouc de 3 mm d'épaisseur s'étendant environ 5 mm au-delà des parties du collier.

* + 1. Réception:

La réception sera effectuée une fois les travaux terminés et l'installation jugée conforme aux conditions techniques imposées.

* + 1. Base de calcul:

A/ Eau de pluie

* Descentes :
  + - * Norme: NF P 30.021,
      * Débit de base : 3 litres par minute par m² ou 0,05 litres par seconde par m²,
      * Raccordement des arrivées d'eau aux gouttières et siphons,
      * Qualité des descentes : PVC bâtiment M1. B/ Eaux noires et eaux usées
      * Norme NF P 23. 07;
      * Qualité des canalisations : PVC qualité bâtiment type M 1 ;
      * Tableau des débits et diamètres minimum

Appareils Débit DN Diamètre réel mm

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| \* Lavabo individuel | 0,75 | 30 | 34/40 |
| \* WC | 1,50 | 80 | 94/100 |

C/ Eau froide

\* Débits et diamètres minimaux des équipements :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Appareils | Débit  I. / s | Diamètre mm |
| \* Lavabo individuel | 0,20 | 10/12 |
| \* WC (réservoir) | 0,12 | 10/12 |

* Pression résiduelle requise pour les vannes : 1,5 bar.

**DESCRIPTION DES OUVRAGES**



**15.5**

Des sorties d’appareils jusqu’au pied des goulottes. Les réseaux sont de type distinct.

Les chutes.

Les descentes d’eaux noires et d’eaux usées seront séparées au rez-de-chaussée et aux étages. Les descentes d’eaux noires et d’eaux usées seront constituées de tuyaux en PVC de qualité.

« Bâtiment » type M1 à joint caoutchouc ou joint collé.

Les descentes d'eaux usées et d'eaux noires seront maintenues par des colliers boulonnés en acier galvanisé avec une tige qui pourra être cimentée ou vissée selon la nature des murs. Un anneau de matériaux isolant sera placé entre le tuyau et le collier.

Chaque tuyau de descente aura un té avec un bouchon d'inspection.

Les descentes traverseront les planchers via un manchon, bloqué et nivelé au niveau de la dalle supérieure.

* + 1. Siphon de sol:

Siphon de sol à bonde en PVC collé. Dimensions 15 x 15 cm, sortie horizontale diamètre 40 mm.

* + 1. Équipement du lavabo:

Un lavabo en porcelaine vitrifiée CITY type 45, réf. 001705 d'ALLIA, fixé par crochets ou boulons. Le lavabo sera équipé d'un cache siphon réf. 001840. Tous les composants seront blancs.

Robinet chromé bec ½", 140 mm type EUROPA, réf. 973482 de IDEAL STANDARD.

* + 1. Équipement de cuvette de toilettes à l’anglaise :

Un meuble WC CITY, réf. 083300 d'ALLIA, à chasse directe, sortie arrière horizontale, réservoir avec couvercle, mécanisme silencieux à double chasse (3L/6L) avec bouton poussoir chromé, siège, couleur blanc.

* + 1. Robinet d’évier:

Fourniture et pose de robinets bec ½" chromés type EUROPA 140 mm réf. 973482 de IDEAL STANDARD.

* + 1. Équipement de tamponnage à double évier :

Un évier à encastrer réversible en grès VALLAURIS 2 ou similaire ALLIA 1125 x 505 mm, en blanc.

Robinet chromé avec bec ½", tube mobile 140 mm, type EUROPA ou similaire, réf. 973482 de IDEAL STANDARD.

* + 1. Vannes d'arrêt ¼ de tour:

Vanne d'arrêt à bille ¼ de tour, y compris raccordement et installation.

16 PEINTURE

**PORTÉE DU TRAVAIL**



**16.3**

* Le travail comprend :
* Les peintures sur enduit ciment ;
* Le peintures de protection contre l'oxydation ;
* Le nettoyage.

**NORMES GÉNÉRALES**



**16.4**

* + 1. Normes et réglementations:

Les travaux et matériaux utilisés doivent être conformes aux spécifications contenues dans les Cahiers de Charges Techniques Particuliers, applicables à la peinture, au nettoyage, à la mise en service, aux glaces, aux papiers peints et aux tentures, édités par le CSTB.

* + 1. Connaissance du poste:

L'Entrepreneur est tenu de lire ce document dans son intégralité et de se conformer à chaque clause.

* + 1. Contrôle des produits utilisés:

L'Entrepreneur proposera et soumettra à l'entrepreneur principal, avant de commander des fournitures, une liste des produits offerts dans chaque qualité de peinture.

Les produits proposés seront de qualité et de marques connues afin d'assurer leur réapprovisionnement. A la réception, les différentes surfaces doivent être similaires aux surfaces de contrôle en termes de :

* + - * Présentation et finition des surfaces
      * Prise en main
      * Flexibilité
      * Résistance aux agents physiques et chimiques
      * Permanence de la couleur.

En cas de non satisfaction à la réception, l'Entrepreneur devra procéder, à ses frais, aux ajustements nécessaires.

* + 1. Nettoyage du site:

L'Entrepreneur quittera le chantier dans un état parfaitement propre.

Il devra nettoyer le sol.

Les serrures et accessoires doivent être nettoyées de toute trace de plâtre ou de peinture pouvant nuire à leur fonctionnement.

* + 1. Travaux préparatoires:
* L'entrepreneur prendra en compte ce qui suit :
  + - * Enlever et réinstaller les structures non peintes, telles que les poignées, les plaques de recouvrement, les interrupteurs ou leurs protections, pendant les travaux ;
      * Protéger le sol avec une bâche ou une bâche plastique ;
      * Protéger les menuiseries en aluminium avec du papier adhésif pour éviter les détériorations causées par les taches de ciment ou de peinture ;
      * Protéger le matériel avec du papier adhésif ;
      * Protéger tous les joints qui n'ont pu être installés après peinture ;
      * Protection des appareils sanitaires.

Les revêtements doivent être soigneusement enlevés et poncés avant tout travail de peinture.

L'Entrepreneur sera responsable de toute salissure des sols, des matériaux, des menuiseries, des plafonds et des équipements existants (équipements électriques).

Les menuiseries métalliques seront traitées avec deux couches de peinture antirouille avant leur pose.

**DESCRIPTION DES OUVRAGES**



**16.5**

* + 1. Peinture Pliolite : a.-

Nature

Un composé de nivellement à base de résines acryliques et de granulats sélectionnés, mélangés avec du ciment et appliqués à raison de 1 kg/m² par millimètre d'épaisseur.

La peinture microporeuse à base de résines pliolites constituera un film mat. La couleur de la peinture sera définie ultérieurement par le client.

b.- Installation - Surfaces neuves sur béton et enduit lisse

* Brossage
* Dépoussiérage
* Remplissage avec ragréage
* Ponçage
* Appliquer 2 couches de peinture à l'aide d'un rouleau.

La peinture Pliolite sera appliquée sur toute la surface des murs extérieurs au-dessus de 1,50 m.

* + 1. Peinture glycérophtalique: a.-

Nature

Un composé de nivellement à base de résines acryliques et de granulats sélectionnés, mélangés avec du ciment et appliqués à raison de 1 kg/m² par millimètre d'épaisseur.

Imprimé par:

* 1. Surfaces neuves sur béton et enduit lisse :

La couche d’apprêt sera pénétrant, fixant et opacifiant, à base de résines acryliques en solution.

* 1. Nouveau support sur métal:

Une couche d’apprêt anti-corrosion sera à base de copolymère vinylacrylique à base de solvant.

Peinture : un film satiné non pénétrant à base de résines glycérophtaliques. La couleur de la peinture sera définie ultérieurement par le client.

b.- Mise à oeuvre

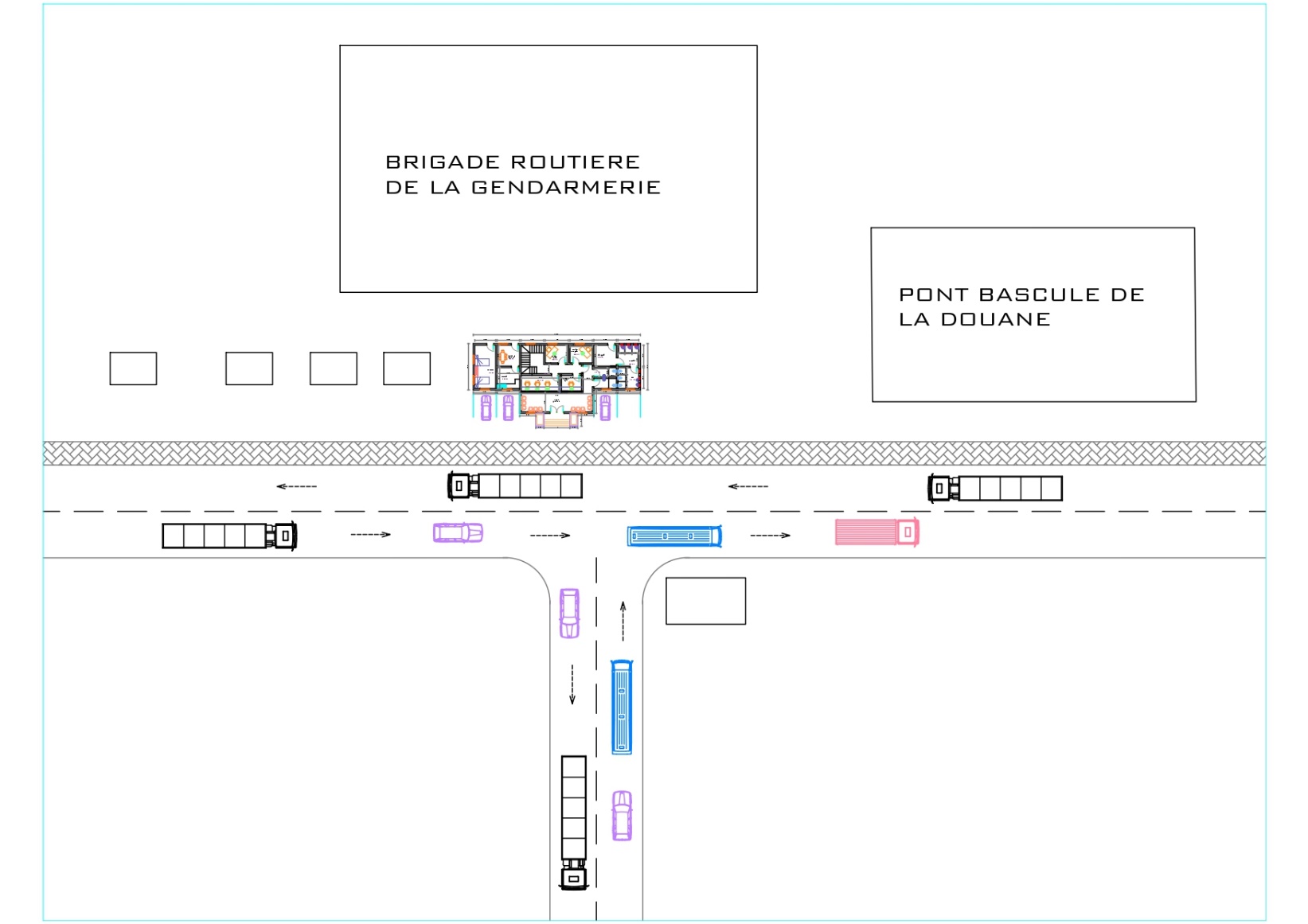
* 1. Surfaces neuves sur béton et enduit lisse :
     + - Brossage
       - Dépoussiérage
       - Remplissage avec ragréage
       - Ponçage
       - 1 couche d'apprêt
       - Appliquer 2 couches de peinture à l'aide d'un rouleau.
  2. Nouveau support sur métal:
     + - Dégraissage
       - Dépoussiérage
       - Application d'un apprêt anti-corrosion
       - Ponçage
       - Application au rouleau de 2 couches de peinture
     1. Peinture pour le marquage et la délimitation des aires de jeux :

La couche d’apprêt sera pénétrant, fixant et opacifiant, à base de résines acryliques en solution.

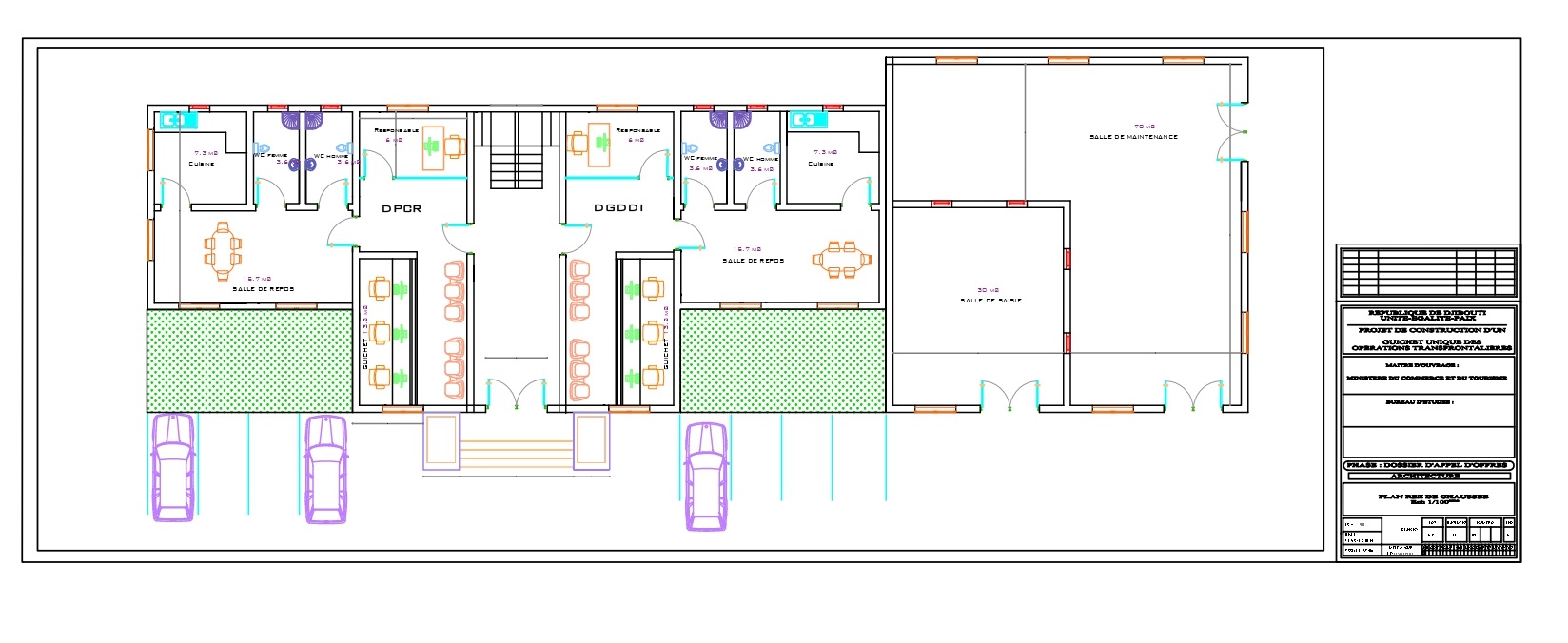
* + - * Dépoussiérage;
      * 2 couches d’apprêt;
      * Délimitation des bandes avec du ruban-cache adhésif**.**

**ANNEXES**

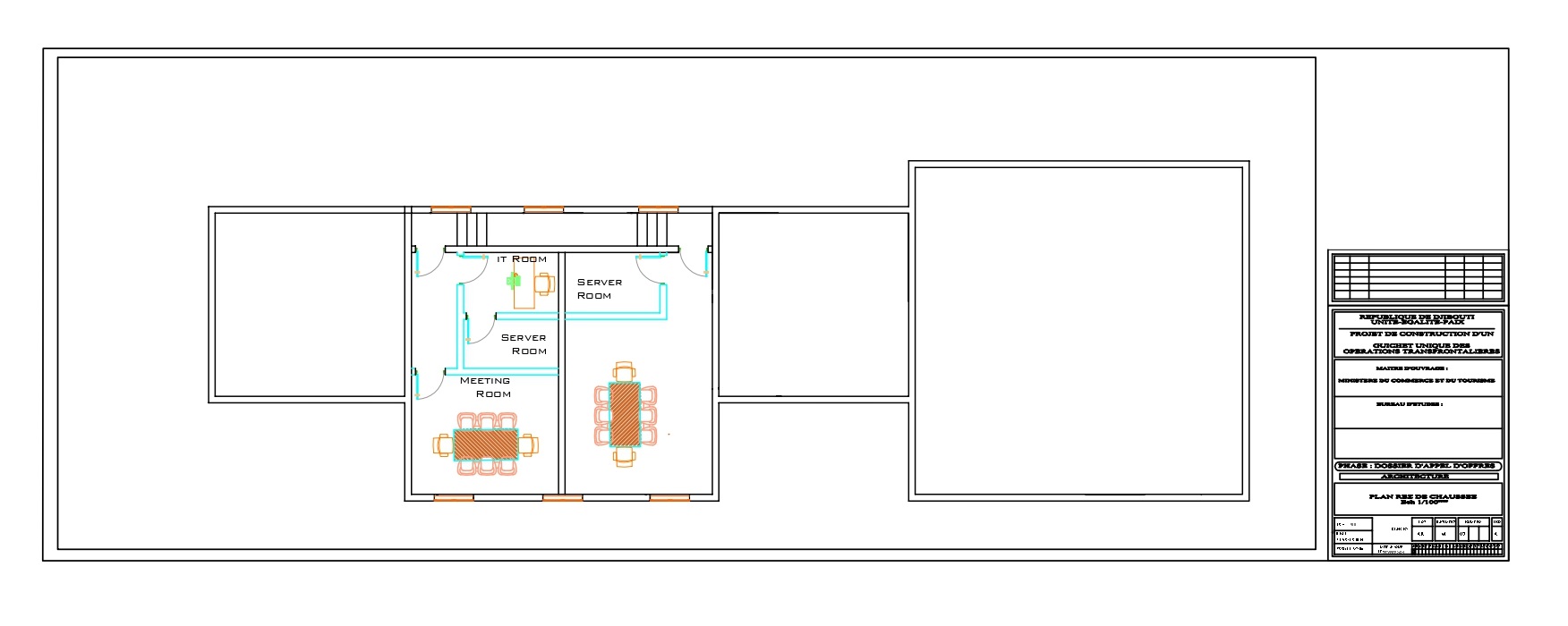
**PLANS ARCHITECTURAUX**

* **Plan n° 00 plan de cadastre**

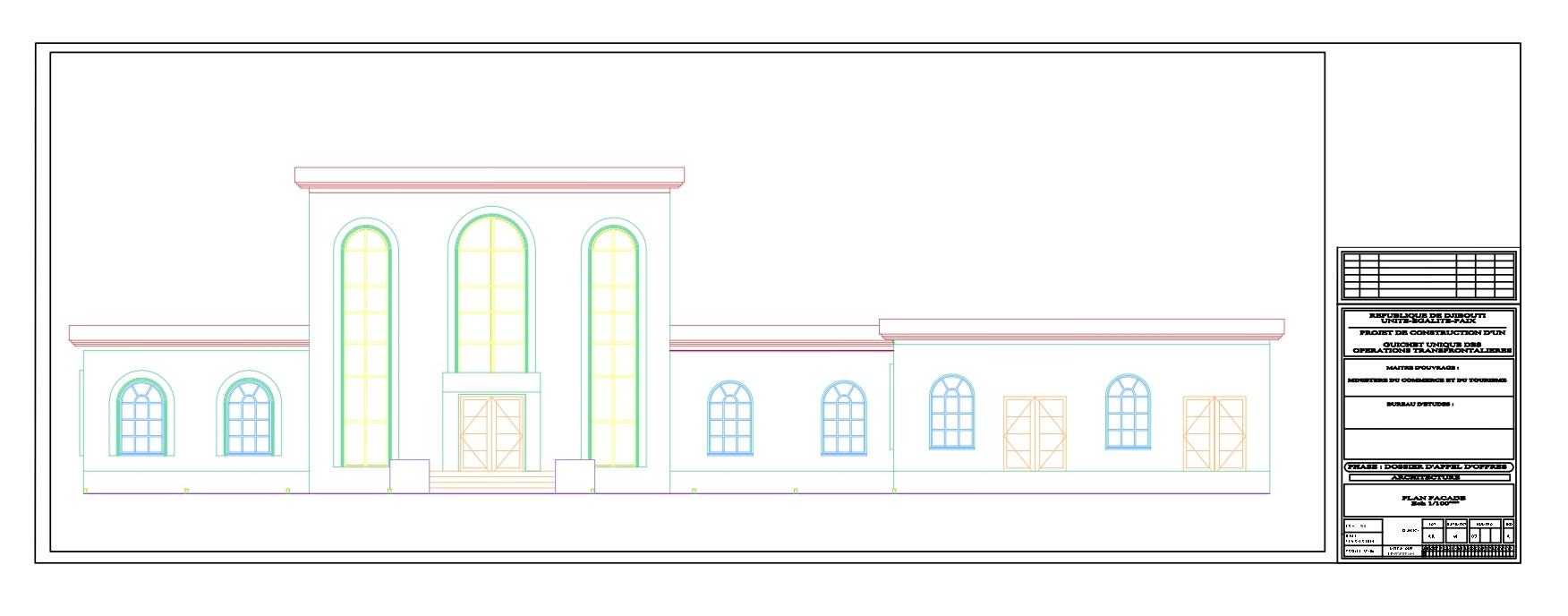
**Plan n°01 PLAN DE REZ DE CHAUSSEE**



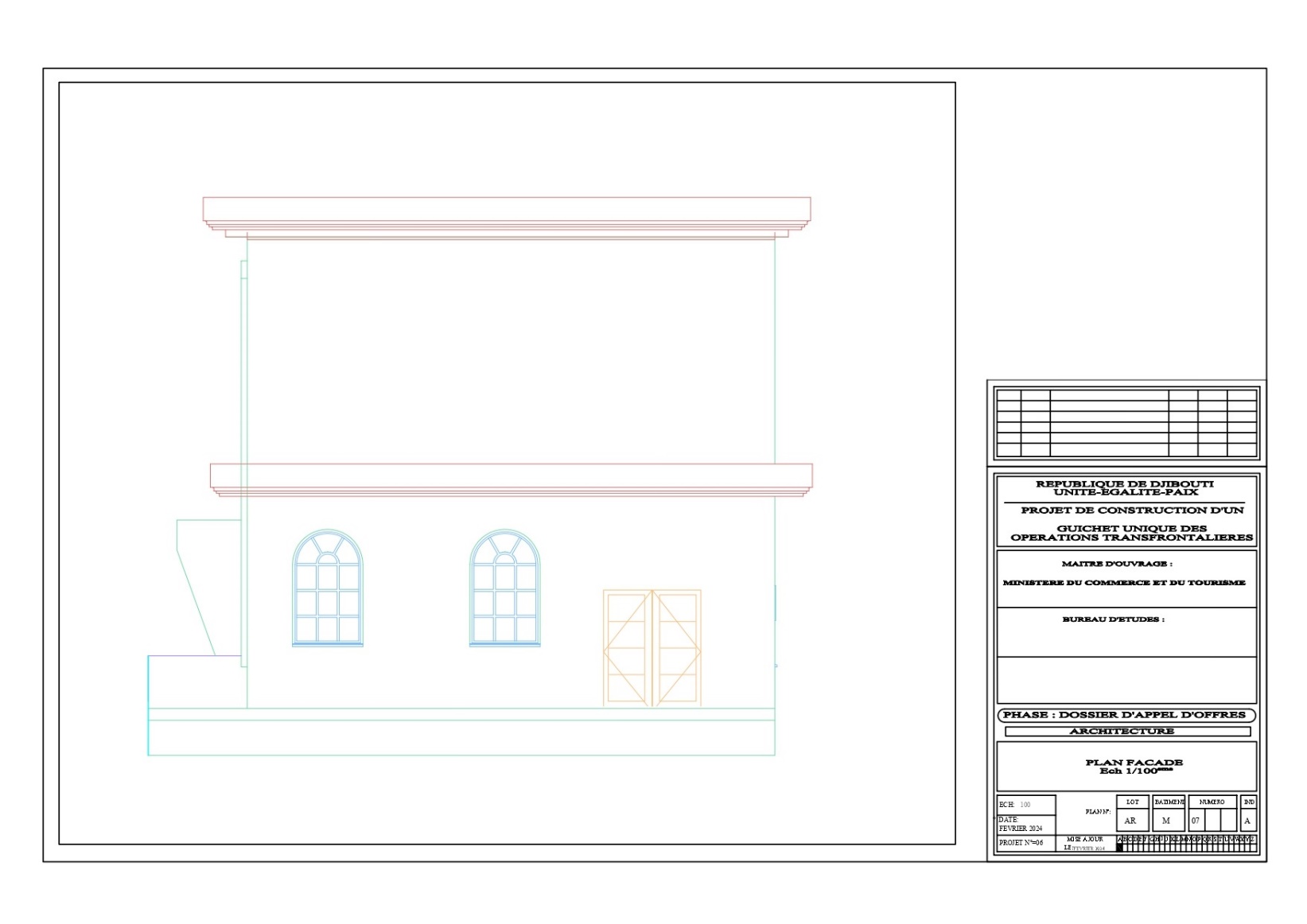
61

**Plan n° 02 Plan de vue de l’étage**

**Plan n°03 : Plan de façade OUEST**

****

**Plan n°04 : Plan de façade EST**

****

**ESTIMATION DES COÛTS ET QUANTITÉS**

**Objet : Projet de construction**

**ESTIMATION DES COÛTS**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ART | **DÉSIGNATION DU TRAVAIL** | **U** | **Q** | **PU** | **Total** |
|  | **1 - TERRASSEMENT** |  |  |  |  |
| 1 | **Nettoyage du site** | **FFT** | **FFT** |  |  |
|  | Décapage de 0,20 cm du sol y compris élimination des déchets | m3 | 200 |  |  |
| 2 | Travaux de remblayage de 0,50cm d'épaisseur comprenant le compactage, le concassage et tout sujétion. | m3 | 750 |  |  |
|  | **sous-total 01** | | | |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **2 - FONDATION EN BÉTON ARMÉ** |  |  |  |  |
| 1 | Travaux d’excavation et de fondation | ML | 180 |  |  |
| 2 | Fourniture et pose de film polyane 200 microns au fond de l'excavation, y compris les surplombs et tous les autres détails | M2 | 250 |  |  |
| 3 | Fourniture et pose de béton propre d'une épaisseur de5 cm d'épaisseur, en fond de fouille, dosé à 250 kg/m3 | m3 | 15 |  |  |
| 4 | Fourniture et pose de béton armé dosé à 350 kg/m3, pour la construction de longerons comprenant le coffrage, le renfort et toutes autres exigences | m3 | 20 |  |  |
| 5 | Fourniture et pose de béton armé dosé à 350 kg/m3, pour la production de dalles, y compris le coffrage, les barres d'armature et toutes les subjonctions | m3 | 100 |  |  |
| 6 | Fourniture et pose de béton armé dosé à 300 kg/m3 pour escaliers, y compris le coffrage, les barres d'armature et toutes les subjonctions | m3 | 30 |  |  |
|  | **sous-total 02** | | | |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **3 - BÉTON ARMÉ EN ÉLÉVATION** |  |  |  |  |
| 1 | Fourniture et pose de béton armé dosé à 350 kg /M3, pour la construction des poteaux, y compris le coffrage, le renfort et tous les travaux nécessaires. | m3 | 30 |  |  |
| 2 | Fourniture et pose de béton armé dosé à 350 kg /M3, pour la construction des poutres, y compris le coffrage, le ferraillage et toutes les étapes nécessaires. | m3 | 70 |  |  |
|  | **sous-total 03** | | | |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **4 - MAÇONNERIE** |  |  |  |  |
| 1 | Fourniture et pose de blocs creux pour créer les murs posés sur mortier de ciment au dosage de 400 kg/m3 incluant toutes les manutentions - dimensions: 20 x 20 x 40 des murs | m2 | 1500 |  |  |
| 2 | Application d'enduit taloché à base de mortier de ciment dosé à 400 kg/m3 sur toutes les surfaces murales Y compris le nivellement et toutes les autres étapes nécessaires | m2 | 2500 |  |  |
|  | **sous-total 04** | | | |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **5 - TOITURE** |  |  |  |  |
| 1 | ARDOISE haute blanche | m3 | 350 |  |  |
| 2 | FEUTRE BITIME | m2 | 700 |  |  |
|  | **sous-total 05** | | | |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **6 - REVÊTEMENTS DE SOLS ET DE MURS** |  |  |  |  |
| 1 | Fourniture et pose de carreaux en grès cérame dans les formats suivants30 cm x 30 cm, posé sur mortier de ciment y compris le plinthe, le remplissage des joints avec du ciment blanc et toutes les composantes. | m2 | 250 |  |  |
| 2 | Pour escaliers, marches et contremarches | m2 | 150 |  |  |
| 3 | carrelage pour sanitaires et laboratoires | m2 | 170 |  |  |
|  | **sous-total 06** | | | |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **7- MENUISERIE** |  |  |  |  |
| 1 | Fourniture et pose de portes de 90 cm | U | 14 |  |  |
| 2 | Fourniture et pose de portes de 70 cm | U | 4 |  |  |
| 3 | Fourniture et pose de portes ALUI 180 cm | U | 2 |  |  |
| 4 | Fourniture et pose de fenêtres 0,60 x 0,60 cm en aluminium, y compris tout le matériel nécessaire. | U | 7 |  |  |
| 5 | Fourniture et pose de fenêtres 1,20 x 1,20 cm en aluminium, y compris tout le matériel nécessaire. | U | 25 |  |  |
|  | **sous-total 07** | | | |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **8 - ÉLECTRICITÉ** |  |  |  |  |
| 1 | Fourniture et installation du câblage électrique, y compris tous les raccords | *ENS* | *ENS* |  |  |
|  | **sous-total 8** | | | |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **9 - PEINTURE** |  |  |  |  |
| 1 | Application de 2 couches de peinture vinylique sur l'ensemble murs extérieurs et intérieurs, après préparation du support (récurage, ponçage, dépoussiérage, application de scellant, Lissage etc.), y compris tous les détails de l'application. | m2 | 2500 |  |  |
|  | **sous-total 9** | | | |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  | **10- PLOMBERIE - SANITAIRE** |  |  |  |  |
| 1 | Fourniture et installation de siphons de sol, y compris les raccordements et tous autres services | U | 5 |  |  |
| 2 | Fourniture et pose de lavabos standards montés sur console, comprenant robinets, accessoires et siphon, le raccordement aux eaux usées et à l'eau courante et toutes les exigences | U | 4 |  |  |
| 3 | Fourniture et installation d'équipements WC à l'anglaise à grès émaillé ou porcelaine vitrifiée avec système de chasse d'eau y compris les vannes d'arrêt, les raccords, les accessoires et toutes les conditions | U | 4 |  |  |
| 4 | Fourniture et installation de robinets d'eau dans les WC, y compris les robinets, les connexions et tous les accessoires et accessoires | U | 4 |  |  |
| 5 | Fourniture et installation de baignoires, y compris les robinets, les raccordements et tous les accessoires et accessoires | U | 1 |  |  |
| 6 | Construction de collecteurs d'eaux usées et d'égouts eaux noires y compris les coudes, les tés, etc., le raccordement et tous les accessoires de pose. | ml | 240 |  |  |
| 7 | PVC Ø150 sur lit de sable | ml | 300 |  |  |
| 8 | PVC diamètre 70 sur lit de sable |  |  |  |  |
| 9 | Pipe à eau Ø32 y compris les coudes, les tés, etc...., et tous les accessoires d'installation. | ml | 194,5 |  |  |
|  | **sous-total 10** | | | |  |
|  |  | | | |  |
|  | **TOTAL GENERAL** | | | |  |

1. Le Vocabulaire Commun des Marchés Publics (CPV) est la nomenclature de référence obligatoire applicable aux marchés publics. La liste des codes CPV est disponible sur: <http://simap.ted.europa.eu/en/web/simap/cpv> [↑](#footnote-ref-1)
2. Il est recommandé d'utiliser un courrier recommandé au cas où le cachet de la poste ne serait pas lisible. [↑](#footnote-ref-2)
3. Veuillez indiquer toute spécificité susceptible d'avoir un impact sur les règles de participation (par exemple, géographique, thématique, à long terme ou à court terme). [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir PRAG 2.6.10.1.3 A) [↑](#footnote-ref-4)
5. Pays dans lequel la personne morale est établie. [↑](#footnote-ref-5)
6. Ajouter/supprimer des lignes supplémentaires pour les membres, le cas échéant. Il convient de noter qu’un sous-traitant n’est pas considéré comme un membre aux fins de la présente procédure d’appel d’offres. Si l’offre est soumise par un soumissionnaire individuel, le nom du soumissionnaire doit être inscrit comme « chef de file » (et toutes les autres lignes doivent être supprimées). [↑](#footnote-ref-6)
7. Cette mention ne doit être insérée que lorsque cela est nécessaire, par exemple lorsque la loi applicable à la garantie prévoit une date d’expiration précise ou lorsque le garant peut justifier qu’il n’est pas en mesure de fournir une telle garantie sans date d’expiration. [↑](#footnote-ref-7)
8. Référence au point 4 des instructions aux soumissionnaires si des preuves documentaires sont nécessaires. [↑](#footnote-ref-8)
9. Les niveaux sont basés sur le Cadre européen commun de référence pour les langues. Voir [: https://www.coe.int/en/web/common-european-framework-reference-languages/table-1-cefr-3.3-common-reference-levels-global-scale](https://www.coe.int/en/web/common-european-framework-reference-languages/table-1-cefr-3.3-common-reference-levels-global-scale). Les compétences linguistiques doivent être attestées par un certificat ou par une expérience antérieure pertinente. [↑](#footnote-ref-9)
10. Toutes les installations ne sont pas la propriété de l’entrepreneur. [↑](#footnote-ref-10)
11. Montants effectivement payés, sans l’effet de l’inflation. [↑](#footnote-ref-11)
12. Référence au point 4 des Instructions aux soumissionnaires si des preuves documentaires sont nécessaires. [↑](#footnote-ref-12)
13. Il faut noter qu’une telle dérogation n’est pas requise pour les dossiers d’appel d’offres de type « conception-construction » (DB) (voir l’article 18 de l’avis de marché DB, l’article 24 des instructions aux soumissionnaires DB et la note de bas de page 3 de la section 5.3.3 « Critères de sélection et d’attribution » du PRAG). [↑](#footnote-ref-13)
14. Pour les dossiers d’appel d’offres « conception-construction » (« DB ») dont le critère d’attribution est « l’agrégat de coûts le plus bas » (voir l’option 3 de l’article 18 de l’avis de marché DB et de l’article 24 des instructions aux soumissionnaires DB), les critères sur la base desquels l’agrégat des dépenses d’investissement (« CAPEX ») et des dépenses opérationnelles (« OPEX ») sera calculé doivent être spécifiés dans la colonne « Critères » et la colonne « Maximum » peut être supprimée, l’agrégat étant remplacé par la pondération. [↑](#footnote-ref-14)
15. Lorsque l’entrepreneur est une personne physique. [↑](#footnote-ref-15)
16. Le cas échéant. [↑](#footnote-ref-16)
17. Sauf si l’entrepreneur n’est pas enregistré à la TVA. [↑](#footnote-ref-17)
18. JO L 205 du 21.11.2018, p. 39. [↑](#footnote-ref-18)
19. Des orientations sur la vérification des garanties financières figurent au chapitre 9.1 du DEVCO Companion. En gestion indirecte, l'autorité contractante devrait demander conseil à la Commission européenne avant d'accepter une garantie financière. [↑](#footnote-ref-19)
20. Cette mention ne doit être insérée que lorsque cela est nécessaire, par exemple lorsque la loi applicable à la garantie impose une date d'expiration précise ou lorsque le garant peut justifier qu'il n'est pas en mesure de fournir une telle garantie sans date d'expiration. [↑](#footnote-ref-20)
21. Des orientations sur la vérification des garanties financières figurent au chapitre 9.1 du DEVCO Companion. En gestion indirecte, l'autorité contractante devrait demander conseil à la Commission européenne avant d'accepter une garantie financière. [↑](#footnote-ref-21)
22. Cette mention ne doit être insérée que lorsque cela est nécessaire, par exemple lorsque la loi applicable à la garantie impose une date d'expiration précise ou lorsque le garant peut justifier qu'il n'est pas en mesure de fournir une telle garantie sans date d'expiration. [↑](#footnote-ref-22)
23. Des orientations sur la vérification des garanties financières figurent au chapitre 9.1 du DEVCO Companion. En gestion indirecte, l'autorité contractante devrait demander conseil à la Commission européenne avant d'accepter une garantie financière. [↑](#footnote-ref-23)
24. Cette mention ne doit être insérée que lorsque cela est nécessaire, par exemple lorsque la loi applicable à la garantie impose une date d'expiration précise ou lorsque le garant peut justifier qu'il n'est pas en mesure de fournir une telle garantie sans date d'expiration. [↑](#footnote-ref-24)